



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 3 MAI 1947

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, MAY 3rd, 1947

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized, by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.



délaï pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délaï expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
17227 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
17227 — 1-52

Lettres patentes

ABC Cycle & Sports Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze mars 1947, constituant en corporation: Cyro Sylvestre, Joseph De Francisco, marchands, et Dame Antoinette De Francisco Sylvestre, épouse commune en biens de Cyro Sylvestre et dûment autorisée par lui pour les fins suivantes, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de manufacturiers, négociants, marchands, marchands en gros et détaillants de bicyclettes, tricycles, carrosses de toutes sortes, voitures, motocyclettes, véhicules-moteurs, traînes sauvages, skis, articles de sport, vêtements de sport, sport et toutes autres sortes de marchandises relatives et se rapportant aux précédents; acheter, vendre ou autrement faire le commerce, en gros ou en détail, de réfrigérateurs, lessiveuses, brûleurs à l'huile, radios et autres objets connexes aux pré-

Letters Patent

ABC Cycle & Sports Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of March, 1947, incorporating: Cyro Sylvestre, Joseph De Francisco, merchants, and Dame Antoinette De Francisco Sylvestre, wife common as to property of Cyro Sylvestre, and duly authorized by him for the following purposes all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business of manufacturers, jobbers, dealers, wholesalers and retailers of bicycles, tricycles, carriages of all kinds, cars, motor cycles, motor vehicles, toboggans, skis, sporting goods, sportswear, and all other kinds of goods related to and connected with the foregoing; to purchase, sell or otherwise deal in, retail or wholesale, in frigidaires, washing machines, oil burners, radios and otherwares associated with the foregoing or which may be logically carried on in conjunction with same;

cédents ou qui peuvent être logiquement négociés ensemble avec iceux, sous le nom de "ABC Cycle & Sports Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

18784

under the name of "ABC Cycle & Sports Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of par value of \$100 each, and 200 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

18774-o

Abitibi Tire Rubber & Supply Company

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuf mars 1947, constituant en corporation: Laurent Drouin, avocat, Marcel Drouin, comptable, et Françoise Bellay sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, fournir, distribuer, importer, exporter, échanger, louer arrenter, exploiter et, en général, faire le commerce de:

Toutes sortes de véhicules-moteurs, pièces et accessoires;

Produits en fer et en acier et de tous articles dont la fabrication ou la composition comprend du métal;

Caoutchouc et produits en caoutchouc et tous articles, marchandises dans lesquels le caoutchouc naturel ou le caoutchouc synthétique ou toute autre substance semblable est ou peut être utilisée, sous le nom de "Abitibi Tire Rubber & Supply Company", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Val d'Or, district d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

18785

Abitibi Tire Rubber & Supply Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of March, 1947, incorporating: Laurent Drouin, advocate, Marcel Drouin, accountant, and Françoise Bellay, stenographer, spinster, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, supply, distribute, import, export, exchange, lease, let, operate and generally deal in:

all kinds of motor vehicles, parts and accessories;

iron and steel products and any articles in the manufacture or composition of which metal is a factor;

rubber and rubber products and all articles, goods in which natural rubber or synthetic rubber or any other similar substance is or may be used, under the name of "Abitibi Tire Rubber & Supply Company", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of the par value of \$100 each.

The head office of the Company will be in the City of Val d'Or, District of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney general, this nineteenth day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

18785-o

Aero Photo Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept mars 1947, constituant en corporation: Georges Bernier, ingénieur forestier, Charlotte Maheux, sténographe, tous deux de la cité de Québec, et Gérard Guay, ingénieur forestier et arpenteur géomètre, de Sillery, tous du district de Québec, pour les objets suivants:

Acheter, louer, échanger, vendre, réparer des avions, hélicoptères, radios, kodaks, ou tous autre instruments connexes à l'aviation ou la photographie aérienne;

Faire la photographie aérienne verticale et oblique, sous le nom de "Aero Photo Inc.", avec un capital de \$25,000, divisé en 2,500 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 25, rue Saint-Louis, Québec, district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

18786-o

Aero Photo Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of March, 1947, incorporating: Georges Bernier, forestry engineer, Charlotte Maheux, stenographer, both of the city of Quebec, and Gérard Guay, forestry engineer and land surveyor, of Sillery, all of the district of Quebec, for the following purposes:

To buy, lease, exchange, sell, repair planes, helicopters, radios, kodaks, or any other instruments incidental to aviation or aerial photography;

To engage in aerial photography, both vertical and oblique, under the name of "Aero Photo Inc.", with a capital stock of \$25,000, divided into 2,500 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 25 Saint-Louis Street, Quebec, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

18786

Aircraft Overhaul and Repairs Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt mars 1947, constituant en corporation: Auguste Désilets, Roger Deshaies, avocats et Rollande Lacroix, sténographe, fille majeure, tous de la cité de Grand'Mère, district de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exercer le commerce (soit comme mandats ou agents) de marchands, manufacturiers, vendeurs, locuteurs, locataires, réparateurs, emmagasineurs et entreposeurs d'aéroplanes, vaisseaux aériens et machines volantes de toutes sortes, sous le nom de "Aircraft Overhaul and Repairs Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$5 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au Lac-à-la-Tortue, district des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18787 L. DÉSILETS.

Ambrican Textiles Corporation

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huit mars 1947, constituant en corporation: Hellman Swards, David A. Swards, avocats, de la cité de Westmount, et Mademoiselle Zoé Caron, secrétaire, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de convertisseurs, finisseurs, imprimeurs et marchands de cotonnades, sous le nom de "Ambrican Textiles Corporation", avec un capital de \$200,000 divisé en 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune et en 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie est limité à vingt;

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18788 L. DÉSILETS.

Arnold Corp.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorze mars 1947, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Montréal, Benjamin Robinson, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, et Ruth Miller, secrétaire, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Souscrire, garantir et acquérir par achat, échange ou autre titre légal et détenir soit absolument comme propriétaire ou par voie de garantie collatérale ou autrement et offrir au public pour souscription, vendre, garantir la vente et céder, transférer ou autrement disposer ou faire le commerce de nantissements, hypothèques,

Aircraft Overhaul and Repairs Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of March, 1947, incorporating: Auguste Désilets, Roger Deshaies, advocates, and Rollande Lacroix, stenographer, spinster, all of the City of Grand'Mère, district of Three Rivers, for the following purposes:

To carry on the business (either as principals or agents) of dealers in, manufacturers, sellers, letters, hirers, repairers, storers and warehousemen of aeroplanes, airships and flying machines of all kinds, under the name of "Aircraft Overhaul and Repairs Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of \$5 each, and 200 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Lac-à-la-Tortue, District of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
18787-o Deputy Attorney General.

Ambrican Textiles Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of March, 1947, incorporating: Hellman Swards, David A. Swards, advocates, of the City of Westmount, and Miss Zoé Caron, secretary, of the City of Montreal, all in the District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of converters, finishers, printers and dealers in cottons, under the name of "Ambrican Textiles Corporation", with a capital stock of \$200,000, divided into 1,000 preferred shares of \$100 each and 1,000 common shares of \$100 each.

The number of the Company's shareholders is limited to twenty;

The head office of the Company will be at the City of Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
18788-o Deputy Attorney General.

Arnold Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of March, 1947, incorporating: Joseph Shapiro, advocate and King's Counsel, of the City of Montreal, Benjamin Robinson, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, and Ruth Miller, secretary, spinster of the full age of majority, of the City of Outremont, all of the District of Montreal, for the following purposes:

To subscribe for, underwrite and acquire by purchase, exchange or other legal title and to hold either absolutely as owner or by way of collateral security or otherwise, and to offer for public subscription, sell, guarantee the sale of and to assign, transfer or otherwise dispose of or deal in mortgages, hypothecs, bonds, debentures

obligations, débetures, titres, actions et autres valeurs, effets de commerce, récépissés d'entrepôts, contrats de vente conditionnelles de tout gouvernement ou corporation municipale ou scolaire ou de toute compagnie ou corporation bancaire, d'utilité publique, commerciale, industriel ou autre ou d'individu ou association, transiger et agir comme agents et courtiers pour l'achat, la vente l'amélioration, le développement et l'administration de tout commerce ou entreprise, sous le nom de "Arnold Corp.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze mars 1947.

L'Assistant-procureur général,

18789

L. DÉSILETS.

Artes Limitée

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six mars 1947, constituant en corporation: Michel Leroy, bourgeois, de la cité de Montréal, Marcel Dupond, artiste, et Ella Kowaiska, ménagère, épouse commune en biens de Marcel Dupond et dûment autorisée par lui, tous deux de Pointe-aux-Trembles, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, vendre, acheter et faire le commerce de toutes sortes de bijouterie ornementale émaillée, nouveautés émaillées, articles émaillés, porcelaine, faïence, bijouterie et articles de nouveauté;

Faire des travaux d'art de toutes sortes pour la publicité, l'annonce, l'organisation de la vente, l'étalage et autres fins semblables sous le nom de "Artes Limitée", avec un capital de \$20,000 divisé en 100 actions ordinaires et en 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six mars 1947.

L'Assistant-procureur général,

18790

L. DÉSILETS.

Automat Machines Inc..

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six mars 1947, constituant en corporation: Maurice Ferron, Azarie Cousineau, médecins, et Alice Rousseau, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer sous toutes ses formes l'achat, la vente, la location, l'échange, l'installation, la manufacture, l'assemblage, la transformation, la réparation, l'importation, l'exportation, de machines automatiques genre robots, de machines similaires destinées à vendre, distribuer, donner des services ou amuser, sous le nom de "Automat Machines Inc."

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 4,000 actions sans valeur au pair ou nominale et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$20,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

stocks, shares and other securities, trade acceptance, warehouse receipts, conditional sales contracts of any government or municipal or school corporation of or any banking, public utility, commercial, industrial or other company or corporation or individual or association to transact and act as agents and brokers for the purchase, sale, improvement, development and management of any business or undertaking, under the name of "Arnold Corp.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each, and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of March, 1947.

L. DÉSILETS,

18789-o

Deputy Attorney General.

Artes Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of March, 1947, incorporating: Michel Leroy, Gertkman, of the City of Montreal, Marcel Dupond, artist, and Ella Kowaiska, housewife, wife common as to property of Marcel Dupond, and duly authorized by him, both of Pointe-aux-Trembles, all in the District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, sell, buy and deal in all kinds of enamel ornamental jewelry, enameled novelties, enamel ware, porcelain, crockery, jewelry and novelty articles;

To do art of all kinds for publicity, advertising, sales promotion, display and other similar purposes, under the name of "Artes Limitée", with a capital stock of \$20,000, divided into 100 common shares and 100 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of March, 1947.

L. DÉSILETS,

18790-o

Deputy Attorney General.

Automat Machines Inc..

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of March, 1947, incorporating: Maurice Ferron, Azarie Cousineau, physicians, and Alice Rousseau, secretary, spinster, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on in all lines of same the purchase, sale, leasing, exchange, installation, manufacturing, assembling, transforming, repairing, importing, exporting of robot type automatic machines, similar machines destined to sell, distribute, give service or amuse, under the name of "Automat Machines Inc."

The capital stock of the company is divided into 4,000 shares without nominal or par value and the amount of capital stock with which the company will commence operations is \$20,000.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18791-o L. DÉSILETS.

Barbara Brent Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept février 1947, constituant en corporation: Gerald MacPherson Almond, avocat et conseil en loi du Roi, Paul Galt Michaud, avocat, et Louise Héon, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce général d'annonces et de publicité dans toutes ses spécialités comme mandants et agents, et acquérir et exploiter des franchises ou privilèges pour des fins publicitaires ou pour l'achat ou la vente de droits, franchises ou privilèges publicitaires, sous le nom de "Barbara Brent Inc.", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept février 1947.

L'Assistant-procureur général,
18792 L. DÉSILETS.

Bellavance & Sons Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt mars 1947, constituant en corporation Maurice A. Campbell, commerçant, de Pike-River, Gérard B. Campbell, commerçant, de Stanbridge-Station, tous deux du district de Bedford, et Paul-J. Bellavance, jr, surintendant, de la ville de Attleboro, dans l'État du Massachusetts, U. S. A., pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, distribuer, importer, exporter des articles de bijouterie et de piété de toute description, faits en tout ou en partie en bois, métal, verre, plastique, papier et exécuter tous genres de travaux en rapport avec cette industrie, sous le nom de "Bellavance & Sons Ltd." avec un capital de \$5,000, divisé en 50 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Pike-River, district de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18793-o L. DÉSILETS.

Bernard Fur Co.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux mars 1947, constituant en corporation Leo Hymer, marchand, Abraham Friedman, vendeur et Bernice Hymer, ménagère, épouse séparée de biens de Leo Hymer et dûment autorisée aux fins des présentes, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, exporter, importer, négocier et faire le commerce de toutes

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
18791 Deputy Attorney General.

Barbara Brent Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of February, 1947, incorporating: Gerald MacPherson Almond, advocate and King's Counsel, Paul Galt Michaud, advocate, and Louise Héon, stenographer, spinster of the full age of majority, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To carry on a general advertising and publicity business in all its branches both as principals and agents, and to acquire and operate franchises or privileges for advertising purposes, or for the buying or selling of advertising rights, franchises or privileges, under the name of "Barbara Brent Inc.", with a capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of a par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty seventh day of February, 1947.

L. DÉSILETS,
18792-o Deputy Attorney General.

Bellavance & Sons Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of March, 1947, incorporating: Maurice A. Campbell, tradesman, of Pike-River, Gérard B. Campbell, tradesman, of Stanbridge-Station, both of the district of Bedford, and Paul J. Bellavance, Jr., superintendent, of the town of Attleboro, in the State of Massachusetts, U. S. A. for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, distribute, import, export articles of jewellery and objects of piety of every description, made in whole or in part of wood, metal, glass, plastic, paper, and to perform all types of work in connection with the said industry, under the name of "Bellavance & Sons Ltd.", with a capital stock of \$5,000, divided into 50 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Pike-River, district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney-General, this twentieth day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
18793 Deputy Attorney General.

Bernard Fur Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of March, 1947, incorporating: Leo Hymer, merchant, Abraham Friedman, salesman, and Bernice Hymer, housewife, wife separate as to property of Leo Hymer, and duly authorized for these presents, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, export, import, trade in and deal with all kinds of men's and women's

sortes de vêtements, fournitures, fourrures et accessoires faits de toute sorte de tissus pour hommes et femmes, comprenant l'importation, l'exportation, en gros et en détail, de la matière première de laquelle aucun des articles peuvent être faits, sous le nom de "Bernard Fur Co.", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18794 L. DÉSILETS.

Brian Corp.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorze mars 1947, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Montréal, Benjamin Robinson, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, et Ruth Miller, secrétaire, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Souscrire, garantir et acquérir par achat, échange ou autre titre légal et détenir soit absolument comme propriétaire ou par voie de garantie collatérale ou autrement et offrir au public pour souscription, vendre, garantir la vente et céder, transférer ou autrement disposer ou faire le commerce de nantissement, hypothèques, obligations, débetures, titres, actions et autres valeurs, effets de commerce, récépissés d'entrepôts, contrats de ventes conditionnelles de tout gouvernement ou corporation municipale ou scolaire ou de toute compagnie ou corporation bancaire, d'utilité publique, commerciale, industrielle ou autre ou d'individu ou association, transiger et agir comme agents et courtiers pour l'achat, la vente, l'amélioration, le développement et l'administration de tout commerce ou entreprise, sous le nom de "Brian Corp.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18795 L. DÉSILETS.

Centre Culturel de Saint Casimir

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six mars 1947, constituant en corporation sans capital-actions: Evariste Trottier, Dominique Trottier, négociants, Eddy Gélinas, commerçant, Gérard Labrie, médecin, et Philippe Dusablon, instructeur en drainage, tous domiciliés au village de Saint-Casimir, district de Québec, pour les objets suivants:

Grouper les membres et leur permettre ainsi de poursuivre plus efficacement la recherche de buts nationaux, patriotiques, charitables, scientifiques, artistiques, sociaux, professionnels, athlétiques ou sportifs et autres du même genre, sous le nom de "Centre Culturel de Saint-Casimir".

clothing apparel furnishings, fur and accessories made of any kind of material including the manufacture of importation, exportation, wholesale, and retail of the raw material of which any of the articles may be made, under the name of "Bernard Fur Co.", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
18794-o Deputy Attorney General.

Brian Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of March, 1947, incorporating: Joseph Shapiro, advocate and King's Counsel, of the City of Montreal, Benjamin Robinson, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, and Ruth Miller, secretary, spinster of the full age of majority, of the City of Outremont, all in the district of Montreal, for the following purposes:

To subscribe for, underwrite and acquire by purchase, exchange, or other legal title and to hold either absolutely as owner or by way of collateral security or otherwise, and to offer for public subscription, sell, guarantee the sale of and to assign, transfer or otherwise dispose of or deal in mortgages, hypothecs, bonds, debentures, stocks, shares and other securities, trade acceptance, warehouse receipts, conditional sales contracts of any government or municipal or school corporation or of any banking, public utility, commercial, industrial or other company or corporation or individual or association to transact and act as agents and brokers for the purchase, sale, improvement, development and management of any business or undertaking, under the name of, "Brian Corp.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100, each, and 200 preferred shares of \$100, each.

The head office of the Company will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
18795-o Deputy Attorney General.

Centre Culturel de Saint Casimir

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of March, 1947, to incorporate as a corporation without share capital: Evariste Trottier, Dominique Trottier, merchants, Eddy Gélinas, tradesman, Gérard Labrie, physician, and Philippe Dusablon, instructor in drainage, all domiciled in the village of Saint-Casimir, district of Quebec, for the following purposes:

To assemble the members and thus permit them to pursue more efficaciously research into national, patriotic, charitable, scientific, artistic, social, professional, athletic aims, sports and other aims of a like nature, under the name of "Centre Culturel de Saint-Casimir".

Les pouvoirs octroyés n'autorisent pas les jeux à l'argent, les jeux de hasard ou les jeux mixtes de hasard et d'habileté;

La corporation n'est pas autorisée à détenir un permis de club de la Commission des liqueurs de Québec.

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Casimir — Village, district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18796-o L. DÉSILETS.

The powers conferred do not authorize gambling, games of chance or games of chance and skill combined.

The corporation will not be authorized to hold a club licence from the Quebec Liquor Commission.

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Casimir-Village, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
18796 Deputy Attorney General.

Charbonneau-Saucier Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit mars 1947, constituant en corporation: Jacques-R. Saucier, Suzanne Charbonneau et Jules-J. Poudrette, tous commerçants, des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir, utiliser et exploiter le commerce actuellement exercé à Montréal, par la Société Charbonneau-Saucier;

Acheter, vendre et faire toutes opérations et exercer les industries de fabricants, manufacturiers, tapissiers, décorateurs, marchands, importateurs et exportateurs en gros et en détail de tous effets en bois, meubles, montures de meubles de tous genres, literies, tapis, gramophones, tapisseries, gobelins, jouets de tous genres et tout ce qui peut participer à garnir toutes maisons et bureaux y compris bourrure et rembourrages sous toutes leurs formes, lampes électriques et tous autres articles électriques et faire le commerce en général se rapportant aux dites industries, sous le nom de "Charbonneau-Saucier Limitée", avec un capital de \$40,000, divisé en 15,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 2,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le bureau des directeurs de la compagnie sera formé de cinq (5) membres.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18797-o L. DÉSILETS.

Charbonneau-Saucier Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of March, 1947, incorporating: Jacques R. Saucier, Suzanne Charbonneau, and Jules J. Poudrette, all traders, of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To acquire, use and operate the business actually carried on at Montreal, by the "Société Charbonneau-Saucier";

To buy, sell and carry on all operations and engage in the business of makers, manufacturers, paper-hangers, decorators, merchants, importers, and exporters, wholesale and retail, of any wooden merchandise, furniture, framework for all kinds of furniture, bedding, carpets, gramophones, wall-paper, gobelin, tapestry, toys of every kind and everything which may be used to decorate houses and offices, including paddings and upholsterings under all the forms thereof, electric lamps and any other electric articles; and to carry on business generally in connection with the said industries, under the name of "Charbonneau-Saucier Limitée", with a capital stock of \$40,000, divided into 15,000 common shares of \$1 each and 2,500 preferred shares of \$10 each.

The Board of Directors of the company will be composed of five (5) members.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
18797 Deputy Attorney General.

C. Lamoureux et Cie, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit mars 1947, constituant en corporation: Clément Lamoureux, machiniste, Philippe-Omer Sarrazin, commis, et Robert Mineau, caissier, tous domiciliés à Baie Comeau, district de Saguenay, pour les objets suivants:

Exercer le commerce, en gros et en détail, d'importateurs, exportateurs, commerçants, entreposeurs, expéditeurs, négociants, fournisseurs et distributeurs de produits alimentaires, lait et produits laitiers de toutes sortes, sous le nom de "C. Lamoureux et Cie, Ltée", avec un capital de \$20,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Baie Comeau, district de Saguenay.

C. Lamoureux et Cie, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of March, 1947, incorporating: Clément Lamoureux, machinist, Philippe-Omer Sarrazin, clerk, and Robert Mineau, cashier, all domiciled at Baie Comeau, district of Saguenay, for the following purposes:

To carry on the wholesale and retail business of importers, exporters, traders, warehousemen, shippers, dealers in, furnishers and distributors of food products, milk and dairy products of all kinds, under the name of "C. Lamoureux et Cie, Ltée", with a capital stock of \$20,000 divided into 20,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Baie Comeau, district of Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18798-o L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
18798 Deputy Attorney General.

Cliffside Auto Repairs Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept mars 1947, constituant en corporation: John Wesley Tubman, entrepreneur, James Henry Hill, propriétaire de garage, de la cité de Montréal, et Robert Livingston Archibald, propriétaire de garage, de la cité de Westmount, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un atelier de réparation de carrosserie de tous véhicules-moteurs;

Entreprendre le commerce de tatouage, du transport, du camionnage et entreprises semblables;

Exploiter un atelier de soudure et de réparations générales, sous le nom de "Cliffside Auto Repairs Ltd.", avec un capital de \$25,000 divisé en 250 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18799 L. DÉSILETS.

Cliffside Auto Repairs Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of March, 1947, incorporating: John Wesley Tubman, contractor, James Henry Hill, garage operator, of the City of Montreal, and Robert Livingston Archibald, garage operator, of the City of Westmount, all in the District of Montreal, for the following purposes:

To operate a body repair shop for all automotive vehicles;

To engage in towing, transportation, trucking and similar undertaking;

To operate a welding and general repair shop, under the name of "Cliffside Auto Repairs Ltd.", with a capital stock of \$25,000 divided into 250 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
18799-o Deputy Attorney General.

Commodore Boating and Racing Association

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six février 1947, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Marie Nadeau, André Nadeau, avocats, et Marie-Tétrault, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir, organiser, conduire et gérer un club pour toutes fins sociales, athlétiques, sportives et d'amusement;

L'encouragement et la propagation des sports aquatiques, sous le nom de "Commodore Boating and Racing Association".

Les pouvoirs octroyés ne doivent pas être interprétés comme permettant les jeux à l'argent, les jeux de hasard, les jeux mixtes de hasard et d'habileté, les courses ou paris illégaux;

L'Association projetée n'est pas autorisée à détenir un permis de club de la Commission des Liqueurs de Québec;

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six février 1947.

L'Assistant-procureur général,
18852-o L. DÉSILETS.

Commodore Boating and Racing Association

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of February, 1947, to incorporate as a corporation without share capital: Jean-Marie Nadeau, André Nadeau, advocates, and Marie Tétrault, secretary, spinster and in use of her right, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To promote, organize, conduct and manage a club for all social, and athletic purposes, sports and amusements;

The encouragement and development of aquatic sports, under the name of "Commodore Boating and Racing Association".

The powers conferred shall not be interpreted as permitting gambling, games of chance or games of chance and skill combined nor illegal betting or races;

The proposed association shall not be authorized to hold a club licence from the Quebec Liquor Commission;

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of February, 1947.

L. DÉSILETS,
18852 Deputy Attorney General.

**Compagnie de dragage Restigouche
(Restigouche Dredging Company)**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date

**Compagnie de dragage Restigouche
(Restigouche Dredging Company)**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-

du vingt-deux mars 1947, constituant en corporation: J.-Frank Champoux, industriel, des cité et district de Québec, J.-Roméo Allard, capitaine, de Pointe à la Croix (Cross Point), Léo St-Laurent, marchand, de Restigouche, Fortunat Bernard, industriel de Bonaventure, tous trois du comté de Bonaventure, et J.-Paul Carette, médecin-chirurgien, de Campbellton, Nouveau-Brunswick, tous pour les objets suivants:

Entreprendre, exercer ou poursuivre des affaires comme contracteurs généraux pour la construction, pour l'équipement de travaux et édifices publics et privés, ou comme contracteurs en électricité, en mécanique, sous le nom de "Compagnie de dragage Restigouche" — (Restigouche Dredging Company), avec un capital de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Pointe à la Croix, (Cross Point), district de Gaspé.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18800-o L. DÉSILETS.

Consumers Products Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six mars 1947, constituant en corporation: Michael Garber, avocat et conseil en loi du Roi, Jacob Harold Blumenstein, avocat, et Irène Rubin, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands généraux et comme exportateurs, importateurs et manufacturiers de toutes sortes et descriptions de produits de la forêt, de la carrière, de la mine et du moulin, du sol, des mers, des lacs, des rivières et de l'air, animaux vivants et abattus et produits chimiques, et toutes choses manufacturées des produits sus-dits, sous le nom de "Consumers Products Limited", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18801-o L. DÉSILETS.

Decarie Boulevard Holding Co.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treize mars 1947, constituant en corporation: Monroe Abbey, Max Slapack et Gregory Charlap, tous procureurs des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter une certaine propriété:

Avec la résidence portant le numéro civique 5169 Boulevard Décarie, sous le nom de "Decarie Boulevard Holding Co.", avec un capital de \$40,000 divisé en 360 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18802 L. DÉSILETS.

second day of March, 1947, incorporating: J.-Frank Champoux, manufacturer, of the city and district of Quebec, J.-Roméo Allard, captain, of Cross Point, Léo St-Laurent, merchant, of Restigouche, Fortunat Bernard, manufacturer, of Bonaventure, all three of the county of Bonaventure, and J.-Paul Carette, physician, surgeon, of Campbellton, New Brunswick, all for the following purposes:

To undertake, engage in or carry on business as general building contractors, for the equipment of public and private works and buildings, or as electrical or as mechanical contractors, under the name of "Compagnie de dragage Restigouche" (Restigouche Dredging Company), with a capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Cross Point, district of Gaspé.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
18800 Deputy Attorney General.

Consumers Products Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of March, 1947, incorporating: Michael Garber, advocate and King's Counsel, Jacob Harold Blumenstein, advocate, and Irène Rubin, secretary, fille majeure, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general merchants in and as exporters, importers and manufacturers of all kinds and descriptions of products of the forest, quarry, mine and mill, the land, seas, lakes, rivers, and air, live stock and dead stock and chemicals, and all things manufactured from the products aforesaid, under the name of "Consumers Products Limited", with a capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney general, this sixth day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
18801-o Deputy Attorney General.

Decarie Boulevard Holding Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of March, 1947, incorporating: Monroe Abbey, Max Slapack and Gregory Charlap, all barristers, of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To purchase a certain property:

With the dwelling bearing the civic number 5168 Decarie Boulevard, under the name of "Decarie Boulevard Holding Co.", with a capital stock of \$40,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this thirteenth day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
18802-o Deputy Attorney General.

Douville & Cyr Diamond Drilling Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit mars 1947, constituant en corporation: Guy Roberge, Taschereau Fortier, avocats, et Hermance Felteau, secrétaire, tous des cité et district de Québec, pour les objets suivants:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais, particulièrement des opérations de "diamond drill";

Faire toutes opérations qui consistent à chercher, découvrir, miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques, sous le nom de "Douville & Cyr Diamond Drilling Ltd.", avec un capital de \$25,000, divisé en 250 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Thetford Mines, district d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18803-o L. DÉSILETS.

Douville & Cyr Diamond Drilling Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec bearing date the eighteenth day of March, 1947, incorporating: Guy Roberge, Taschereau Fortier, advocates, and Hermance Felteau, secretary, all of the city and district of Quebec, for the following purposes:

To prospect or explore for mines and minerals, especially to carry on diamond drilling operations;

To search for, discover and carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stone may for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner whatsoever, under the name of "Douville & Cyr Diamond Drilling Ltd.", with a capital stock of \$25,000, divided into 250 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Thetford Mines, district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
18803 Deputy Attorney General.

Duro Lam Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuf mars 1947, constituant en corporation: Henry Noël Chauvin, Frank Bernard Chauvin, avocats et conseils en loi du Roi, et George Anthony Allison, avocat, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, produire, acheter, vendre et faire le commerce de toutes sortes d'articles faits de bois de placage laminé et/ou imprégné, bois laminé ou imprégné avec de la colle ou toutes autres matières agglutinantes et d'imprégnation, sous le nom de "Duro Lam Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18804 L. DÉSILETS.

Duro Lam Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of March, 1947, incorporating: Henry Noël Chauvin, Frank Bernard Chauvin, advocates and King's Counsel, and George Anthony Allison, advocate, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, produce, buy, sell and deal in all kinds of articles made from wood veneers laminated and/or impregnated, wood laminated or impregnated with glue or any other binding or impregnating materials, under the name of "Duro Lam Limited", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
18804-o Deputy Attorney General.

El Morocco Company Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuf mars 1947, constituant en corporation: Philip Fischel Vineberg, Louis M. Bloomfield, David Goodman, avocats, Yvonne Bélanger et Yvette Lemieux, secrétaires, fille majeures, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de propriétaires de salles à manger, restaurants, cafétarias, cafés, salles de thé, kiosques de rafraichissements et d'hôtels, pourvoyeurs, boulangers, confiseurs, bouchers, laitiers, épiciers, marchands de volailles, marchands de légumes, fermiers, marchands de glace, marchands de tabac, importateurs et manu-

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of March, 1947, incorporating: Philip Fischel Vineberg, Louis M. Bloomfield, David Goodman, advocates, Yvonne Bélanger and Yvette Lemieux, secretaries, filles majeures, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of dining-room, restaurant, cafeteria, café, tea room, refreshment booth and hotel keepers, caterers, bakers, confectioners, butchers, dairymen, grocers, poulterers, greengrocers, farmers, ice merchants, tobacco merchants, importers and manufacturers of aerated mineral and artificial waters and other

facturiers d'eaux gazeuses, minérales et artificielles et autres liqueurs douces, sous le nom de "El Morocco Company Ltd.", avec un capital de \$25,000 divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18805 L. DÉSILETS.

soft drinks, under the name of "El Morocco Company Ltd.", with a capital stock of \$25,000 divided into 250 common shares of the par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
18805-0 Deputy Attorney General.

Firestone Sportswear Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuf mars 1947, constituant en corporation: Harry Eric Firestone, manufacturier, Sydney Phillips, commis, Nathaniel Leonard Rappaport, avocat, et Hyman Eric Feigelson, avocat, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à manufacturer, vendre en gros et en détail, ou l'un ou l'autre, des vêtements de toutes descriptions prêts à porter, faits sur commande et faits sur mesures pour hommes, femmes et enfants ou aucun d'eux;

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement négocier ou faire le commerce de laine, cuir, coton, tissés de coton, lainages, soieries, toiles, marchandises sèches et vêtements de toutes sortes, sous le nom de "Firestone Sportswear Ltd.", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18806 L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the nineteenth day of March, 1947, incorporating: Harry Eric Firestone, manufacturer, Sydney Phillips, clerk, Nathaniel Leonard Rappaport, advocate, and Hyman Eric Feigelson, advocate, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing, selling wholesale and retail, or either, ready-to-wear, custom made and made-to-measure clothing of all descriptions for men, women and children or any of them;

To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with wool, leather, cotton, cotton fabrics, woollens, silks, linens, dry goods and clothing of every sort, under the name of "Firestone Sportswear Ltd.", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
18806-0 Deputy Attorney General.

Fraser Enterprises Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treize mars 1947, constituant en corporation: William Fraser Macklaier, C.R., James Penrose Anglin et Richard Dale Weldon, tous avocats, des cités et district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands, importateurs, exportateurs, producteurs et manufacturiers et comme marchands généraux et acheter, vendre et faire le commerce de toutes sortes et descriptions de produits agricoles, produits de la forêt, des carrières, des mines et des puits, des mers, des lacs, des rivières et de l'air; de volailles, d'animaux vivants et abattus et de leurs produits et d'aucun et tous produits manufacturés ou faits des produits susdits; de céréales et produits laitiers, viande, épicerie et provisions, lainages, scieries, cotonnades, toiles, fils et étoffes et tissus de toutes sortes, les produits desquels ils sont manufacturés et leurs sous-produits; teintures, savons, parfums, peintures, vernis, produits chimiques et commodités connexes; ferronnerie, porcelaine, faïencerie et verrerie; bijouterie, objets émaillés et plaqués, meubles, jouets et accessoires et articles de maison, comprenant des articles et appareils électriques; instruments,

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of March, 1947, incorporating: William Fraser Macklaier, K.C., James Penrose Anglin and Richard Dale Weldon, all advocates, of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as dealer, importer, exporter, producer and manufacturer of and as general merchant in and to buy, sell and deal in all kinds and descriptions of agricultural produce, products of the forest, quarry, mine and well, the seas, lakes rivers and air; poultry, livestock and deadstock and the products thereof and any and all products manufactured or produced from the products aforesaid; foodstuffs and dairy products, meats, groceries and provisions, woollens, silks, cotton, linen yarns and materials and fabrics of all kinds, the products from which the same are manufactured and the by-products thereof; dyes, soaps, perfumes, paints, varnishes, chemicals and allied commodities; hardware, china, crockery and glassware; jewellery, plate and enamel wares; furniture, toys and household supplies and fittings, including electrical goods and appliances; implements, machinery, automotive vehicles and their accessories; boys'

machinerie, véhicules-moteurs et leurs accessoires; chaussures et vêtements pour garçons, four-nitures et effets personnels pour dames et mes-sieurs, sous le nom de "Fraser Enterprises Ltd.", avec un capital de \$100,000 divisé en 900 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le nombre de ses actionnaires ou membres, sauf les personnes qui sont à l'emploi de la com-pagnie, n'excédera pas vingt;

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Sherbrooke, district de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, le treize mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18807 L. DÉSILETS.

Garage Tétreault Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre mars 1947, constituant en corporation: Ovila Tétreault, commerçant, Louis-Philippe Tétreault, garagiste, et Jean-Paul Tétreault, distributeur, tous trois de Sainte-Thérèse, district de Terrebonne, pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce en général de véhicules de toutes sortes, publics ou privés, comprenant, mais sans limiter la généralité de ce qui précède, les véhicules-moteurs, tracteurs, camions, motocyclettes, bicy-clettes, tricycels, voitures, voituresttes, et de tous les accessoires des dits véhicules ainsi que de toutes les pièces de rechange;

Faire le commerce de garagiste et de tout ce qui se vend habituellement dans un garage, y compris, mais sans limiter la généralité de ce qui précède, des moteurs de toutes sortes, les acces-soires et pièces de rechange d'automobiles, les huiles, lubrifiants, gazoline, et agir comme méca-niciens et électriciens en général, sous le nom de "Garage Tétreault Ltée", avec un capital de \$20,000, divisé en 2,000 actions de \$10 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Thérèse, district de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18808-o L. DÉSILETS.

General Laboratories Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept mars 1947, consti-tuant en corporation: Robert de Wolfe MacKay, avocat, Evelyn Lehman et Jessie Stein, sténo-graphes, filles majeures, tous des cités et district de Montréal, pour les objets suivants:

Entreprendre et faire des travaux de recherche se rapportant aux drogues, sérums, vaccins et remèdes de toutes sortes, accessoires pharmaceu-tiques, produits chimiques de tous genres, acces-soires pour dentistes, médecins, hôpitaux et salles de malades, instruments, appareils et accessoires dentaires, médicaux, chirurgicaux et scientifiques et entreprendre et exécuter des travaux de re-cherche clinique et des travaux d'analyse relati-vement à toute maladie ou problème qui se présente et qui sont en rapport avec les professions médicales ou dentaires;

shoes, clothing and ladies' and gentlemen's furnishings and personal effects, under the name of "Fraser Enterprises Ltd.", with a capital stock of \$100,000, divided into 900 preferred shares of the par value of \$100 each, and 100 common shares of the par value of \$100 each.

The number of its shareholders or members, exclusive of persons who are in the employment of the company, shall not exceed twenty;

The head office of the Company will be at the City of Sherbrooke, District of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
18807-o Deputy Attorney General.

Garage Tétreault Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of March, 1947, incorporating: Ovila Tétreault, trader, Louis-Philippe Tétreault, gara-ge-keeper, and Jean-Paul Tétreault, distributor, all three of Sainte-Thérèse, district of Terre-bonne, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell and deal generally in vehicles of every kind, public or private, including, but without any limitation as to the generality of the foregoing, automobiles, tractors, trucks, motorcycles, bicycles, tricycles, vehi-cles, small carts, and any accessories of the said vehicles and also any spare parts;

To carry on business as garage-keeper and deal in everything usually sold in a garage, including, but without any limitation as to the generality of the foregoing, motors of every kind, automobile accessories and spare parts, oil, lubricants, gaso-line and act as mechanics and electricians, in general, under the name of "Garage Tétreault Ltée.", with a capital stock of \$20,000, divided into 2,000 shares of \$10 each.

The number of shareholders of the company will be limited to twenty.

The head office of the company will be at Sainte-Thérèse, district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of March, 1947.

L. DESILETS,
18808 Deputy Attorney General.

General Laboratories Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of March, 1947, incorporating: Robert de Wolfe MacKay, advocate, Evelyn Lehman and Jessie Stein, stenographers, spinsters all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To engage in and carry on research work in connection with drugs, serums, vaccines and medicines of all kinds, pharmaceutical supplies, chemicals of every character, dentists', physi-cians', hospital and sickroom supplies, dental, medical, surgical and scientific instruments, apparatus and equipment and to engage in and carry on clinical research work and analytical work in relation to any disease or problem arising in connection with the medical or dental pro-fessions;



Sujet aux dispositions de la Loi de pharmacie de Québec, exercer le commerce de manufacturiers de produits chimiques, importateurs, exportateurs, manufacturiers et marchands de préparations chimiques, pharmaceutiques, dentaires, chirurgicales, médicales et autres et des produits chimiques, sous le nom de "General Laboratories Limited".

Le capital de la compagnie consistera en cinq cents (500) actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 200 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair; et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera au minimum de \$6,000.

Le nombre des actionnaires de la compagnie, sauf les personnes qui sont à l'emploi de la compagnie, est limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18809 L. DÉSILETS.

Subject to the provisions of the Quebec Pharmacy Act, to carry on the business of chemical manufacturers, importers, exporters, manufacturers and dealers in chemical, pharmaceutical, dental, surgical, medicinal and other preparations and chemicals, under the name of "General Laboratories Limited".

The capital stock of the company will consist of five hundred (500) preference shares of the par value of \$100 each, and 200 common shares without nominal or par value; and the amount with which the company will commence its operations shall be a minimum of \$6,000.

The number of shareholders of the company, exclusive of persons who are in the employment of the company, is limited to twenty (20).

The head office of the Company will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
18809-o Deputy Attorney General.

Gobeil Lumber Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt mars 1947, constituant en corporation: Jean-Baptiste Brown, comptable, Solanges Gignac, secrétaire, fille majeure, tous deux de la cité de Québec, et Jacques de Billy, avocat, de Lévis, tous du district de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de bois, manufacturer, acheter, vendre, importer et exporter toutes sortes de produits, d'articles et de marchandises en bois et en faire le commerce;

Vendre, acheter, importer, exporter, manufacturer, négocier en gros et en détail tous produits et articles de métal, papier, cuir, bois, caoutchouc, porcelaine, plastique, tous produits pharmaceutiques, cosmétiques, textiles, comestibles, matériaux de construction, sous le nom de "Gobeil Lumber Limited", avec un capital de \$10,000, divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18810-o L. DÉSILETS.

Gobeil Lumber Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of March, 1947, incorporating: Jean-Baptiste Brown, accountant, Solanges Gignac, secretary, spinster, both of the city of Quebec, and Jacques de Billy, advocate, of Lévis, all of the district of Québec, for the following purposes:

To carry on the lumber business, manufacture, purchase, sell, import and export all kinds of wooden products, articles and merchandise, and deal therein;

To sell, purchase, import, export, manufacture, deal in, both wholesale and retail, all products and articles of metal, paper, leather, wood, rubber, china, plastic, all pharmaceutical products, cosmetics, textiles, foodstuffs, building materials, under the name of "Gobeil Lumber Limited", with a capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Québec, district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
18810 Deputy Attorney General.

Golden Drive Yourself Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuf mars 1947, constituant en corporation: Laurent Drouin, avocat, Marcel Drouin, comptable, et Françoise Bellay, sténographe, fille majeure, tous des cités et district de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, acquérir, posséder, louer, exploiter pour location, vendre ou autrement disposer de taxis, automobiles, autobus, camions et de toutes sortes de véhicules-moteurs, et exercer le commerce de livraison par automobile et celui de voituriers privés pour des personnes, articles, effets et marchandises;

Exploiter un ou des garages, un ou des ateliers de réparation, un ou des postes de service, sous le nom de "Golden Drive Yourself Ltd.", avec

Golden Drive Yourself Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the nineteenth day of March, 1947, incorporating: Laurent Drouin, advocate, Marcel Drouin, accountant, and Françoise Bellay, stenographer, spinster, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To purchase, acquire, own, lease, operate for hire, sell or otherwise dispose of taxicabs, automobiles, bus, trucks and all sorts of motor vehicles, and to carry on the business of a motor car livery and that of private carriers for hire of persons, goods, wares and merchandise;

To operate a garage or garages, repair shop or shops, service station or stations, under the name of "Golden Drive Yourself Ltd." with a

un capital de \$40,000 divisé en 400 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Val d'Or, district d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf mars 1947.

L'Assistant-procureur général,

18811 L. DÉSILETS.

Granby Express Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze mars 1947, constituant en corporation: Harry Lionel Sloan, de la cité de Montréal, Milton David Kerr, de ville St-Laurent, et Joseph George Pena, de ville Mont-Royal, tous marchands, du district de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir comme une industrie en exploitation l'entreprise commerciale actuellement dirigée par Armand Gagnon, de la ville de Granby, Québec, sous les nom et raison sociale de Granby Express Enreg.

Exercer le commerce de touage dans toute ses spécialités et exploiter des garages, sous le nom de "Granby Express Limited", avec un capital de \$75,000 divisé en 150 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 600 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le nombre de ses actionnaires sera limité à 20.

Le siège social de la compagnie sera en la ville de Granby, district de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze mars 1947.

L'Assistant-procureur général,

18812 L. DÉSILETS.

Greene Lingerie Shop Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre février 1947, constituant en corporation: Alex Greenberg, Nathan Rombach, marchands, et Dame Sarah Rombach Greenberg, épouse séparée de biens de Alex Greenberg, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, importer, produire, manufacturer, prendre en consignment ou autrement acquérir et détenir, posséder et vendre, commercer, négocier et faire le commerce, céder et transférer, exporter ou autrement disposer de, et soit comme mandants ou agents au moyen du gros, du négoce à forfait, du détail, des magasins à chaîne ou par correspondance, à commission ou autrement, d'habits pour femmes et enfants, vêtements, hardes, robes lingerie, manteaux, costumes, chapeaux, casquettes, soieries, satins, dentelles, marchandises sèches, tissus textiles, garnitures, cotonnades, toiles, lin, chanvre, lainages, fils et autres substances fibreuses et tous leurs produits ou sous-produits, sous le nom de "Greene Lingerie Shop Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 150 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre février 1947.

L'Assistant-procureur général,

18813 L. DÉSILETS.

capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of the par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at the City of Val d'Or, District of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of March, 1947.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Granby Express Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of March, 1947, incorporating: Harry Lionel Sloan, of the City of Montreal, Milton David Kerr, of the Town of St. Laurent, and Joseph George Pena, of the Town of Mount Royal, all merchants; of the district of Montreal, for the following purposes:

To acquire, as a going concern, the business enterprise presently carried on by Armand Gagnon, of the Town of Granby, Quebec under the firm name and style of Granby Express Enreg."

To carry on the business of towing in all its branches, and operate garages, under the name of "Granby Express Limited", with a capital stock of \$75,000, divided into 150 common shares of a par value of \$100 each, and 600 preferred shares of a par value of \$100 each.

The number of its shareholders shall be limited to 20.

The head office of the Company will be at the Town of Granby, district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of March, 1947.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Greene Lingerie Shop Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of February, 1947, incorporating: Alex Greenberg, Nathan Rombach, merchants, and Dame Sarah Rombach Greenberg, wife separate as to property of Alex Greenberg, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To purchase, import, produce, manufacture, take on consignment or otherwise acquire, and to hold, own and to sell, trade, deal with and in, assign and transfer, export or otherwise dispose of, and either as principal or agent through whole sale, jobbing, retail, chain store or mail order operations, upon commission or otherwise, woman's and children's clothing, garments, wearing apparel, dresses, lingerie, coats, suits, hats, caps, silks, satias, laces, dry goods, textile fabrics, trimmings, cottons, lincens, flax, hemp, woollens, yarns and other fibrous substances and all products or by-products thereof, under the name of "Greene Lingerie Shop Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 150 common shares of the par value of \$100 each, and 250 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of February, 1947.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Heather Sportswear Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuf mars 1947, constituant en corporation: Hugh McCunnal, marchand, David Litner, avocat, et Leah London, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, échanger, importer, exporter, modifier, confectionner et faire le commerce général en gros ou en détail ou comme mandants, agents ou entrepreneurs d'habits, vêtements, fournitures et accessoires de toute description pour hommes, femmes, jeunes gens et enfants, sous le nom de "Heather Sportswear Inc."

Le montant du capital de la compagnie sera de \$40,000 divisé en 4,000 actions d'une valeur au pair de \$10 dollars chacune.

La partie du capital qui sera émise comme actions privilégiées est de \$30,000 dollars divisée en 3,000 actions d'une valeur au pair de dix dollars chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf mars 1947.

L'Assistant-procureur général,

18814

L. DESILETS.

Heather Sportswear Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of March, 1947, incorporating: Hugh McCunnal, merchant, David Litner, advocate, and Leah London, secretary, spinster, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, exchange, import, export, alter, tailor and deal generally both at wholesale or retail or as principals, agents or contractors in men's, women's, youth's and children's clothing, wearing apparel, furnishing and accessories of every description, under the name of "Heather Sportswear Inc."

The amount of the capital stock of the company is to be \$40,000.00 divided into 4,000 shares of the par value of \$10.00 dollars each.

The part of the capital stock to be issued as preferred shares is \$30,000.00 dollars divided into 3,000 shares of the par value of ten dollars each.

The head office of the Company will be at the city of Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of March, 1947.

L. DESILETS,

18814-o

Deputy Attorney General.

Ideal Specialcraft Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuf mars 1947, constituant en corporation: Michael Garber, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, Jacob Harold Blumenstein, avocat, Irene Rubin, secrétaire, fille majeure, et Michael C. Herman, avocat, les trois derniers de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie ou le commerce d'imprimeurs généraux, éditeurs, éditeurs de journaux, lithographes, graveurs, relieurs, fondateurs de caractères et d'agents de publicité et le commerce qui consiste à médailler, électrotyper, stéréotyper, photograver, manufacturer et faire le commerce de papeterie, étiquettes et étiquettes gommées, sous le nom de "Ideal Specialcraft Ltd." avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf mars 1947.

L'Assistant-procureur général,

18815

L. DESILETS.

Ideal Specialcraft Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of March, 1947, incorporating: Michael Garber, advocate and Kings' Counsel, of the city of Westmount, Jacob Harold Blumenstein, advocate, Irene Rubin, secretary, fille majeure, and Michael C. Herman, advocate, the three latter of the city of Montreal, all in the district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade or business of general printers, publishers, newspaper publishers, lithographers, engravers, bookbinders, type founders and advertising-agents, and the business of embossing, electrotyping, stereotyping, photo-engraving, manufacturing and dealing in stationery, tags and labels, under the name of "Ideal Specialcraft Ltd.", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of March, 1947.

L. DESILETS,

18815-o

Deputy Attorney General.

Ideal Trading Corporation

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre février 1947, constituant en corporation: David L. Cahana, Moses Feigenbaum et Louis Glazer, avocats, des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de négociants, importateurs, exportateurs, marchands en gros, détail-

Ideal Trading Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of February, 1947, incorporating: David L. Cahana, Moses Feigenbaum and Louis Glazer, advocates, of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of jobbers, importers, exporters, wholesalers, retailers, distributors and

lants, distributeurs et marchands de toutes sortes de tissus textiles, lainages, soieries, doublures, vêtements de toute description quelconque pour dames et hommes;

Faire le commerce, importer, exporter, en gros et en détail, de la ferronnerie, quincaillerie, machinerie, outils et outillage de toutes sortes et descriptions, articles pour le sport et l'athlétisme, agrès de pêche et de chasse, verrerie, articles en terre cuite, porcelaine, poterie, faïence, accessoires de cuisine et de maison, peintures, shellac et produits de même nature ou relatifs ou connexes à un tel commerce, sous le nom de "Ideal Trading Corporation", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre février 1947.

L'Assistant-procureur général,
18816 L. DESILETS.

dealers in all kinds of textile materials, woollens, silks, linings, ladies' and men's wearing apparel of any description whatsoever;

To deal in, import, export, wholesale and retail, ironware, hardware, machinery, tools and equipment of all kinds and descriptions, sporting and athletic goods, fishing and hunting accessories, glassware, earthenware, porcelain, pottery, crockery, culinary, and household accessories, paints, shellac and products of a like nature or connected with or attached to such a business, under the name of "Ideal Trading Corporation", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of February, 1947.

L. DESILETS,
18816-o Deputy Attorney General.

Ima Gold Mines Limited
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treize mars 1947, constituant en corporation: Albert J. McTeigue, comptable, Albert Edward Mack, courtier, et Paul Hofer, commis, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque manière que ce soit le sol, la terre, les roches et les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Ima Gold Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$20,000, divisé en 20,000 actions de \$1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions;

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18817 L. DESILETS.

Ima Gold Mines Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of March, 1947, incorporating: Albert J. McTeigue, accountant, Albert Edward Mack, broker, and Paul Hofer, clerk, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Ima Gold Mines Limited (No Personal Liability)", with a capital stock of \$20,000, divided into 20,000 shares of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal liability in excess of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares;

The head office of the Company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of March, 1947.

L. DESILETS,
18817-o Deputy Attorney General.

J.-J. Simard Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf mars 1947, constituant en corporation: J.-Lévis Savard, J.-Bruno Demers, comptables, et Paul Grevier, mécanicien, tous des cité et district de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie du transport par autobus, autos-neige, taxis et autres voitures mus par force mécanique;

Faire affaires comme manufacturiers, marchands, locuteurs, réparateurs, nettoyeurs, emmagasineurs et entreposeurs d'automobiles, et voitures de toutes sortes, sous le nom de "J.-J.

J.-J. Simard Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of March, 1947, incorporating: J. Lévis Savard, J. Bruno Demers, accountants, and Paul Grevier, mechanic, all of the city and district of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on the business of transportation by autobus, snowmobile, taxi and other vehicles operated by mechanical power;

To carry on business as manufacturers, merchants, lessors, repairers, cleaners, warehousemen and stors of automobiles and vehicles of all kinds, under the name of "J.-J. Simard Ltée",

Simard Ltée", avec un capital de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18818-o L. DESILETS,

Jos. Emond & Fils, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit mars 1947, constituant en corporation: Joseph Edmond, agent général, Sarto Emond, gérant, et Charles Emond, assistant-gérant, tous des cité et district de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands, courtiers, agents à commission, manufacturiers, exportateurs, importateurs et expéditeurs de produits agricoles et végétaux; bois et ses produits, fer et ses produits, métaux non-ferrugineux, minéraux, produits chimiques, pièces et machineries électriques, bijouterie; produits finis tels que denrées, objets de bois, de métal, de plastique;

Principalement acquérir le commerce de "Jos. Emond" dont monsieur Joseph Emond est propriétaire;

Le nom de la présente compagnie est "Jos. Emond & Fils, Inc."

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18819-o L. DESILETS.

La Chambre de Commerce des Jeunes de Chicoutimi
(The Junior Chamber of Commerce of Chicoutimi)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit mars 1947, constituant en corporation sans capital-actions: Jean Dubuc, Jean-Louis Gauthier, industriels, Jacques Tessier, ingénieur forestier, Jean Biron, courtier, Gervais Villeneuve, Lucien Clément, agents d'assurance, Robert Quenneville, annonceur, Gabriel Tremblay, journaliste, Raymond Lessard, marchand, Raymond Lemieux, courtier en assurance, Gilbert Proulx, surintendant, Jean-Marie Couet, agronome-comptable, Maurice Monette, optométriste, Armand Demers, agent d'affaires, et Roméo Grenier, gérant, tous des cité et district de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Grouper les jeunes pour le développement et le progrès commercial, industriel et économique de la cité de Chicoutimi et de ses environs, sous le nom de "La Chambre de Commerce des jeunes de Chicoutimi" (The Junior Chamber of Commerce of Chicoutimi).

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Chicoutimi, district de Chicoutimi.

with a capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of March, 1947.

L. DESILETS,
18818 Deputy Attorney General.

Jos. Emond & Fils, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of March, 1947, incorporating: Joseph Emond, general agent, Sarto Emond, manager, and Charles Emond, assistant manager, all of the city and district of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as merchants, brokers, commission agents, manufacturers, exporters, importers and shippers of farm products and vegetables; lumber and its products; iron and its products, non-ferruginous metals, minerals, chemicals, electric machinery and parts, jewellery; finished products such as wooden, metal or plastic wares and objects;

Principally to acquire the business of "Jos. Emond" of which Mr. Joseph Emond is owner;

The name of the present company will be "Jos. Emond & Fils, Inc."

The amount of capital stock of the company will be \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of March, 1947.

L. DESILETS,
18819 Deputy Attorney General.

La Chambre de Commerce des Jeunes de Chicoutimi
(The Junior Chamber of Commerce of Chicoutimi)

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of March, 1947, to incorporate as a corporation without share capital: Jean Dubuc, Jean-Louis Gauthier, manufacturers, Jacques Tessier, forestry engineer, Jean Biron, broker, Gervais Villeneuve, Lucien Clément, insurance agents, Robert Quenneville, announcer, Gabriel Tremblay, journalist, Raymond Lessard, merchant, Raymond Lemieux, insurance broker, Gilbert Proulx, superintendent, Jean-Marie Couet, agronomist-accountant, Maurice Monette, optometrist, Armand Demers, business agent, and Roméo Grenier, manager, all of the city and district of Chicoutimi, for the following purposes:

To assemble young men with a view to the commercial, industrial and economic development and progress of the city of Chicoutimi and its environs, under the name of "La Chambre de Commerce des Jeunes de Chicoutimi" (The Junior Chamber of Commerce of Chicoutimi)

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Chicoutimi, district of Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18820-6 L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
18820 Deputy Attorney General.

**La Compagnie Fagnan Drive Yourself Limitée
The Fagnan Drive Yourself Company Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit mars 1947, constituant en corporation: Julien Fagnan, garagiste, Omer Fagnan, mécanicien, et Camille Desmarais, menuisier, tous de Sorel, district de Richelieu, pour les objets suivants:

Exploiter un service de louage d'automobiles à des particuliers communément appelé "Drive Yourself" avec faculté pour les locataires des dites voitures de conduire eux-mêmes la voiture louée, sous le nom de "La Compagnie Fagnan Drive Yourself Limitée — The Fagnan Drive Yourself Company Limited", avec un capital de \$8,000, divisé en 800 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 217, rue Royale, Sorel, district de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18821-0 L. DÉSILETS.

**La Compagnie Fagnan Drive Yourself Limitée
The Fagnan Drive Yourself Company Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of March, 1947, incorporating: Julien Fagnan, garage-keeper, Omer Fagnan, mechanic, and Camille Desmarais, carpenter, all of Sorel, district of Richelieu, for the following purposes:

To operate a service commonly called "drive yourself" for the renting of automobiles to individuals, with option for the lessees of such vehicles to drive the rented vehicle themselves, under the name of "La Compagnie Fagnan Drive Yourself Limitée — The Fagnan Drive Yourself Company Limited" with a capital stock of \$8,000 divided into 800 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 217 Royale Street, Sorel, district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
18821 Deputy Attorney General.

Lalonde Automobile Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept mars 1947, constituant en corporation: Roméo Lalonde, vendeur, Dame Lucille Dagenais, épouse séparée de biens de Roméo Lalonde, ménagère, et Dame Mélina Dagenais Vermette, ménagère, veuve en premières noces de Olier Méthot, en son vivant tavernier, et veuve en secondes noces de Elzéar Vermette, en son vivant conducteur, tous de Verdun, district de Montréal, pour les objets suivants:

Importer, exporter, acheter, vendre, troquer et faire le commerce en général d'automobiles, de pièces d'automobiles et accessoires, gazoline, pétrole, huile, matières lubrifiantes, sous le nom de "Lalonde Automobile Limitée", avec un capital de \$60,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Verdun, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18822-0 L. DÉSILETS.

Lalonde Automobile Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of March, 1947, incorporating: Roméo Lalonde, salesman, Dame Lucille Dagenais, wife separate as to property of Roméo Lalonde, housewife, and Dame Mélina Dagenais Vermette, housewife, widow, by her first marriage, of Olier Méthot, in his lifetime tavern keeper, and widow by her second marriage of Elzéar Vermette, in his lifetime, conductor, all of Verdun, district of Montreal, for the following purposes:

To import, export, buy, sell, barter, and deal generally in automobiles, automobile parts and accessories, gasoline, petroleum, oil, lubricants, under the name of "Lalonde Automobile Limitée", with a capital stock of \$60,000, divided into 600 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Verdun, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
18822 Deputy Attorney General.

**La Société Médicale du Faubourg Saint-Jean
Baptiste de Québec**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un mars 1947, constituant en corporation sans capital-actions: Marcel Plamondon, Arthur Bédard, et Alphonse l'Espérance, tous médecins, des cité et district de Québec, pour les objets suivants:

But scientifique, intérêt professionnel de ses membres et constitution d'un fonds de réserve pour venir en aide à ceux de ses membres qui

**La Société Médicale du Faubourg Saint-Jean
Baptiste de Québec**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of March, 1947, to incorporate as a corporation without share capital: Marcel Plamondon, Arthur Bédard and Alphonse l'Espérance, all physicians, of the city and district of Quebec, for the following purposes:

A scientific purpose, the professional interest of its members and the formation of a reserve fund to assist those amongst its members who

pourraient en avoir besoin; et cela sans aucune obligation envers aucun d'eux, sous le nom de "La Société Médicale du Faubourg Saint-Jean-Baptiste de Québec."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Québec, district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un mars 1947.

L'Assistant-procureur général,

18823-o

L. DÉSILETS.

may require help, and such without any obligation towards any of them, under the name of "Le Société Médicale du Faubourg Saint-Jean-Baptiste de Québec".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Quebec, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of March, 1947.

L. DÉSILETS,

18823

Deputy Attorney General.

Le Centre des Chevaliers de Colomb de Jonquière Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux mars 1947, constituant en corporation sans capital-actions: Edgar Corneau, contracteur-électricien, J.-Alfred Delisle, comptable et Adolphe Chevalier, garagiste, tous trois de la ville de Jonquière, district de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Entretenir et développer les meilleures relations sociales entre ses membres et leur fournir une organisation pratique pour s'adonner aux œuvres religieuses, nationales, charitables, sociales, patriotiques et philanthropiques, sous le nom de "Le Centre des Chevaliers de Colomb de Jonquière Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$75,000.

Le siège social de la corporation sera à Jonquière, district de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux mars 1947.

L'Assistant-procureur général,

18824-o

L. DÉSILETS.

Le Centre des Chevaliers de Colomb de Jonquière Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of March, 1947, to incorporate as a corporation without share capital: Edgar Corneau, electrical contractor, J. Alfred Delisle, accountant, and Adolphe Chevalier, garage-keeper, all three of the town of Jonquière, district of Chicoutimi, for the following purposes:

To maintain and develop the best of social relations amongst its members and provide them with a practicable organisation which would devote itself to religious, national, charitable, social, patriotic and philanthropic works, under the name of "Le Centre des Chevaliers de Colomb de Jonquière Inc."

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is \$75,000.

The head office of the corporation will be at Jonquière, district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of March, 1947.

L. DÉSILETS,

18824

Deputy Attorney General.

Leco Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept mars 1947, constituant en corporation: Léo Davignon, comptable, agréé, Reginald D. Tormey, avocat, et Ernest Carrère, comptable, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, traiter, vendre et distribuer en gros ou en détail, soit directement ou indirectement, par des agents, négociants, détaillants ou des marchands en gros, des produits et accessoires sanitaires et de nettoyage, sous le nom de "Leco Inc."

Le capital de la compagnie est divisé en 200 actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant du capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$1,500.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept mars 1947.

L'Assistant-procureur général,

18825

L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of March, 1947, incorporating: Léo Davignon, chartered accountant, Reginald D. Tormey, advocate, and Ernest Carrère, accountant, all of the City and district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, process, sell and distribute in wholesale or retail, either directly or indirectly, through agents, jobbers, retailers or wholesalers sanitary and cleansing products and accessories, under the name of "Leco Inc."

The capital stock of the Company is divided into 200 shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be \$1,500.

The head office of the Company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of March, 1947.

L. DÉSILETS,

18825-o

Deputy Attorney General.

Les Compagnons de l'Art

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-

Les Compagnons de l'Art

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of

gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du dix-neuf mars 1947, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Paul Tremblay, professeur, Marc Blanchette chirurgien-dentiste, Dr Jacques Ringuet, médecin, Jean-Paul Légaré, journaliste, et Harold Richard Cummings, comptable public, tous des cité et district de Rimouski, pour les objets suivants:

Promouvoir par des moyens appropriés le développement des lettres et des arts et notamment de la littérature, de la musique, de la photographie, et des beaux-arts proprement dits, tant parmi ses membres, que dans le public, sous le nom de "Les Compagnons de l'Art".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Rimouski, district de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18826-o L. DÉSILETS.

the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of March, 1947, to incorporate as a corporation without share capital: Jean Paul Tremblay, professor, Marc Blanchette, dental surgeon, Dr. Jacques Ringuet, physician, Jean Paul Légaré, journalist, and Harold Richards Cummings, public accountant, all of the city and district of Rimouski, for the following purposes:

To promote by suitable methods the development of literature and the arts and in particular literature, music, photography and what is properly known as the fine arts, both amongst its members as for the public, under the name of "Les Compagnons de l'Art".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Rimouski, district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
18826 Deputy Attorney General.

Les Immeubles Richelieu Limitée
Richelieu Realities Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux mars 1947, constituant en corporation: Yvon Jasmin, avocat, Gemma Gauvin et Lucienne Mériteau, sténographes, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'administrateurs de propriétés, marchands d'immeubles, courtiers d'hypothèques et agents d'immeubles;

Exercer le commerce de courtiers en assurance, et agir comme agents d'assurance;

Agir comme contracteur, sous-contracteur pour son propre compte ou pour le compte d'autres dans la construction, l'érection, la conversion, les améliorations, les réparations d'immeubles, de ponts, de routes, de gratte-ciel ou autres édifices de nature commerciale, industrielle ou résidentielle, sous le nom de "Les Immeubles Richelieu Limitée — Richelieu Realities Limited".

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de \$45,000, divisé en 450 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Marieville, district de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18827-o L. DÉSILETS.

Les Immeubles Richelieu Limitée
Richelieu Realities Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of March, 1947, incorporating: Yvon Jasmin, advocate, Gemma Gauvin and Lucienne Mériteau, stenographers, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of real estate administrators, dealers in real estate, mortgage brokers and real estate agents;

To carry on the business of insurance brokers and act as insurance agents;

To act as contractor, sub-contractor for itself or for others in the building, erecting, converting improving and repairing of immovables, bridges, highways, sky-scrapers or other buildings of a commercial, industrial or residential nature, under the name of "Les Immeubles Richelieu Limitée — Richelieu Realities Limited".

The amount of capital stock of the company will be \$45,000, divided into 450 shares of \$100 each.

The part of capital stock to be issued as preferred shares is \$40,500, divided into 405 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Marieville, district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
18827 Deputy Attorney General.

Les Manufacturiers de Portes et Chassis
d'Arvida Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuf mars 1947, constituant en corporation: Lucien Lemelin, Henri Morrissette, menuisiers, et Jean Morrissette, machiniste, tous d'Arvida, district de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie d'entrepreneurs, de constructeurs, de plombiers-couvreurs;

Faire le commerce, en les manufacturant ou nom, de tous matériaux de constructions, en fer,

Les Manufacturiers de Portes et Chassis
d'Arvida Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of March, 1947, incorporating: Lucien Lemelin, Henri Morrissette, carpenters, and Jean Morrissette, machinist, all of Arvida, district of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on business as contractors, builders and plumbers-roofers;

Whether by the manufacturing of, or otherwise, to deal in building requisites, of iron, steel,

en acier, en bois, en ciment et en tous autres matériel, des portes et châssis, jouets, chaloupes, voitures, stores, meubles, ornements de bâtiments, de maisons, de bureaux, d'ateliers, d'usines, d'écoles, d'églises et de tous autres travaux d'ébénisterie quelconques;

Faire l'acquisition de toute l'entreprise et commerce de "Les Manufacturiers de Portes et Châssis d'Arvida Enregistré";

Le nom de la compagnie est "Les Manufacturiers de Portes et Châssis d'Arvida Ltée".

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de \$15,000, divisé en 150 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Arvida, district de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf mars 1947.

L'Assistant-procureur général.

18828-o

L. DÉSILETS.

wood, cement, and any other material, doors and sashes, toys, boats, vehicles, blinds, furniture, ornaments for buildings, houses, offices, work-shops, plants, schools, churches and any other cabinet work whatsoever;

To acquire the whole of the undertaking and business of "Les Manufacturiers de Portes et Châssis d'Arvida Enregistré";

The name of the company is "Les Manufacturiers de Portes et Châssis d'Arvida Ltée."

The amount of the capital stock of the company will be \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The part of capital stock to be issued as preferred shares is \$15,000, divided into 150 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Arvida, district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of March, 1947.

L. DÉSILETS,

18828

Deputy Attorney General.

Lucky Lady Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre mars 1947, constituant en corporation: Jack Zimble, manufacturier, Jack Spinner, dessinateur, tous deux de la cité de Montréal, et Ben Wiseberg, manufacturier, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, faire le commerce, importer, exporter, en gros et en détail, des gilets, jupes, tuniques et blouses, vêtements de sport pour dames et demoiselles, robes, costumes et manteaux pour dames et enfants et manufacturer des vêtements d'aucune description quelconque pour femmes;

Exercer le commerce de négociants, importateurs, marchands en gros, détaillants, marchands et distributeurs de tous tissus textiles, lainages, soieries, doublures et tous autres tissus de toute description quelconque, et à cette fin faire aucune et toutes autres choses s'y rapportant, sous le nom de "Lucky Lady Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre mars 1947.

L'Assistant-procureur général.

18829

L. DÉSILETS.

Lucky Lady Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of March, 1947, incorporating: Jack Zimble, manufacturer, Jack Spinner, designer, both of the city of Montreal, and Ben Wiseberg, manufacturer, of the city of Outremont, all in the district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, deal in, import, export, wholesale and retail, ladies' and misses' jackets, skirts, jumpers and blouses, sportswear, ladies' and children's dresses, suits, coats and manufacture of women's wearing apparel of any description whatsoever;

To carry on the business of jobbers, importers, wholesalers, retailers, dealers and distributors of all textile materials, woollens, silks, linings, and all other materials of any description whatsoever, and to that end to do any and all other things appertaining to the same, under the name of "Lucky Lady Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of March, 1947.

L. DÉSILETS,

18829-o

Deputy Attorney General.

Melson Mfg. Co. Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuf mars 1947, constituant en corporation: Harry Bloom, manufacturier, Susan Charness, teneuse de livres, fille majeure, Celia Cohen et June Kirlin, toutes deux sténographes, filles majeures, tous des cité et district de Montréal, pour les objet suivants:

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement négocier ou faire le commerce de laine, tissus de coton, lainages, soieries, toiles et vêtements de toutes sortes, sous le nom de "Melson Mfg. Co. Inc.", avec un capital de

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of March, 1947, incorporating: Harry Bloom, manufacturer, Susan Charness, bookkeeper, spinners, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with wool, cotton fabrics, woollens, silks, linens and clothing of every sort, under the name of "Melson Mfg. Co. Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200

\$40,000 divisé en 200 actions privilégiées de \$100 chacune et en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18830 L. DÉSILETS.

Northern Steel Industries Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuf mars 1947, constituant en corporation: Walter Wellington McCullough, de la cité de Verdun, James Henry Cadhan, de ville Mont-Royal et Joseph-Robert Tétrault, de ville Emard, tous gérants, du district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de soudeurs, fondeurs, machinistes, manufacturiers d'outils, ouvriers en métaux, ouvriers en bois et en plastique, chaudronniers, constructeurs de moulins, mécaniciens, forgerons, charpentiers, menuisiers, constructeurs, métallurgistes;

Acquérir le commerce actuellement exercé sous les nom et raison sociale de "Northern Pipe & Welding Co. Reg'd.", Montréal, de son propriétaire enregistré Walter Wellington McCullough;

Le nom de la compagnie est: "Northern Steel Industries Ltd."

Le montant du capital de la compagnie sera de \$20,000 divisé en 20,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18831 L. DÉSILETS.

Presto Oil Company, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit mars 1947, constituant en corporation: Roger Kirouac, Rolland Kirouac, industriels, et Ovila Royer, commerçant, tous de Warwick, district d'Arthabaska, pour les objets suivants:

Entreprendre, faire et exploiter le commerce, achat et vente au gros ou au détail ou les deux ensemble, de la gasoline, de l'essence, du naphthe, des huiles à moteurs, huiles à chauffage, des graisses lubrifiantes, leurs dérivés et sous-produits;

Entreprendre, faire et exploiter le commerce achat et vente au gros ou au détail ou les deux ensemble, des automobiles, camions, tracteurs et autres véhicules-moteurs de tous genres, ainsi que de tous genres de moteurs pour la production de la force motrice sous toutes ses formes, ainsi que des accessoires et pièces détachées de tous tels automobiles, camions, tracteurs, véhicules et moteurs, sous le nom de "Presto Oil Company, Limited", avec un capital de \$125,000, divisé en 1250 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Warwick, district d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18832-o L. DÉSILETS.

preferred shares of \$100, each, and 200 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
18830-o Deputy Attorney General.

Northern Steel Industries Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec bearing date the nineteenth day of March, 1947, incorporating: Walter Wellington McCullough, of the city of Verdun, James Henry Cadhan, of the Town of Mount Royal, and Joseph-Robert Tétrault, of Ville Emard, all managers, of the district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of welders, founders, machinists, tool manufacturers, metal workers, wood workers, plastic workers, coppersmiths, mill builders, mechanics, blacksmiths, carpenters, joiners, builders, metallurgists;

To acquire the business actually carried on under the firm name and style of "Northern Pipe & Welding Co. Reg'd." Montreal from its registered owner, Walter Wellington McCullough;

The name of the Company is: "Northern Steel Industries Ltd."

The amount of the capital stock of the company is to be \$20,000, divided into 20,000 shares of \$1 each.

The head office of the Company will be at the city of Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
18831-o Deputy Attorney General.

Presto Oil Company, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of March, 1947, incorporating: Roger Kirouac, Rolland Kirouac, manufacturers, and Ovila Royer, trader, all of Warwick, district of Arthabaska, for the following purposes:

To undertake, carry on and engage in business for the purchase and sale, wholesale or retail, or both together, of gasoline, gas naphtha, motor oil, fuel oil, lubricants, the derivatives and by-products thereof;

To undertake, carry on and engage in business for the purchase and sale, wholesale or retail, or both together, of automobiles, trucks, tractors and other motor vehicles of every kind, and also all kinds of motors for the generating of motive power under all the forms thereof, and also the accessories and spare parts of any such automobiles, trucks, tractors, vehicles and motors, under the name of "Presto Oil Company, Limited", with a capital stock of \$125,000, divided into 1250 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Warwick, district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
18832 Deputy Attorney General.

Routledge Tool & Die Co. Ltd.

Avis est, par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux mars 1947, constituant en corporation: Harold Routledge, administrateur, June Kirlin, sténographe, fille majeure, et Susan Charness, teneuse de livres, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme techniciens, mécaniciens et manufacturiers de machinerie de toutes sortes, fabricants d'outils et fabricants de machines-outils, ouvriers de métaux de toutes sortes, fabricants de bouilloires, contracteurs de moulins, machinistes, forgerons, menuisiers, peintres, métallurgistes, travailleurs en fer, électriciens, électro-chimistes, sous le nom de "Routledge Tool & Die Co. Ltd.", avec un capital de \$50,000 divisé en 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18833 L. DÉSILETS.

Routledge Tool & Die Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of March, 1947, incorporating: Harold Routledge, executive, June Kirlin, stenographer, spinster, and Susan Charness, bookkeeper, spinster, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To act as technicians, mechanics and manufacturers of machinery of all kinds, tool-makers and makers of machine tools, metal workers of all kinds, boiler-makers, builders of mills, machinists, blacksmiths, joiners, painters, metallurgists, iron workers, electricians, electrochemists, under the name of "Routledge Tool & Die Co. Ltd.", with a capital stock of \$50,000, divided into 250 preferred shares of a par value of \$100 each, and 250 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
18833-o Deputy Attorney General.

Rouville Textiles Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize mars 1947, constituant en corporation: Jean-Jacques Hamel, avocat, Marie-Anne Savard, et Thérèse Trudeau, secrétaires, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, importer, acheter, vendre des matières premières et les transformer en soie, coton, laine, jute, chanvre, lin et la fibre de bois et autres substances, en tissus de soie artificielle et naturelle, en tissus de laine, fil, matières absorbantes et en autres tissus, et transformer ces produits ou chacun d'eux en effets vestimentaires, d'habillement, ou pour toutes autres fins, tricotés ou autrement, sous le nom de "Rouville Textiles Corporation", avec un capital de \$200,000, divisé en 5,000 actions communes de \$10 chacune et 1,500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Césaire, district de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le treize mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18834-o L. DÉSILETS.

Rouville Textiles Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of March, 1947, incorporating: Jean-Jacques Hamel, advocate, Marie-Anne Savard and Thérèse Trudeau, secretaries, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, import, purchase, sell raw materials and transform the same into silk, cotton, wool, jute, hemp, flax, and wood fibre, and other substances, artificial and natural silk fabrics, woolen fabrics, thread, absorbent materials and other fabrics, and to transform such products or each of them into wearing apparel, clothing or for any other purpose, knitted or otherwise, under the name of "Rouville Textiles Corporation", with a capital stock of \$200,000, divided into 5,000 common shares of \$10 each and 1,500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Césaire, district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
18834 Deputy Attorney General.

Sendel Automotive Corporation

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et un mars 1947, constituant en corporation: Benjamin Robinson, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, Joseph Shapiro, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Montréal, et Ruth Miller, secrétaire, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Sendel Automotive Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of March, 1947, incorporating: Benjamin Robinson, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, Joseph Shapiro, advocate and King's Counsel, of the City of Montreal, and Ruth Miller, secretary, spinster, of the full age of majority, of the City of Outremont, all in the District of Montreal, for the following purposes:

Exercer un commerce par la poste et acheter, vendre, échanger, aménager, manufacturer, réparer, convertir, modifier, louer ou arrenter et faire le commerce de machinerie de toutes sortes, machines-outils, matériel roulant, bouilloires, moteurs, accessoires d'usines, accessoires électriques, miniers et industriels, instruments, moteurs et ferronnerie de toutes sortes, sous le nom de "Sendel Automotive Corporation", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un mars 1947.

L'Assistant-procureur général,

18835

L. DÉSILETS.

Studio Albert Dumas, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six mars 1947, constituant en corporation: Clovis Dagenais, avocat, Lucienne Gagnon, comptable, et Flère-Annette Poirier, sténographe, toutes deux filles majeures, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'art de la photographie sous toutes ses formes et suivant tous procédés;

Acquérir les ateliers d'art photographique appartenant à M. Albert Dumas, de la cité de Montréal;

Le nom de la présente compagnie est: "Studio Albert Dumas Limitée".

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de \$19,900, divisé en 199 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six mars 1947.

L'Assistant-procureur général,

18836-o

L. DÉSILETS.

The Victor Oil Burner Mfg. Co. Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept février 1947, constituant en corporation: Louis Orenstein, Jacob S. Wasserman, Bernard S. Mergler, Bernard Diamond et Joseph Malen, avocats, Max Padber, comptable, Sydney Goodman et Allan Malen, marchands, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre et autrement faire le commerce de toutes sortes de produits de ferronnerie comprenant, mais sans limiter la généralité des précédents, aucun et tous genres d'appareils de chauffage, brûleurs à l'huile et accessoires pour brûleurs à l'huile, machinerie, instruments, matériel roulant; accessoires pour entrepreneurs en chauffage et en plomberie et tous objets en fer, bronze, étain, plomb, zinc ou autres métaux ou bois ou plastique, sous le nom de "The Victor Oil Burner Mfg. Co. Ltd.", avec un capital de \$250,000 divisé en 1500 actions ordinaires de \$100 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept février 1947.

L'Assistant-procureur général,

18837

L. DÉSILETS.

To carry on a mail order business and to buy, sell, exchange, equip, manufacture, repair, convert, alter, let or hire and deal in machinery of all kinds, machine tools, rolling stock, boilers, engines, plant equipment, electrical, mining and industrial equipment, implements, motors and hardware of all kinds, under the name of "Sendel Automotive Corporation", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of March, 1947.

L. DÉSILETS,

18835-o

Deputy Attorney General.

Studio Albert Dumas, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of March, 1947, incorporating: Clovis Dagenais, advocate, Lucienne Gagnon, accountant, and Flère-Annette Poirier, stenographer, both spinsters, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To engage in the art of photography in all lines of same and according to every process;

To acquire the photographic art studios belonging to Mr. Albert Dumas, of the City of Montreal;

The name of the present company will be: "Studio Albert Dumas, Limitée".

The amount of capital stock of the company will be \$19,900, divided into 199 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of March, 1947.

L. DÉSILETS,

18836

Deputy Attorney General.

The Victor Oil Burner Mfg. Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of February, 1947, incorporating: Louis Orenstein, Jacob S. Wasserman, Bernard, S. Mergler, Bernard Diamond and Joseph Malen, advocates, Max Padber, accountant, Sydney Goodman and Allan Malen, merchants, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, import, export, buy, sell and otherwise deal in all manner of hardware including, but without limiting the generality of the foregoing, any and all manner of heating equipment, oil burners and oil burning equipment, machinery, implements, rolling stock; plumbing and heating contractor's supplies, and all wares of iron, brass, tin, lead, zinc or other metals or wood or plastic, under the name of "The Victor Oil Burner Mfg. Co. Ltd.", with a capital stock of \$250,000 divided into 1500 common shares of \$100 each, and 1 000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of February, 1947.

L. DÉSILETS,

18837-o

Deputy Attorney General.

The Yardstick Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuf mars 1947, constituant en corporation: Louis Weintraub, marchand, William Weintraub, commis, et Mina Blumer Weintraub, marchande publique, épouse séparée de biens de Louis Weintraub et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers, négociants, exportateurs, importateurs, détaillants, marchands en gros et, en général, de marchands de textiles, lainages, marchandises de coton, soieries, satins, velours, velvantine, dentelle, cuir, cuir artificiel, textiles d'aucune sorte et description et toutes sortes de substances fibreuses et tissus d'aucune sorte et description, fourrures et garnitures de robes, galons, cordons et boutons et tous articles dans la fabrication desquels entrent aucun ou tous des précédents;

Exercer le commerce de manufacturiers, négociants, exportateurs, importateurs, détaillants et en, général, de marchands de toutes sortes d'habits et vêtements de tous genres et descriptions pour hommes, femmes et enfants, comprenant des vêtements de sport, coiffures et chaussures de toute description pour femmes et hommes, et exercer tous ou aucun des commerces de marchands de drap, pelletiers, tailleurs, drapiers, merciers, bonnetiers, marchands de modes, costumiers, gantiers et chapeliers, sous le nom de "The Yardstick Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Verdun, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18838 L. DESILETS.

Touristaide Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux mars 1947, constituant en corporation: Ubald Desilets, avocat, Annette Giguère et Juliette Turcotte, sténographes, tous des cité et district de Québec, pour les objets suivants:

Exercer à titre de principal, de fondé de pouvoirs, d'agent, de courtier, de représentant, le commerce d'agences de voyages, d'excursions touristiques, ou autres, de transport, et tout ce qui y est afférant;

Agir en qualité de mandataire, courtier, agent de commission ou autrement, pour le transport de tous produits, articles et marchandises;

Exercer en gros et en détail le commerce, le négoce, de manufacturier, fabricant, marchand, acheteur, vendeur, importateur, exportateur, entreposeur, à titre de principal ou de mandataire, et généralement tous les effets, articles, produits de la mer, de la terre et des forêts, en tout ou en partie, toute substance de bois, de métal, et de ses dérivés, de cuir, de plastique, de papier et de ses dérivés, ainsi que de tout être ou produit de l'ordre des règnes, végétal, animal ou minéral, dont le commerce n'est pas défendu ou réservé par quelque loi spéciale ou générale, sous le nom de "Touristaide Inc.", avec un capital

The Yardstick Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of March, 1947, incorporating: Louis Weintraub, merchant, William Weintraub, clerk, and Mina Blumer Weintraub, marchande publique, wife separate as to property of Louis Weintraub, and duly authorized by him for these presents, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturiers, jobbers, exporters, importers, retailers, wholesalers, and dealers generally in textiles, woollens, cotton goods, silk goods, satins, velvet, velveteen, lace, leather, artificial leather, textiles of every kind and description, and all kinds of fibrous substances and fabrics of every kind and description, furs and dress trimmings, braids, cords and buttons, and all articles into the manufacture of which any or all of the foregoing enter;

To carry on the business of manufacturiers, jobbers, exporters, importers, retailers, and dealers generally in all kinds of mens', women's and children's clothing and wearing apparel of all kinds and description, including women's and men's sportswear, head and footwear of every description, and to carry on all or any of the businesses of clothiers, furriers, tailors, drapers, haberdashers, hosiery, milliners, costumers, gloves, and hatters, under the name of "The Yardstick Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at the City of Verdun, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of March, 1947.

L. DESILETS,
18838-o Deputy Attorney General.

Touristaide Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of March, 1947, incorporating: Ubald Desilets, advocate, Annette Giguère and Juliette Turcotte, stenographers, all of the city and district of Quebec, for the following purposes:

To carry on as principal, proxy, agent, broker, representative, the business of travel agencies, and agencies for tourist or other excursions and transportation, and everything connected therewith;

To act as principalk broker, commission agent or otherwise, for the transportation of goods, wares and merchandise;

To carry on the wholesale and retail trade and business of manufacturer, maker, merchant, buyer, vendor, importer, exporter, warehouseman, as principal or as agent, and in general, of all kinds of goods, wares and products of the sea, land and forest, in whole or in part, any wooden or metal substance, and derivatives of same, leather, plastic, paper and its derivatives, as well as any other products of the vegetable, animal or mineral kingdom, the trade of which is not prohibited nor reserved by any special or general Act, under the name of "Touristaide Inc.", with a capital stock of \$50,000, divided

de \$50,000, divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires est limité à (20) vingt.

Le siège social de la compagnie sera à 251, rue Saint-Jean, Québec, district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux mars 1947.

L'Assistant-procureur général.

18839-o

L. DÉSILETS.

into 250 common shares of a par value of \$100 each and 250 preferred shares of a par value of \$100 each.

The number of shareholders is limited to twenty (20).

The head office of the company will be at 251 Saint John Street, Quebec, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of March, 1947.

L. DÉSILETS,

18839

Deputy Attorney General.

**Women's Voluntary Services (Montreal) Services
Volontaires Féminins, Inc.**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuf mars 1947, constituant en corporation sans capital-actions: Emily Meredith Hodgson, ménagère, célibataire majeure, Yvette Dansereau, ménagère, épouse séparée de biens de Léon Lalande et dûment autorisée par lui, toutes deux de la cité de Montréal, et Pauline Cusson, ménagère, célibataire majeure, de la cité d'Outremont, toutes du district de Montréal, pour les objets suivants:

Établir un bureau pour le placement de travailleuses volontaires dans des agences sociales et des organisations sociales ou de bien-être, sous le nom de "Women's Voluntary Services (Montreal) Services Volontaires Féminins, Inc."

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf mars 1947.

L'Assistant-procureur général,

18840

L. DÉSILETS.

**Women's Voluntary Services (Montreal) Services
Volontaires Féminins, Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of March, 1947, incorporating without share capital: Emily Meredith Hodgson, housewife, unmarried woman of the full age of majority, Yvette Dansereau, housewife, wife separate as to property of Léon Lalande and duly authorized by him, both of the City of Montreal, and Pauline Cusson, housewife, unmarried woman, of the full age of majority, of the City of Outremont, all in the District of Montreal, for the following purposes:

To establish a bureau for the placement of volunteer workers in social agencies and social or welfare organizations, under the name of "Women's Voluntary Services (Montreal) Services Volontaires Féminins, Inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold, is to be limited, is \$50,000.

The head office of the Corporation will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of March, 1947.

L. DÉSILETS,

18840-o

Deputy Attorney General.

Wooltex Ltd.

Avis est par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit mars 1947, constituant en corporation: John Vaughn Greenblatt, George Adelstein, administrateurs, et Joseph Adelstein, administrateur, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fabriquer, acheter et vendre des vêtements de toute description, marchandises sèches et textiles, sous le nom de "Wooltex Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit mars 1947.

L'Assistant-procureur général,

18841

L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of March, 1947, incorporating: John Vaughn Greenblatt, George Adelstein, executives, and Joseph Adelstein, executive, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing, buying and selling clothing of every description, dry goods, and textiles, under the name of "Wooltex Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 preferred shares of a par value of \$100 each, and 200 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of March, 1947.

L. DÉSILETS,

18841-o

Deputy Attorney General.

Wooltex Ltd.

Lettres patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

**Centremaque Gold Mines Limited
(Libre de responsabilité personnelle)**

**Centremaque Gold Mines Limited
(No Personal Liability)**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary

de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du quatorze mars 1947, à la compagnie "Centremaque Gold Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), ratifiant son règlement onze augmentant le capital de la compagnie de \$3,500,000 à \$5,000,000 par la création de 1,500,000 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 14 mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18842 L. DÉSILETS.

letters patent, bearing date the fourteenth day of March, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Centremaque Gold Mines Limited" (No Personal Liability), ratifying its By-Law Eleven increasing the capital stock of the company from \$3,500,000. to \$5,000,000 by the creation of 1,500,000 additional common shares of the par value of \$1 each.

Dated at the office of the Attorney General, this 14th day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
18842-o Deputy Attorney General.

Consolidated Optical Company 1947 (Limited)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-cinq mars 1947, changeant le nom de la compagnie "The American Optical Company of Canada, Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 17 décembre 1920, en celui de "Consolidated Optical Company 1947 (Limited)".

Daté du bureau du Procureur général, le 25 mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18843 L. DÉSILETS.

**Emery Talbot Limitée
(Emery Talbot Limited)**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 18 mars 1947, à la compagnie "Emery Talbot Limitée" (Emery Talbot Limited), ratifiant son Règlement Spécial "B" modifiant les privilèges attachés aux actions privilégiées de la compagnie; augmentant son capital par la création de 10,000 actions privilégiées additionnelles d'une valeur au pair de \$5 chacune, et fixant à \$60,000 le montant avec lequel la compagnie continuera ses opérations à l'avenir.

Daté du bureau du Procureur général, le 18 mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18844-o L. DÉSILETS.

Institution Agricole Sainte-Germaine du Lac Etchemin, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 26 mars 1947, à l'"Institution Agricole Sainte-Germaine du Lac Etchemin, Inc.", corporation constituée par lettres patentes en vertu des dispositions de la troisième partie de la dite loi, en date du 3 février 1932, étendant les pouvoirs de la corporation en portant de \$200,000 à \$600,000 la valeur des biens immobiliers que celle-ci est autorisée à posséder.

Daté du bureau du Procureur général, le 26 mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18845-o L. DÉSILETS.

Consolidated Optical Company 1947 (Limited)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-fifth day of March, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of "The American Optical Company of Canada, Limited", incorporated by letters patent dated December 17th, 1920, into that of "Consolidated Optical Company 1947 (Limited)".

Dated at the office of the Attorney General, this 25th day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
18843-o Deputy Attorney General.

**Emery Talbot Limitée
(Emery Talbot Limited)**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the eighteenth day of March, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Emery Talbot Limitée" (Emery Talbot Limited), ratifying its Special By-law "B" modifying the privileges attaching to the preferred shares of the company; increasing its capital by the creation of 10,000 additional preferred shares of a par value of \$5 each, and fixing at \$60,000 the amount with which the company will continue its future operations.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
18844 Deputy Attorney General.

Institution Agricole Sainte-Germaine du Lac Etchemin, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the 26th day of March, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the "Institution Agricole Sainte-Germaine du Lac Etchemin, Inc.", a corporation incorporated by letters patent under the provisions of Part III of the said Act, under date of February 3, 1932, extending the powers of the corporation by increasing from \$200,000 to \$600,000 the value of the immovable property which this corporation is authorized to possess.

Dated at the office of the Attorney General, March 26, 1947.

L. DÉSILETS,
18845 Deputy Attorney General.

Interprovincial Properties Corporation

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du dix-huit février 1947, à la compagnie "Interprovincial Debenture Holdings Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 16 décembre 1935, ratifiant: 1°) son règlement spécial "D" convertissant les 15,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$5 chacune qui composent le capital de la compagnie en 15,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$5 chacune et énumérant les privilèges attachés auxdites actions privilégiées; augmentant ledit capital par la création de 6,480 actions privilégiées additionnelles d'une valeur au pair de \$5 chacune et par la création de 25,194 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair, et fixant à pas moins de \$136,710 le montant du capital avec lequel la compagnie exercera ses opérations; 2°) son règlement spécial "F" changeant le nom de la compagnie "Interprovincial Debenture Holdings Limited" en celui de "Interprovincial Properties Corporation".

Daté du bureau du Procureur général, le 18 février 1947.

L'Assistant-procureur général,

18846

L. DÉSILETS.

Interprovincial Properties Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the eighteenth day of February, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Interprovincial Debenture Holdings Limited", incorporated by letters patent dated December 16th, 1935, ratifying: 1°) its Special By-Law "D" converting the 15,000 common shares of the par value of \$5. each composing the capital stock of the company into 15,000 preferred shares of the par value of \$5. each, enumerating the privileges attaching to the said preferred shares; increasing said capital stock by the creation of 6,480 additional preferred shares of the par value of \$5. each and by the creation of 25,194 common shares without nominal or par value, and fixing to not less than \$136,710. the amount of capital with which the company will carry on its operations; 2°) its Special By-Law "F" changing the name of the company from "Interprovincial Debenture Holdings Limited" into that of "Interprovincial Properties Corporation".

Dated at the office of the Attorney General, this 18th day of February, 1947.

L. DÉSILETS.

18846-o

Deputy Attorney General.

La Compagnie Canadienne de Téléphone

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du quinze mars 1947, à la compagnie "La Compagnie Canadienne de Téléphone", ratifiant son règlement No 9 augmentant le capital de la compagnie de \$40,000 à \$200,000 par la création de 1600 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 15 mars 1947.

L'Assistant-procureur général,

18847

L. DÉSILETS.

La Compagnie Canadienne de Téléphone

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the fifteenth day of March, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "La Compagnie Canadienne de Téléphone", ratifying its By-Law No. 9 increasing the capital stock of the company from \$40,000 to \$200,000 by the creation of 1600 additional common shares of the par value of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this 15th day of March, 1947.

L. DÉSILETS,

18847-o

Deputy Attorney General.

L'Aqueduc de St-Mathias (Limitée)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 27 février 1947, à la compagnie "L'Aqueduc de St-Mathias (Limitée)", ratifiant ses Règlements "B" et "C" réduisant le capital de la compagnie par la cancellation des 36 actions ordinaires non émises d'une valeur au pair de \$100 chacune, convertissant les 164 actions ordinaires émises d'une valeur au pair de \$100 chacune, en 648 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$25 chacune sujettes aux privilèges déterminés dans tels règlements et en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune; augmentant le capital par la création de 3,352 actions privilégiées additionnelles d'une valeur au pair de \$25 chacune, de sorte que le capital de la compagnie sera à l'avenir de \$100,200 divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et en 4,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$25 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 27 février 1947.

L'Assistant-procureur général,

18848-o

L. DÉSILETS.

L'Aqueduc de St-Mathias (Limitée)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-seventh day of February, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "L'Aqueduc de St-Mathias (Limitée)", ratifying its By-laws "B" and "C" reducing the capital of the company by the cancellation of 36 unissued common shares of a par value of \$100 each, converting the 164 issued common shares, of a par value of \$100 each, into 648 preferred shares of a par value of \$25 each, subject to the privileges fixed in the said by-laws, and into 200 common shares of a par value of \$1 each; increasing the capital by the creation of 3,352 additional preferred shares of a par value of \$25 each, so that the capital of the company will be, in the future, \$100,200 divided into 200 common shares of a par value of \$1 each and 4,000 preferred shares of a par value of \$25 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of February, 1947.

L. DÉSILETS,

18848

Deputy Attorney General.

La Traverse Rivière-du-Loup-St-Siméon Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 31 mars 1947, changeant le nom de "La Compagnie de Traverse Rivière-du-Loup-Tadoussac Ltée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 4 juin 1931, sous le nom de "La Traverse de Rivière-du-Loup-Tadoussac Ltée", en celui de "La Traverse Rivière-du-Loup-St-Siméon Limitée".

Daté du bureau du Procureur général, le 31 mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18849-o L. DÉSILETS.

L. E. Martel Limitée
L. E. Martel Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 26 février 1947, à la compagnie "L. E. Martel Limitée" — "L. E. Martel Limited", ratifiant son Règlement "F" réduisant son capital de \$49,900 à \$30,400 par la cancellation de 195 actions ordinaires non émises d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 26 février 1947.

L'Assistant-procureur général,
18850-o L. DÉSILETS.

Richmond Development Company, Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-sept mars 1947, à la compagnie "Richmond Development Company, Limited", ratifiant un règlement diminuant le capital de la compagnie de \$49,000 à \$17,700 par l'annulation de 313 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune en remboursant le montant de \$31,300 à ses actionnaires.

Daté du bureau du Procureur général, le 27 mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18851 L. DÉSILETS.

La Traverse Rivière-du-Loup-St-Siméon Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of March, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "La Compagnie de Traverse Rivière-du-Loup-Tadoussac Ltée" incorporated by letters patent under date of June 4, 1930, under the name of "La Traverse de Rivière-du-Loup-Tadoussac Ltée", to that of "La Traverse Rivière-du-Loup-St-Siméon Limitée".

Dated at the office of the Attorney General, March 31, 1947.

L. DÉSILETS,
18849 Deputy Attorney General.

L. E. Martel Limitée
L. E. Martel Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-sixth day of February, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "L. E. Martel Limitée" — "L. E. Martel Limited", ratifying its By-law "F" reducing its capital from \$49,900 to \$30,400 by the cancellation of 195 unissued common shares of a par value of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-sixth day of February, 1947.

L. DÉSILETS,
18850 Deputy Attorney General.

Richmond Development Company, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-seventh day of March, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Richmond Development Company, Limited", ratifying a by-law reducing the capital stock of the company from \$49,000 to \$17,700 by cancelling 313 shares of the par value of \$100 each and reimbursing the amount of \$31,300 to its shareholders.

Dated at the office of the Attorney General, this 27th day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
18851-o Deputy Attorney General.

Avis divers**COMMODORE BOATING AND RACING ASSOCIATION**

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a, le 17 avril 1947, approuvé les règlements de "Commodore Boating and Racing Association", tels qu'adoptés à l'assemblée tenue le 20 mars 1947, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S. R. Q., 1941, chapitre 276), telles que modifiées par 10 George VI, chapitre 20, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 18 avril 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
18854-o JEAN BRUCHÉSI.

Miscellaneous Notices**COMMODORE BOATING AND RACING ASSOCIATION**

Notice is hereby given that upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary, on April 17, 1947, approved the by-laws of "Commodore Boating and Racing Association", as adopted at the meeting held on March 20, 1947, and such in conformity with the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act (R. S. Q., 1941, chapter 276), as amended by 10 George VI, chapter 20, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of April, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,
18854 Under Secretary of the Province.

MONTREAL TRAMWAYS COMPANY

MONTREAL TRAMWAYS COMPANY

Avis d'assemblée générale spéciale d'actionnaires

Notice of Special General Meeting of Shareholders

Avis est par les présentes donné qu'une assemblée générale spéciale des actionnaires de Montreal Tramways Company aura lieu au siège social de la Compagnie, dixième étage, 159 rue Craig ouest, Montréal, mercredi, le septième jour de mai 1947, à 10.30 heures de l'avant-midi pour examiner, et, si jugé opportun, approuver le règlement spécial N° 2 suivant de la Compagnie passé par les directeurs à une assemblée tenue le 14 avril 1947;

Notice is hereby given that a Special General Meeting of the Shareholders of Montreal Tramways Company will be held at the head office of the Company, 10th Floor, 159 Craig Street West, in the City of Montreal, on Wednesday the 7th day of May, 1947, at the hour of 10:30 a.m. for the purpose of considering and, if deemed advisable, of sanctioning Special By-law No. 2 of the Company enacted by the Directors at a meeting held on April 14, 1947, as follows:

Règlement Spécial N° 2

Special By-Law No. 2

Les directeurs pourront, de temps en temps, lorsqu'ils le jugeront à propos

The Directors of the Company may from time to time, when they deem it expedient

a) emprunter des deniers sur le crédit de la compagnie;

a) borrow money upon the credit of the Company;

b) émettre des bons, obligations (debentures) et actions-obligations ou autres valeurs mobilières de la compagnie portant intérêt à un taux n'excédant pas cinq pour cent par année, et les donner en gage ou les vendre pour les prix et sommes jugés convenables;

b) issue bonds, debentures, debenture stock or other securities of the Company bearing interest at a rate not exceeding 5% per annum, and pledge or sell the same for such sums, and at such prices as may be deemed expedient;

c) nonobstant les dispositions du Code civil, hypothéquer, nantir et mettre en gage, céder et transporter les biens mobiliers ou immobiliers présents ou futurs, de la compagnie, y compris les droits à elle conférés par le contrat entre la compagnie et la cité de Montréal mentionné dans la loi 8 George V (Québec) chapitre 84, et les droits qu'elle possède ou possédera en vertu de tous contrats, règlements ou résolutions passés ou qui seront passés en sa faveur par la cité de Montréal ou par toute autre corporation municipale, pour assurer le paiement de tels bons, obligations (debentures), actions-obligations ou autre valeurs; et constituer l'hypothèque, le nantissement et le gage, la cession et le transport ci-dessus mentionnés par acte de fidéicommiss conformément aux dispositions de la section VI de la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations (Statuts refondus, 1941, chapitre 280) et de l'article 19c du Bill N° 173 sanctionné le 28 mars 1947 à la Session de la Législature de la Province de Québec 11 George VI 1947, ou de toute autre manière.

c) notwithstanding the provisions of the Civil Code, hypothecate, mortgage and pledge and cede and transfer the property of the Company, moveable or immovable, present or future, including the rights conferred upon the Company by the Contract between the Company and the City of Montreal mentioned in the Act 8 George V (Quebec), chapter 84, and the rights which it possesses or will possess in virtue of any contracts, by-laws or resolutions passed or which will be passed in its favour by the City of Montreal or by any other municipal corporation, to secure any such bonds, debentures, debenture stock or other securities; and constitute the hypothec, mortgage and pledge and cession and transfer above mentioned by Trust Deed in accordance with the provisions of Division VI of the Special Corporate Powers Act (R.S.Q. 1941, chapter 280) and Section 19c of Bill No. 173 sanctioned on March 28, 1947 at the Session of the legislature of the Province of Quebec 11 Geo. VI 1947, or in any other manner.

Montréal, le 21 avril 1947.

Montreal, April 21st, 1947.

Par ordre du Conseil.

By Order of the Board.

MONTREAL TRAMWAYS COMPANY

MONTREAL TRAMWAYS COMPANY,

Par le Secrétaire,
T. D. ROBERTSON.

By: T. D. ROBERTSON,
Secretary.

18646-16-3-o

18646-16-3-o

IN RE: LES BRASSIÈRES BÉGIN INC.

IN RE: LES BRASSIÈRES BÉGIN INC.

Règlement No 3

By-Law No. 3

Il est statué par le présent règlement No 3 que tout l'actif de la compagnie soit distribué parmi ses actionnaires, en leur versant à chacun d'eux \$33.14 333/500 pour chaque action qu'ils détiennent dans le capital-actions de notre compagnie.

It is enacted by the present By-law No. 3 that all the assets of the company be distributed amongst its shareholders, by paying to each one of them \$33.14, 333/500 per each share in the capital stock of Our company held by them.

Adopté unanimement

Unanimously adopted

Donné à Québec, ce vingt-quatrième jour d'avril 1947.

Given at Quebec, this twenty-fourth day of April, 1947.

(Seau)
18856-o

Le Secrétaire,
MAURICE DÉSÉY.

(Seal)
18856

MAURICE DÉSÉY,
Secretary.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a, le 24 avril 1947, approuvé les règlements de "Lake St. Louis Anglers' Inc." — "Les Pêcheurs Sportifs du Lac

Notice is hereby given that upon recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable Provincial Secretary, has, on April 24, 1947, approved the by-laws of "Lake St. Louis Anglers' Inc." — "Les Pêcheurs Sportifs du Lac

St-Louis Inc.", et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S. R. Q., 1941, chapitre 276), telles que modifiées par 10 George VI, chapitre 20, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 25 avril 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
18855-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a, le 10 avril 1947, approuvé les règlements I à XIII inclusivement de "L'Institut du Rhumatisme" — "Institute of Rheumatism", tels qu'adoptés à une assemblée régulière tenue le 3 février 1947, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S. R. Q., 1941, chapitre 276), telles que modifiées par 10, George VI, chapitre 20, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 12 avril 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
18857-o JEAN BRUCHÉSI.

L'INSTITUT DU RHUMATISME
INSTITUTE OF RHEUMATISM

Extrait des règlements de la corporation ci-dessus mentionnée, tels qu'adoptés à l'assemblée régulière des membres tenue le 3 février 1947, et approuvés par le Secrétaire de la Province le 10 avril 1947, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de trois à cinq:

"VI — Conseil d'Administration — Section 1. — Le Conseil d'Administration ne compose de cinq membres élus à l'assemblée annuelle ou élus, en cas de vacance, tel que ci-après décrété."

Le Président,
18858-o RENÉ DANDURAND.

UNIVERSAL CHEMICALS INC.

Règlement N° XXII

Il a été résolu que la distribution de l'actif de la compagnie soit faite au pro rata entre les actionnaires.

Montréal, 14 décembre 1946.

(Sceau) Le Secrétaire,
18860 FRED A BAKER.

PRÉSIDENT D'ÉLECTION

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, par commission Sous le Grand Sceau, de faire, pour remplir la charge de président d'élection, la nomination suivante:

District électoral Electoral district	Nom, prénoms Name, christian names	Profession ou occupation Profession or calling	Domicile Domicile
Châteauguay.....	Laberge, Emile (1)	Commerçant — Merchant.	Village Châteauguay

(1) En remplacement de monsieur Arthur Laberge, démissionnaire.

Le Président général des élections,
18861-o FRANCIS DROUIN.

St-Louis Inc.", and such, in conformity with the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act (R. S. Q., 1941, chapter 276), as amended by 10 George VI, chapter 20, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-fifth day of April, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,
18855 Under Secretary of the Province.

Notice is given that upon recommendation of the Honourable the Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary has approved, on April 10, 1947, By-laws I to XIII inclusively of "L'Institut du Rhumatisme" — "Institute of Rheumatism", as adopted at a regular meeting held on February 3, 1947, in conformity with the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act (R. S. Q. 1941, chapter 276) as amended by 10 George VI, chapter 20, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, April 12, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,
18857 Under Secretary of the Province.

L'INSTITUT DU RHUMATISME
INSTITUTE OF RHEUMATISM

Excerpt from the By-laws of the above-mentioned corporation, as adopted at the regular meeting of the members, held on February 3, 1947, and approved by the Provincial Secretary, on April 10, 1947, respecting the increase in the number of Directors from three to five:

"VI — Board of Directors — Section 1. — The board of Directors is composed of five members, elected at the annual meeting, or, in case of vacancy, such as hereinafter enacted."

RENÉ DANDURAND,
18858 President.

UNIVERSAL CHEMICALS INC.

By-Law No. XXII

Resolved that distribution of the assets of the Company be made pro rata to the Shareholders.

Montreal, December 14th, 1946.

(Seal) FRED A BAKER,
18860-c Secretary.

RETURNING-OFFICER

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council to appoint, by commission under the Great Seal, to fill the office of returning-officer, the person whose name follows.

(1) In place of Mr. Arthur Laberge, retired.

FRANCIS DROUIN,
18861-o Chief Returning-Officer.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "The Family Cooperative Union", en date du 12 avril 1947, dont le siège social est situé à Montréal, district de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 17 avril 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
18859-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "The Family Cooperative Union" under date the twelfth day of April, 1947, whereof the head office is at Montreal, district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary this seventeenth day of April, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,
18859 Under Secretary of the Province.

Avis est, par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Canadienne Coopérative Consommation", en date du 15 avril 1947, dont le siège social est situé à Wotton, comté de Wolfe, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 23 avril 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
18864-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Canadienne Coopérative Consommation" under date the fifteenth day of April, 1947, whereof the head office is at Wotton, county of Wolfe, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-third day of April, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,
18864 Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association des Barbiers-Coiffeuses des Bois-Francis Incorporé", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 23 avril 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Victoriaville, comté d'Arthabaska.

Le Sous-secrétaire de la Province,
18877-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association des Barbiers-Coiffeuses des Bois-Francis Incorporé" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on April 23, 1947.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Victoriaville, county of Arthabaska.

JEAN BRUCHÉSI,
18877 Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Les Pionniers de Guyenne", en date du 9 avril 1947, dont le siège social est situé à Guyenne, comté d'Abitibi-Ouest, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 30 avril 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
18890-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Les Pionniers de Guyenne" under date the 9th day of April, 1947, whereof the head office is at Guyenne, county of Abitibi-West, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of April, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,
18890 Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat des Commis-Épiciers de Montréal", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 1er mai 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
18891-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat des Commis-Épiciers de Montréal" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on May 1st, 1947.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,
18891 Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Coopératif du Tracteur Notre-Dame-de-la-Doré", en date du 17 février 1947, dont le siège social est situé à Notre-Dame-de-la-Doré, comté de Roberval, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 30 avril 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
18892-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Coopératif du Tracteur Notre-Dame-de-la-Doré" under date the 17th day of February, 1947, whereof the head office is at Notre-Dame-de-la-Doré, county of Roberval, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of April, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,
18892 Under Secretary of the Province.

Action en séparation de biens

Province de Québec, District de Québec, Cour Supérieure, N° 52-283. Dame Thérèse Jobin, épouse de James Barney Lessard, ouvrier de la cité de Québec, Demanderesse, vs James Barney Lessard, ouvrier de la cité de Québec, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été inscrite en cette affaire, ce 23ième jour d'avril 1947.

Québec, le 25 avril 1947.

Les Procureurs de la demanderesse,
POWER, BIENVENUE, LESAGE & TURGEON,
18853-o

Action for separation as to property

Province of Quebec, District of Quebec, In the Superior Court, No. 52-283. Dame Thérèse Jobin, wife of James Barney Lessard, workman of the City of Quebec Plaintiff, vs James Barney Lessard, workman of the City of Quebec, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this matter on the 23rd day of April 1947.

Québec, April 25, 1947.

POWER, BIENVENUE, LESAGE & TURGEON,
18853-o Attorneys for the Plaintiff.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

—
Numéro 615

—
Québec, le 10 avril 1947.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

—
Section "C"

CONCERNANT l'acceptation d'une nouvelle partie contractante à la convention collective de travail relative aux employés de garages dans l'île de Montréal, l'île Jésus et un rayon de dix (10) milles de leurs limites.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), une requête a été présentée au ministre du Travail par l'Association canadienne des Distributeurs d'Essence Inc., à l'effet d'être acceptée comme partie co-contractante à la convention collective de travail relative aux employés de garages dans l'île de Montréal, l'île Jésus et un rayon de dix (10) milles de leurs limites, rendue obligatoire par le décret numéro 148 du 22 janvier 1947;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 1er mars 1947;

ATTENDU QUE le ministère n'a pas jugé à propos de donner suite à une objection qui lui a été présentée au sujet de l'acceptation de cette requête;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE l'Association canadienne des Distributeurs d'Essence Inc., soit acceptée comme partie

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

—
Number 615

—
Québec, April 10, 1947.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

—
Part "C"

CONCERNING the approval of a new contracting party to the collective labour agreement relating to the garage employees in the Island of Montreal, Jesus Island and a radius of ten (10) miles from their limits.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), a request has been submitted to the Minister of Labour by "L'Association canadienne des Distributeurs d'Essence inc." for the purpose of being accepted as co-contracting party to the collective labour agreement relating to the garage employees in the Island of Montreal, Jesus Island and a radius of ten (10) miles from their limits, rendered obligatory by the decree number 148, of January 22, 1947;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of March 1, 1947;

WHEREAS the Department has not deemed advisable to give effect to an objection which has been submitted in respect of the approval of the said request;

IT IS ORDAINED, therefore, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT "L'Association canadienne des Distributeurs d'Essence inc." be accepted as co-con-

co-contractante et soit ajoutée aux parties de première part, dont les noms sont mentionnés dans ledit décret.

(Document "C" annexé à l'arrêté)

18883-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 673

Québec, le 24 avril 1947.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil:

Section "A"

LE COMITÉ PARITAIRE DES BARBIERS-COIFFEURS
DE MONTRÉAL

Amendement du règlement de prélèvement du dit Comité paritaire, approuvé par l'arrêté en conseil N° 3220 du 15 août 1946.

Le paragraphe "b" de l'article 1 (cotisation) est remplacé par le suivant:

b) Les artisans assujettis au décret N° 2162 et amendements doivent également verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% du salaire moyen de \$25.00 par semaine.

(Document "A" annexé à l'arrêté)

18874-o A. MORISSET,
Greffier du conseil exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 673

Québec, le 24 avril 1947.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "B"

CONCERNANT une prolongation du droit de prélèvement du Comité conjoint de l'industrie de la construction de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le droit de prélèvement du Comité conjoint de l'industrie de la construction de Québec, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1326 du 18 avril 1946, soit prolongé jusqu'au 1er août 1947, aux mêmes taux et conditions.

(Document "C" annexé à l'arrêté)

18875-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numero 674

Québec, le 24 avril 1947.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "A"

CONCERNANT une prolongation du décret relatif à l'industrie de la construction dans la région de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

tracting party and be added to the parties of the first part whose names are mentioned in the said decree.

(Document "C" annexed to the Order)

18883-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 673

Quebec, April 24, 1947.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "A"

PARITY COMMITTEE OF BARBERS AND MEN'S
HAIRDRESSERS OF MONTREAL

Amendement of the levy by-law of the said Parity Committee, approved by Order in Council number 3220, of August 15, 1946.

Subsection "b" of section 1 (assessments) is replaced by the following:

b) The artisans governed by the decree number 2162, and amendments, shall also pay to the Parity Committee an amount equivalent to 1/2 of 1% of the average wage of \$25.00 per week.

(Document "A" annexed to the Order)

18874-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 673

Quebec, April 24, 1947.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

Part "B"

CONCERNING an extension of the right to levy of the Joint Committee of the Construction Industry of Québec.

IT IS ORDAINED, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the right to levy of the Joint Committee of the Construction Industry of Québec, authorized by a by-law approved by Order in Council number 1326, of April 18, 1946, be extended until August 1, 1947, with the same rate and conditions.

(Document "B" annexed to the Order)

18875-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 674

Quebec, April 24, 1947.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "A"

CONCERNANT an extension of the decree relating to the construction industry in the district of Québec.

IT IS ORDAINED, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

QUE le décret numéro 1653 du 28 juin 1941 et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans la région de Québec, soit prolongé jusqu'au 1er août 1947.

(Document "A" annexé à l'arrêté)

18876-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 674

Québec le 24 avril 1947.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "C"

CONCERNANT l'abrogation du décret relatif aux débardeurs du port de Sorel.

ATTENDU qu'une convention collective de travail relative aux débardeurs du port de Sorel a été rendue obligatoire par le décret numéro 3167 du 27 août 1940;

ATTENDU qu'une enquête faite par le ministre du Travail a révélé que ledit décret n'a plus son utilité, et que le Comité paritaire chargé de surveiller son application n'est pas en mesure de remplir les obligations et devoirs que la loi lui impose;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE ledit décret numéro 3167 du 27 août 1940, relatif aux débardeurs du port de Sorel, soit abrogé à toutes fins que de droit.

(Document "C" annexé à l'arrêté)

18885-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 674

Québec, le 24 avril 1947.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "B"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux employés de laiteries dans la région de Québec.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'Association des Distributeurs de lait de la province de Québec, section de Québec, et le Syndicat national catholique du Lait de Québec, Inc., ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier le décret numéro 1017, du 16 juin 1938, et amendements, relatif aux employés de laiteries des cités de Québec et de Lévis et un rayon de dix (10) milles de leurs limites;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 8 mars 1947;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1017, soit modifié de la façon suivante:

THAT the decree number 1653, of June 28, 1941, and amendments, relating to the construction industry in the district of Québec, be extended until August 1, 1947.

(Document "A" annexed to the Order)

18876-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 674

Quebec, April 24, 1947.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "C"

CONCERNING the abrogation of the decree relating to the longshoremen of the harbour of Sorel.

WHEREAS a collective labour agreement respecting the longshoremen of the Harbour of Sorel has been rendered obligatory by the decree number 3167, of August 27, 1940;

WHEREAS an investigation made by the Department of Labour has revealed that the said decree is no more of any use and that the Parity Committee entrusted with its administration is unable to carry out the obligations and duties laid upon it by the Act;

IT IS ORDAINED, therefore, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 3167 of August 27, 1940, relating to the longshoremen of the Harbour of Sorel, be repealed for all the purposes of the law.

(Document "C" annexed to the Order)

18885-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 674

Quebec, April 24, 1947.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "B"

CONCERNING amendments of the decree relating to the dairy employees of the district of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), "L'Association des Distributeurs de Lait de la Province de Québec, section de Québec" and "Le Syndicat national catholique du Lait de Québec, inc." have submitted to the Minister of Labour a request to amend the decree number 1017, of June 16, 1938, and amendments, relating to the dairy employees of the cities of Québec and Lévis and a radius of ten (10) miles from its limits;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of March 8, 1947;

WHEREAS no objection has been made against its approval;

IT IS ORDAINED, therefore, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 1017, be amended as follows:

1° "L'Association des Distributeurs de Lait de la province de Québec, section de Québec", est acceptée comme partie contractante et est substituée à ce titre, aux employeurs dont les noms sont mentionnés dans le décret comme parties de première part.

2° Le premier alinéa du sous-paragraphe "4", paragraphe "g" de l'article I, est remplacé par le suivant:

"Catégorie "A": désigne toute personne en charge de la réception de produits laitiers, de la pasteurisation et de l'homogénéisation dans une fabrique, en charge d'écurie, ou tout mécanicien, mécanicien de machines fixes, chauffeur de bouilloires, charron, peintre et sellier."

3° L'article IV est remplacé par le suivant:
"IV. Salaires minima: Tout salarié, quel que soit le mode de rémunération, ne doit pas recevoir un salaire inférieur à celui mentionné ci-après:

	<i>par semaine</i>
Contremaître	\$35.00
Essayeur et contremaître	35.00
Essayeur non contremaître	28.00
Préposé à la fabrication	27.00
Hommes de service:	
Catégorie "A"	27.00
Catégorie "B"	23.00
Catégorie "C":	<i>l'heure</i>
Six premiers mois	\$ 0.25
Après six mois	0.32
(pas moins de \$1.00 pour chaque réquisition au travail)	

	<i>par semaine</i>
Expéditeur	\$28.00
Vendeur sur la livraison du lait, travaillant régulièrement, que la durée hebdomadaire de travail soit de 62 heures ou moins, \$19.00 par semaine de salaire de base plus 3% de commission sur toute vente à l'exception du beurre. La commission sur le beurre doit être de ¼ de cent la livre. Le salaire minimum hebdomadaire doit être de	\$22.40

	<i>par semaine</i>
Vendeur de crème glacée	\$25.00
Livreur	25.00
Aide	15.00
	<i>l'heure</i>
Surnuméraire	\$0.40

Il ne doit être fait aucune diminution du salaire d'un salarié pour les jours de fêtes religieuses d'obligation non ouvrables.

Quand, dans une semaine donnée, le nombre d'heures de travail requis d'un salarié, autre que le surnuméraire, est inférieur à la semaine normale de travail, il ne doit être fait aucune réduction au salaire prévu dans le présent article, à moins que la diminution des heures de travail ne soit occasionnée par des circonstances indépendantes de la volonté de l'employeur."

4° Le deuxième alinéa de l'article VI est remplacé par le suivant:

"Tout travail supplémentaire doit être rémunéré au taux de salaire et demi. Toutefois, le vendeur qui, après ses heures régulières de travail remplit les fonctions d'un autre salarié doit recevoir en plus de son salaire une rémunération égale au salaire fixé pour celui dont il remplit les fonctions."

5° L'article VIII est remplacé par le suivant:
"VIII. Gîte et couvert: Tout employeur qui fournit le gîte et le couvert ou l'un des deux à son salarié, sans aucune obligation cependant de la part de ce dernier de les accepter, peut déduire du salaire de ce salarié deux dollars (\$2.00) par semaine par pièce pour le gîte et \$0.40 par repas."

6° L'article XI est remplacé par le suivant:

1. "L'Association des Distributeurs de Lait de la Province de Québec, section de Québec" is accepted as contracting party and substituted for the employers whose names are mentioned in the decree, as parties of the first part.

2. The first sub-paragraph of paragraph "4", subsection "g" of section I, is replaced by the following:

"Category A: Means any person in charge of the reception of milk products, of the Pasteurization and of the homogenization in a milk works, of a stable, or any mechanic, stationary engine-man, fireman, wheelwright, painter and harness-maker.

3. Section IV is replaced by the following:
"IV. Minimum wages: Every employee, irrespective of the mode of remuneration, shall not receive less than the following rates:

	<i>per week</i>
Foreman	\$35.00
Tester and foreman	35.00
Tester only (not foreman)	28.00
Production worker	27.00
Service man:	
Category "A"	27.00
Category "B"	23.00
Category "C":	<i>per hour</i>
1st six months	\$0.25
after six months	0.32
(Not less than \$1.00 for each call to work)	

	<i>per week</i>
Shipper	\$28.00
Seller on milk delivery, working regularly, whether the weekly duration of work consists of 62 hours or less, \$19.00 per week as basic wages, plus 3% on all sales excepting commissions on butter sales which shall be ¼ cent per pound. The minimum weekly wages shall be	\$22.40

	<i>per week</i>
Ice cream seller	\$25.00
Deliverer	25.00
Helper	15.00
	<i>per hour</i>
Occasional employee	\$0.40

No reduction shall be made on the wages of an employee because of the days kept as religious holidays.

When, in a given week, the number of hours worked by an employee which is not an occasional hand is less than that of the standard work week, there shall be no reduction of the wages provided in the present section unless the decrease in the number of hours be caused by circumstances beyond the employer's control."

4. The second paragraph of section VI is replaced by the following:

"Overtime work shall be paid for at the rate of time and one half. However, the seller who after his regular hours of work, does the work of another employee shall receive, in excess of his wages, a remuneration equal to the wage fixed for the employee whose work he is doing."

5. Section VIII is replaced by the following:
"VIII. Room and board: Every employer who furnishes room and/or board to his employee, the latter being not compelled however to accept same, may deduct from the said employee's wages \$2.00 per week, per room, for lodging and \$0.40 per meal."

6. Section XI is replaced by the following:

"XI. S'il en rend le port obligatoire, l'employeur doit fournir l'uniforme au salarié sans charge, sauf s'il y a eu entente à ce contraire avec les salariés."

(Document "B" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,
18884-o Greffier du Conseil Exécutif.

"XI. Should the wearing of a uniform be required by the employer, he shall supply same without cost to the employees except when an agreement to the contrary has been entered into with the latter."

(Document "B" annexed to the Order).

A. MORISSET,
18884-o Clerk of the Executive Council.

Charte — Abandon de

Québec, province de Québec, district de Montréal

DEMANDE D'ABANDON DE CHARTE

En vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie Edlington's Limited donne, par les présentes, avis qu'elle s'adressera au Procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte à compter d'une date qui sera fixée par l'Honorable Procureur général.

Daté à Montréal, le 14 avril 1947.

Le Président,
18865 CHARLES EDLINGTON.

Charter — Surrender of

Quebec, province of Quebec, district of Montreal

APPLICATION FOR SURRENDER OF CHARTER

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, Edlington's Limited hereby gives notice that it will make application to the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce of the Province of Quebec for leave to surrender its Charter on and from a date to be fixed by the Honourable Attorney General.

Dated at Montreal this 14th. day of April 1947.

CHARLES EDLINGTON,
18865-o President.

Département des Affaires municipales

Le soussigné donne avis que tel que demandé par une résolution du 8 avril 1947 du conseil de village de Roxton Falls, comté de Shefford, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a autorisé, en date du 28 avril 1947, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de ladite corporation, sauf celle requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se fassent, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en conformité de l'article 131 du Code municipal. (10 Geo. VI, ch. 55, s.2.).

Québec, le 28 avril 1947.

Le Ministre des Affaires municipales,
18868-o BONA DUSSAULT.

Department of Municipal Affairs

The underigned gives notice that, as requested by a resolution of April 8, 1947, of the council of the village of Roxton Falls, county of Shefford, and in conformity with the provisions of article 130 of the Municipal Code, he has, under date of April 28, 1947, authorized that all publication of public notices, by-laws, resolutions or orders of the said corporation, save those required in the *Quebec Official Gazette*, be made, in future, in the French language only.

The present notice is published in conformity with article 131 of the Municipal Code (10 Geo. VI, ch. 55, s. 2).

Québec, April 28, 1947.:

BONA DUSSAULT,
18868 Minister of Municipal Affairs.

Département de l'Agriculture

Avis est, par les présentes, donné que le cercle agricole de la paroisse de St-Damase, le cercle agricole de la paroisse de St-Léon le Grand, le cercle agricole de la paroisse de St-Raphaël d'Alberville, tous trois dans le comté de Matapédia, ayant négligé, pendant deux ans, de se conformer aux exigences de la loi des cercles agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118), le ministre de l'Agriculture les déclare dissous, conformément à l'article 44 de ladite Loi.

Québec, ce 28 avril 1947.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,
18878-o JULES SIMARD.

Department of Agriculture

Notice is hereby given that the Farmers' Club of the parish of St-Damase, the Farmers' Club of the parish of St-Léon le Grand, the Farmers' Club of the parish of St-Raphaël d'Alberville, all three in the county of Matapédia, having neglected for two years to comply with the requirements of the Farmers' Clubs Act (R.S.Q. 1941, chap. 118) the Minister of Agriculture declares them dissolved, in conformity with section 44 of the said Act.

Québec, April 28, 1947.

JULES SIMARD,
18878 Deputy Minister of Agriculture.

Département de l'Instruction publique

N° 280-47.

Québec, le 21 avril 1947.

Demande est faite d'annexer la municipalité scolaire de Barachois, pour les protestants seule-

Department of Education

No. 280-47.

Québec, April 21, 1947.

Application is made to annex the school municipality of Barachois, for Protestants only, to

ment, à la municipalité scolaire protestante de Belle-Anse, dans le comté de Gaspé-Sud.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
18765-17-2-o J.-P. LABARRE.

N° 264-47.

Québec, le 21 avril 1947.

Demande est faite que le territoire des municipalités scolaires de Gaspé-Baie-Nord, de Fontenelle et de Roseville soient unies en vue de former une municipalité scolaire distincte — pour les protestants seulement — sous le nom de "la municipalité scolaire protestante de Gaspé-Baie-Nord. Le territoire que cette municipalité aura comprendra le suivant:

"Les lots 1 à 59 inclusivement du rang I Sud du canton de Sydenham; les lots 1 à 3 inclusivement du rang II Sud du canton de Sydenham; les lots 7 à 57 inclusivement du rang I du canton de Gaspé-Baie-Nord; les lots 9 à 46 inclusivement du rang II du canton Gaspé-Baie-Nord; les lots 1 à 15 inclusivement du rang Est du chemin du canton de Gaspé Baie-Nord; les lots 1 à 18 inclusivement du rang Ouest du chemin du canton Gaspé-Baie-Nord; les lots 1 à 10 inclusivement du rang B du canton Gaspé-B.-Nord; les lots 1 à 9 inclusivement du rang A du canton Gaspé-Baie-Nord".

Le Surintendant de l'Instruction publique,
18766-17-2-o J.-P. LABARRE.

N° 1126-41

Québec, le 28 avril 1947.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil par arrêté ministériel en date du 24 avril 1947, d'annexer à la municipalité scolaire d'Aguanish, comté de Saguenay, tout le territoire de l'Île à Michon, dans le même comté.

Cet arrêté ministériel prendra effet le premier juillet 1947.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
18869-o J. P. LABARRE.

N° 656-41

Québec, le 28 avril 1947.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil par arrêté ministériel en date du 24 avril 1947, d'annexer à la municipalité scolaire de Dubuisson, comté de l'Abitibi-Est, le territoire ci-dessous décrit, qui n'est pas encore organisé, savoir:

"Les lots 1 à 30 inclusivement du rang 7 du canton de Dubuisson, ainsi que le territoire du canton de Fournière, situé au Sud de la Petite Rivière Picher et à l'Est du Lac Fournière."

Cet arrêté ministériel prendra effet le premier juillet 1947.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
18870-o J. P. LABARRE,

N° 319-47

Québec, le 28 avril 1947.

Demande est faite d'annexer la municipalité scolaire de Barachois, dans le comté de Gaspé-Sud, à celle de St-Pierre-de-Malbaie, même comté, et d'ériger leur territoire en municipalité scolaire distincte pour les catholiques seulement — sous le nom de "la municipalité scolaire catholique de Barachois, dans le comté de Gaspé-Sud.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
18871-18-2-o J. P. LABARRE.

the Protestant school municipality of Belle-Anse in the county of Gaspé-South.

J.-P. LABARRE,
18765-17-2 Superintendent of Education.

No. 264-47.

Quebec, April 21, 1947.

Application is made to unite the territory of the school municipalities of Gaspé-Bay-North, Fontenelle and Roseville, with a view to forming one separate school municipality — for Protestants only — under the name of "the Protestant school municipality of Gaspé Bay-North". The territory of the said municipality being as follows "Lots 1 to 59 inclusively of range I South of the township Sydenham; lots 1 to 3 inclusively of range II South of the township Sydenham; lots 7 to 57 inclusively of range I of the township of Gaspé Bay-North; lots 9 to 46 inclusively of range II of the township of Gaspé Bay-North; lots 1 to 15 inclusively of the range East of the road of the township of Gaspé Bay-North; lots 1 to 18 inclusively of the range West of the road of the township of Gaspé Bay-North; lots 1 to 10 inclusively of range B of the township of Gaspé Bay-North; lots 1 to 9 inclusively of range A of the township of Gaspé Bay-North".

J.-P. LABARRE,
18766-17-2 Superintendent of Education.

No. 1126-41

Quebec, April 28, 1947.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated April 24, 1947, to annex to the school municipality of Aguanish, county of Saguenay, the whole of the territory of l'Île à Michon, in the same county.

Such Order in Council to take effect on the first of July, 1947.

J. P. LABARRE,
18869 Superintendent of Education.

No. 656-41

Quebec, April 28, 1947.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated April 24, 1947, to annex to the school municipality of Dubuisson, county of Abitibi-East, the territory hereinunder described, which is not yet organized, to wit:

"Lots 1 to 30 inclusively of range 7 of the township of Dubuisson, and also the territory of the township of Fournière, situate on the South of the "Petite Rivière Picher" and East of "Lac Fournière"

Such Order in Council to take effect on the first of July, 1947.

J. P. LABARRE,
18870 Superintendent of Education.

No. 319-47

Québec, April 28, 1947.

Application is made to annex the school municipality of Barachois, in the county of Gaspé-South, to that of St-Pierre-de-Malbaie, same county, and to erect the territory thereof into a separate school municipality — for Catholics only — under the name of "The Catholic School Municipality of Barachois" in the county of Gaspé-South.

J. P. LABARRE,
18871-18-2 Superintendent of Education.

N° 276-47

Québec, 28 avril 1947.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de "Champneuf", dans le comté de l'Abitibi-Est, le territoire ci-dessous décrit, savoir:

Les lots 54 à 62 inclusivement des rangs I et II du Canton de Lamorandière et les lots 1 à 6 inclusivement des rangs III et IV du Canton Rochebeaucourt qui seront détachés de la municipalité scolaire de Lamorandière; les lots 7 à 24 inclusivement des rangs III et IV du canton de Rochebeaucourt qui seront détachés de la municipalité scolaire de Saint-Antoine-de-Padoue. Les lots suivants, tous inclusivement, qui ne sont pas encore organisés au point de vue scolaire: 25 à 62 des rangs III et IV du canton Rochebeaucourt, 1 à 62 des rangs I et II du même canton, les lots 1 à 62 des rangs IX et X du canton Carpentier.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
18872-18-2-o

J. P. LABARRE.

N° 1146-41

Québec, le 28 avril 1947.

Demande est faite d'annexer la commission scolaire de Pointe-aux-Anglais, dans le comté de Saguenay, à celle de St-Patrice-de-la-Rivière Pentecôte, dans le même comté, qui comprend les cantons Cannon et Fitzpatrick, et d'ériger ce territoire en municipalité scolaire distincte sous le nom de "La Rivière, Pentecôte", même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
18873-18-2-o

J. P. LABARRE.

N° 104-47

Québec, le 30 avril 1947.

Demande est faite de détacher des municipalités scolaires de: Saint-Wilfrid de Barnston, Ste-Élisabeth, Ste-Catherine-de-Hatley, de Sacré-Cœur-de-Jésus, paroisse, du Canton de Magog, dans le comté de Stanstead, le territoire de la paroisse de St-Barthélémy, tel qu'érigé par décret canonique, comme ci-dessous décrit, et de l'ériger en municipalité scolaire, pour les catholiques seulement, sous le nom de "la municipalité scolaire catholique d'Ayers Cliff", dans le comté de Stanstead, savoir:

1. Une ligne partant d'un point sur la rive est du Lac Massawipi, vis-à-vis la ligne séparant les lots 8 et 9 des rangs III et IV du Canton de Hatley;

2. De là, vers le sud entre les rangs IV et V dudit canton jusqu'au canton de Barnston;

3. De là, vers l'ouest, entre les cantons de Hatley et de Barnston, jusqu'au canton de Stanstead;

4. De là, vers le sud, entre les cantons de Barnston et de Stanstead, jusqu'au lot 15 du rang XIV du canton de Stanstead;

5. De là, vers l'ouest, entre les lots 15 et 16 du rang XIV jusqu'au rang XIII du canton de Stanstead;

6. De là, vers le nord entre les rangs XIII et XIV jusqu'au lot 18;

7. De là, entre les lots 17 et 18 des rangs XIII, XII, XI et X jusqu'à la rivière Tomifobia;

8. De là, vers le nord, par la rivière Tomifobia, jusqu'au lot 20 du rang X;

9. De là, entre les lots 20 et 19 jusqu'à la ligne qui sépare le village de Boynton de la campagne et qui passe entre les nos 782, 799, 796 et autre, par le milieu du rang X jusqu'au lot 22;

No. 276-47

Quebec, April 28, 1947.

Application is made to erect into a separate school municipality under the name of "Champneuf", in the county of Abitibi-East, the territory hereinunder described, to wit:

Lots 54 to 62 inclusively of ranges I and II of the township of Lamorandière, and lots 1 to 6 inclusively of ranges III and IV of the township of Rochebeaucourt, which shall be detached from the school municipality of Lamorandière; lots 7 to 24 inclusively of ranges III and IV of the township of Rochebeaucourt, which shall be detached from the school municipality of Saint-Antoine-de-Padoue. The following lots, all inclusively, which are not yet organized as to schools: 25 to 62 of ranges III and IV of the township of Rochebeaucourt, 1 to 62 of ranges I and II of the same township, lots 1 to 62 of ranges IX and X of the township of Carpentier.

18872-18-2

J. P. LABARRE,
Superintendent of Education.

No. 1146-41

Quebec, April 28, 1947.

Application is made to annex the school commission of "Pointe-aux-Anglais", in the county of Saguenay, to that of St-Patrice-de-la-Rivière Pentecôte, in the same county, which comprises the townships Cannon and Fitzpatrick, and to erect said territory into a separate school municipality, under the name of "La Rivière-Pentecôte" same county.

18873-18-2

J. P. LABARRE,
Superintendent of Education.

No. 104-47.

Quebec, April 30, 1947.

Application is made to detach from the school municipalities of: Saint-Wilfrid de Barnston, St-Élisabeth, Ste-Catherine-de-Hatley, of Sacré-Cœur-de-Jésus, parish, of the township of Magog, in the county of Stanstead, the territory of the parish of St-Barthélémy, as erected by canonical decree, as thereinafter described, and to erect it into a school municipality, for Catholics only, under the name of "the Catholic school municipality of Ayers Cliff", in the county of Stanstead, to wit:

1. A line starting from a point on the east shore of Lake Massawipi, opposite the line separating lots 8 and 9 of ranges III and IV of the township Hatley;

2. Thence, southward between ranges IV and V of the said township as far as the township of Barnston;

3. Thence, westward, between the townships of Hatley and Barnston, as far as the township of Stanstead;

4. Thence, southward, between the townships of Barnston and Stanstead, as far as lot 15 of range XIV of the township Stanstead;

5. Thence, westward, between lots 15 and 16 of range XIV as far as range XIII of the township Stanstead;

6. Thence, north ward, between ranges XIII and XIV as far as lot 18;

7. Thence, between lots 17 and 18 of ranges XIII, XII, XI and X as far as the Tomifobia river;

8. Thence, northward, by the Tomifobia river, as far as lot 20 of range X;

9. Thence, between lots 20 and 19 as far as the line which separates the village of Boynton from the open country and which passes between Nos 782, 799, 796 and others, through the middle of range X as far as lot 22;

10. De là, vers l'ouest, entre les lots 22 et 21 jusqu'au rang IX;

11. De là, vers le nord, entre les rangs IX et X jusqu'au canton de Hatley ou de Magog;

12. De là, vers l'ouest, entre les cantons de Stanstead et de Hatley et de Magog, jusqu'au rang XII de Magog;

13. De là, vers le nord, entre les rangs XI et XII du canton de Magog jusqu'au lot 12;

14. De là, vers l'est, entre les lots 11 et 12 des rangs XI du canton de Magog, X et IX du canton de Hatley, jusqu'au N° 1329 du lot 11 du susdit rang X;

15. De là, vers le sud, entre les nos 1330 et 1329 du lot 11 jusqu'au lot 10 du rang IX;

16. De là vers l'est, entre les lots 11 et 10 du rang IX jusqu'au lot 9;

17. De là, vers le sud, entre les rangs XIII et IX jusqu'au lot 9;

18. De là, entre les lots 9 et 10 des rangs VIII et VII ainsi que VI, jusqu'au Lac Massawipi;

19. De là, par le Lac Massawipi en ligne directe au point de départ.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
18882-18-2-o J.-P. LABARRE.

10. Thence, westward, between lots 22 and 21 as far as range IX;

11. Thence, northward, between ranges IX and X as far as the township of Hatley or Magog;

12. Thence, westward, between the townships of Stanstead and Hatley and Magog, as far as range XII of Magog;

13. Thence, northward, between ranges XI and XII of the township of Magog as far as lot 12;

14. Thence, eastward, between lots 11 and 12 of ranges XI of the township of Magog, X and XI of the township of Hatley, as far as No. 1329 of lot 11 of the said range X;

15. Thence, southward, between lots 1330 and 1329 of lot 11 as far as lot 10 of range IX;

16. Thence, eastward, between lots 11 and 10 of range IX as far as lot 9;

17. Thence, southward, between ranges XIII and IX as far as lot 9;

18. Thence, between lots 9 and 10 of ranges VIII and VII as well as VI, as far as Lake Massawipi;

19. Thence, by Lake Massawipi in a straight line to the starting point.

J.-P. LABARRE,
18882-18-2 Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Anne, division d'enregistrement de Montréal, (Maintenant partie du village de Senneville).

Avis est, par la présente, donné que les lots 14-2 à 14-38 sont annulés conformément aux dispositions de l'article 2174A du Code civil. Québec, le 24 avril 1947.

Departement des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-Ministre,
18866-o AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official cadastre of the parish of Ste. Ann, Registration division of Montreal, (Now part of the village of Senneville).

Notice is hereby given that lots 14-2 to 14-38 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, April the 24th, 1947.
Department of Lands and Forests,
Cadastral Service,
18866-o AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

Département du Travail

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), qu'une requête lui a été présentée par "Atlantic Paper Box Co. Ltd", 5669 DeNormanville, Montréal, à l'effet d'être acceptée comme partie co-contratante à la convention collective de travail relative à l'industrie de la fabrication des boîtes de carton dans la province, rendue obligatoire par le décret numéro 2202 du 8 juin 1945 et amendements.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre l'approbation de ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY,
Ministère du Travail,
18879-o Québec, le 3 mai 1947.

Department of Labour

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), he has received a request from "Atlantic Paper Box Co. Ltd", 5669 DeNormanville, Montreal, who desires to be accepted as co-contracting party to the collective labour agreement relating to the manufacturing of paper boxes in the Province, rendered obligatory by Decree No. 2202 of the 8th of June 1945 and amendments.

During the thirty days following the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour shall receive objections which may be made by the interested parties against the approval of the present request

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.
Department of Labour,
18879-o Québec, May 3rd, 1947.

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire du Commerce de l'Alimentation en gros de Québec, établi en exécution du décret numéro 2347, du 27 juin 1944, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 672, du 24 avril 1947, section "C" du 10 mai 1946, le tout conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des salariés et des artisans régis par ledit décret suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er mai 1947 au 1er mai 1948; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné.

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 2347 doivent payer au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{4}$ de 1% des salaires, bonis ou allocations payés à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les salariés régis par ledit décret doivent payer au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{4}$ de 1% de leurs salaires, bonis ou allocations.

c) Les artisans régis par ledit décret doivent payer au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{4}$ de 1% du salaire établi pour le salarié le moins rémunéré, suivant leur emploi, tel que stipulé dans le décret numéro 2347.

2. *Mode de perception*

Les cotisations sont payables mensuellement entre le 1er et le 10 de chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes dues au Comité paritaire, à titre de prélèvement.

A chaque mois, l'employeur professionnel doit fournir au Comité paritaire un rapport détaillé indiquant sur les formules mises à sa disposition par le dit Comité paritaire, les noms, prénoms et adresses de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, le nombre d'heures de travail régulières et supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé.

Ce rapport dûment signé par l'employeur professionnel doit être accompagné des cotisations payables au Comité paritaire par ledit employeur professionnel et par ses salariés; toutes ces sommes doivent être payées en deniers ayant cours légal dans la province.

Le Comité paritaire a le droit d'exiger l'assèmentation des rapports mensuels des employeurs professionnels chaque fois qu'il le juge à propos.

3. *Rapport financier*

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 30 juin, 30 septembre et 31 décembre 1947 et 31 mars 1948.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité paritaire du Commerce de l'Alimentation en gros de Québec, pour la période comprise entre le 1er mai 1947 et le 1er mai 1948.

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Quebec Wholesale Food Trade Parity Committee, formed under decree number 2347, of June 27, 1944, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 672, of April 24, 1947, part "C", to levy assessments upon the professional employers, the employees and the artisans governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of levy extends from May 1, 1947 to May 1, 1948; such levy is applied as follows:

a) The professional employers governed by the decree number 2347 shall pay to the parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{4}$ of 1% of the wages, bonuses or allocations paid to their employees governed by the said decree.

b) The employees governed by the said decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{4}$ of 1% of their wages, bonuses or allocations.

c) The artisans governed by the said decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{4}$ of 1% of the lowest wage rate established for the employees of their trade or occupation, as stipulated in the decree number 2347.

2. *Mode of collection*

The assessments are payable, every month between the 1st and the 10th day of the month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of every one of his employees, the sums owed to the Parity Committee, in assessments.

Every month, the professional employer shall send to the Parity Committee a complete report indicating, on the forms supplied by the said Committee, the name in full and address of each one of his employees, their competency or classification, the number of regular and overtime hours worked each week, the nature of such work and the wages paid.

Such report, duly signed by the professional employer, shall be accompanied by the assessments payable to the Parity Committee by the said professional employer and by his employees. All such sums shall be paid with money that is current in this Province.

The Parity Committee has the right to exact sworn monthly reports from the professional employers when deemed advisable.

3. *Financial report*

According to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial activities on the following dates: June 30, September 30, and December 31, 1947, and March 31, 1948.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Quebec Wholesale Food Trade Parity Committee for the period between May 1, 1947, and May 1, 1948.

COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE
L'ALIMENTATION EN GROS DE QUÉBEC

THE QUEBEC WHOLESALE FOOD TRADE
PARITY COMMITTEE

État des recettes et des dépenses probables pour
la période comprise entre le 1er mai 1947 et le
1er mai 1948.

Estimate of the receipts and disbursements for
the period between May 1, 1947, to May 1,
1948.

Recettes:

Cotisations (¼ de 1%):	
employeurs professionnels	\$4,400.00
salariés	4,400.00
	\$8,800.00

Receipts:

Assessments (¼ of 1%):	
professional employers	\$4,400.00
employees	4,400.00
	\$8,800.00

Dépenses:

Salaires:	
Inspecteurs	3,640.00
Secrétariat	2,500.00
Ameublement	150.00
Papeterie	130.00
Loyer	360.00
Timbres et téléphone	150.00
Assurance garantie	10.00
Frais d'enquête	200.00
Frais de vérification	60.00
Frais légaux	900.00
Jetons de présence	600.00
Divers	100.00
	\$8,800.00

Expenses:

Salaries:	
Inspectors	\$3,640.00
Secretary's office	2,500.00
Furniture	150.00
Stationery	130.00
Rent	360.00
Stamps and telephone	150.00
Fidelity-bond	10.00
Expenses re: Investigation	200.00
Expenses re: Audition	60.00
Meeting expenses	600.00
Legal fees	900.00
Miscellaneous	100.00
	\$8,800.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Ministère du Travail,
Québec, le 3 mai 1947. 18893-o

Department of Labour,
Quebec, May 3, 1947. 18893-o

AVIS DE PRÉLEVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité paritaire des Épiciers et Bouchers de Joliette, établi en exécution du décret numéro 1336, du 18 avril 1946, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 673, du 24 avril 1947, section "D", à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant le mode et le taux ci-après:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that, pursuant to the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), the "Comité paritaire des Épiciers et Bouchers de Joliette", established under decree number 1336 of April 18th, 1946, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 673, of April 24, 1947, part "D", to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the following conditions and rate:

1. Cotisation

1. Assessments

La période de cotisation s'étend du 27 avril 1947 au 27 avril 1948; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

The period of levy extends from April 27, 1947, to April 27, 1948; it shall be applied as follows:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 1336 doivent payer au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de la liste des salaires, bonis, allocations et commissions qu'ils versent à leurs salariés assujettis audit décret.

a) The professional employers governed by the decree number 1336 shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the payroll, bonuses, allowances and commissions paid to their employees governed by the said decree.

b) Les épiciers et bouchers travaillant seuls (artisans) régis par le décret numéro 1336 sont tenus de verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leurs revenus, basés sur le montant de \$25.00 par semaine (salaire minimum fixé par le décret).

b) The grocers and butchers working alone (artisans) governed by the decree number 1336 shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their receipts, based on the amount of \$25.00 per week (minimum wages fixed by the decree).

c) Les salariés assujettis au décret numéro 1336 sont tenus de verser au Comité paritaire une cotisation équivalente à ½ de 1% de leurs salaires, commissions, bonis ou allocations.

c) The employees governed by the decree number 1336 shall pay to the Parity Committee an assessment equivalent to ½ of 1% of their wages, commissions, bonuses or allowances.

2. Mode de perception

2. Mode of collection

Les employeurs professionnels, de même que les artisans, doivent faire parvenir leurs cotisations mensuellement au bureau du Comité paritaire.

The professional employers and the artisans, shall forward their assessments, every month to the office of the Parity Committee.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même la rémunération de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les faire parvenir mensuellement lui-même audit Comité, en même temps que sa propre cotisation.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit transmettre un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 30 juin, 30 septembre et 31 décembre 1947 et 31 mars 1948.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité paritaire des Épiceries et Bouchers de Joliette, pour la période comprise entre le 27 avril 1947 et le 27 avril 1948.

LE COMITÉ PARITAIRE DES ÉPICERIES ET BOUCHERS DE JOLIETTE

Estimé des recettes et des déboursés prévus pour la période comprise entre le 27 avril 1947 et le 27 avril 1948.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%):	
Employeurs professionnels	\$286.00
Salariés	286.00
Artisans	78.00
	\$650.00
<i>Déboursés:</i>	
Salaires de l'inspecteur	\$260.00
Frais de voyages de l'inspecteur	100.00
Frais de déplacement des membres du Comité	70.00
Frais de bureau	100.00
Frais de vérification	20.00
Frais judiciaires	100.00
	\$650.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 3 mai 1947. 18887-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité conjoint du commerce des taverniers de Québec, établi en exécution du décret numéro 695, du 7 mai 1938, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 672, du 24 avril 1947, section "A", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er mai 1947 au 1er mai 1948; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 695, du 7 mai 1938, et amende-

The professional employer shall collect at the end of each week, from the remuneration of every one of his employees, the amounts owed to the Parity Committee, and forward them himself, every month, to the said committee, together with his own assessments.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, he will be given a five days' notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial activities to the Minister of Labour on the following dates: June 30, September 30, and December 31, 1947, March 31, 1948.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the "Comité paritaire des Épiceries et Bouchers de Joliette", for the period between April 27th, 1947, and April 27th, 1948.

COMITÉ PARITAIRE DES ÉPICERIES ET BOUCHERS DE JOLIETTE

Estimate of the receipts and disbursements for the period between April 27, 1947, and April 27, 1948.

<i>Receipts:</i>	
Assessments: ($\frac{1}{2}$ of 1%):	
Professional employers	\$286.00
Employees	286.00
Artisans	78.00
	\$650.00
<i>Disbursements:</i>	
Salary of the Inspector	\$260.00
Travelling expenses of the Inspector ..	100.00
Travelling expenses of the Committee's members	70.00
Office expenses	100.00
Audition	20.00
Legal fees	100.00
	\$650.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 3, 1947. 18887-0

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Tavern Keepers of Quebec, formed under decree number 695, of May 7, 1938, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 672, of April 24, 1947, part "A", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extend from May 1st, 1947, to May 1st, 1948; it is laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree No. 695, of May 7, 1938, and amend-

ments, doivent verser au comité paritaire, une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de la liste des salaires, bonis et allocations qu'ils versent à leurs salariés régis par ledit décret.

b) Les salariés régis par ledit décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires, bonis et allocations.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à leur emploi, sa qualification, le nombre d'heures de travail régulières et supplémentaires affectuées par lui chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient dûment remplis, signés et transmis au comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au comité paritaire et les transmettre audit comité mensuellement, en même temps que sa propre cotisation.

Le rapport mensuel de l'employeur professionnel, accompagné des cotisations du mois courant, doit être transmis au comité paritaire pas plus tard que le 10 du mois suivant; conséquemment, le rapport du mois de mai doit être transmis pour le 10 juin et ainsi de suite de mois en mois.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 30 juin, 30 septembre, 31 décembre 1947 et 31 mars 1948.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité conjoint au commerce des taverniers de Québec, pour les douze mois commençant le 1er mai 1947.

Estimé des recettes et des déboursés du comité conjoint du commerce des taverniers de Québec prévus pour les douze mois commençant le 1er mai 1947.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%):	
Employeurs professionnels	\$ 900.00
Salariés	900.00
	<hr/>
	\$1,800.00
<i>Déboursés:</i>	
Salaire du secrétaire-inspecteur	\$1,200.00
Salaire du sténographe	208.00
Frais légaux	75.00
Vérification des livres	55.00
Administration (loyer du bureau, téléphone, dépenses de voyage, ameublement, papeterie, etc.)	262.00
	<hr/>
	\$1,800.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY,
Ministère du Travail,
Québec, ce 3 mai 1947. 18886-o

ments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the regular wages and the bonuses and allocations paid to their employees governed by the said decree.

b) The employees governed by the said decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages, bonuses and allocations.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms on which the following shall be indicated: the name in full and address of every employee in their employ, his qualification, the number of regular and overtime hours worked each week, the nature of such work and the wages paid.

The professional employer shall see that these reports be filled out, signed and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the sums owed to the Parity Committee and send same to the said Committee, every month, together with his own assessments.

The monthly report of the professional employer, together with the assessments for the current month, shall be sent to the Parity Committee not later than the 10th day of the following month. Consequently, the report for the month of May shall be sent for June 10, and so forth, from month to month.

3. Financial report

To comply with the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present to the Minister of Labour a quarterly report covering its financial activities on the following dates: June 30, September 30, December 31, 1947, and March 31, 1948.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Tavern Keepers of Quebec for the twelve months beginning May 1st, 1947.

Estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Tavern Keepers of Quebec for the twelve months beginning May 1st, 1947.

<i>Receipts:</i>	
Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):	
Professional employers	\$ 900.00
Employees	900.00
	<hr/>
	\$1,800.00
<i>Disbursements:</i>	
Salary of the Secretary—Inspector	\$1,200.00
Salary of the stenographer	208.00
Legal fees	75.00
Audition	55.00
Administration (rent of office, telephone, travelling expenses, furniture, stationery, etc.)	262.00
	<hr/>
	\$1,800.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour,
Department of Labour,
Quebec, May 3, 1947. 18886-o

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que l'Association des constructeurs, Saguenay-Lac St-Jean, Inc, et le Conseil régional, Saguenay-Lac St-Jean des Syndicats nationaux des Métiers de la Construction, Inc., lui ont présenté conjointement une requête à l'effet d'apporter les modifications suivantes au décret numéro 1743 du 11 juillet 1941 et amendements, relatif aux métiers du bâtiment dans les comtés de Chicoutimi, Charlevoix, Lac St-Jean, Roberval, Saguenay, Abitibi-est, Abitibi-ouest et Rouyn-Noranda.

On demande:

1° Que l'alinéa suivant soit ajouté à la fin du paragraphe "c" de l'article I:

"Le terme "charpentier-menuisier" désigne aussi tout ouvrier chargé de l'opération d'une scie mécanique dans un chantier de construction."

2° Que le paragraphe "e" de l'article IV soit abrogé et remplacé par le suivant:

"e) *Construction de routes:* La construction de routes a un caractère saisonnier, à cause de la température, et elle ne peut être faite avec sécurité que du mois de mai au mois de septembre inclusivement. La semaine régulière de travail pour les salariés qui y sont employés est de soixante (60) heures, sans limitation quotidienne de la journée de travail. Tout travail exécuté en plus de ce nombre de 60 heures pendant une même semaine de calendrier devra être rémunéré à raison de salaire et demi par rapport au salaire régulier."

3° Que tous les taux de salaire minima de la zone I, apparaissant à l'article V du décret, tel que modifié par l'arrêté en conseil numéro 5064 du 18 décembre 1946, soient majorés de \$0.05 l'heure."

4° Que les mots "vingt-quatre dollars et quatre-vingts cents (\$24.80)" et "dix-neuf dollars et quatre-vingts cents (\$19.80)" apparaissant au paragraphe "a" de l'article VIII soient respectivement remplacés par les mots "vingt-huit dollars et soixante-quinze cents (\$28.75)" et "vingt-deux dollars et soixante-quinze cents (\$22.75)".

5° Que les mots "vingt et un dollars et quatre-vingts cents (\$21.80)" et "dix-huit dollars et quatre-vingts cents (\$18.80)", apparaissant au paragraphe "b" de l'article VIII, soient respectivement remplacés par les mots "vingt-sept dollars et quinze cents (\$27.15)" et "vingt-deux dollars et cinquante-cinq cents (\$22.55)".

6° Que le paragraphe "e" suivant soit ajouté à l'article XI:

"e) Tout employeur est tenu d'inscrire à l'endos du chèque de paye, de l'enveloppe de paye, ou sur tout autre document qu'il pourra trouver plus convenable ou pratique et qui sera remis à l'employé en même temps que sa paye, les détails suivants: La période de paye, le nombre d'heures de travail de cet ouvrier pendant cette période, le taux du salaire et le détail de toutes les déductions que l'employeur a dû faire à la source."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 3 mai 1947.

18895-0

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that "L'Association des Constructeurs, Saguenay — Lac St. Jean, Inc." and "Le Conseil régional, Saguenay Lac St. Jean" of the "Syndicat nationaux des Métiers de la Construction, Inc." have jointly submitted to him a request to amend the decree number 1743, of July 11, 1941, and amendments, relating to the building trades in the counties of Chicoutimi, Charlevoix, Lake St. John, Roberval, Saguenay, Abitibi-est, Abitibi-ouest and Rouyn-Noranda.

It is requested:

1. That the following paragraph be added at the end of subsection "c" of section I:

"The words "carpenter-joiner" mean also any worker entrusted with the operation of a mechanical saw on a construction yard."

2° That subsection "e" of section IV be deleted and the following substituted therefor:

"e) *Road construction:* The construction of roads is of a seasonal nature and, because of the weather, can only be performed with safety between the months of May and September inclusively. The standard work week for the employees committed thereto shall consist of sixty (60) hours, without daily limitation of the duration of work. All work performed in excess of the sixty (60) hours in any one week shall be paid at the rate of time and one half based on the regular rate of pay."

3. That all the minimum rates of wages of zone I, as mentioned in section V of the decree and as amended by Orders in Council number 5064, of December 18, 1946, be increased by \$0.05 per hour."

4. That the words "twenty-four dollars and eighty cents (\$24.80)" and "nineteen dollars and eighty cents (\$19.80)", mentioned in subsection "a" of section VIII, be respectively replaced by the words "twenty-eight dollars and seventy-five cents (\$28.75)" and "twenty-two dollars and seventy-five cents (\$22.75)".

5° That the words "twenty-one dollars and eighty cents (\$21.80)" and "eighteen dollars and eighty cents (\$18.80)", mentioned in subsection "b" of section VIII, be respectively replaced by the words "twenty-seven dollars and fifteen cents (\$27.15)" and "twenty-two dollars and fifty-five cents (\$22.55)".

6. That the following subsection "e" be added to section XI:

"e) Every employer shall give the following details on the back of the pay cheque, the pay envelope or any other document deemed more convenient or practical which shall be remitted to the employee with his pay; the period of payment, the number of hours worked by the worker during such period, the wage rate and the complete deductions made from the pay."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 3, 1947.

18895-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des métiers du bâtiment du district des Trois-Rivières, établi en exécution du décret numéro 1658, du 19 avril 1940 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 673 du 24 avril, 1947, section "C", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 27 avril 1947 au 27 avril 1948; cette cotisation s'exerce de la manière ci-après indiquée:

a) Les employeurs professionnels assujettis au décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de la rémunération qu'ils paient à leurs salariés assujettis au décret.

b) Les salariés assujettis au décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

Les employeurs professionnels doivent faire la perception du prélèvement imposé aux salariés assujettis au décret à même la rémunération qu'ils paient à ceux-ci et faire la remise des cotisations perçues et de leur propre prélèvement, mensuellement, au siège social du comité paritaire, avec un rapport préparé sur une formule spéciale fournie par le comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec l'article 21 de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 30 juin, 30 septembre, 31 décembre 1947 et 31 mars 1948.

Ci-annexé, un estimé des recettes et des dépenses prévues par ledit Comité paritaire des métiers du bâtiment du district des Trois-Rivières, pour la période comprise entre le 27 avril 1947 et le 27 avril 1948.

Estimé des recettes et des dépenses pour la période comprise entre le 27 avril 1947 et le 27 avril 1948.

Recettes:

Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%):	
Employeurs professionnels	\$ 7,000.00
Salariés	7,000.00
	\$14,000.00

Dépenses:

Salaires des employés	\$ 6,700.00
Frais de déplacement-inspecteurs	400.00
Loyer et éclairage	600.00
Frais judiciaires et professionnels	200.00
Impression, papeterie et publicité	200.00
Poste, téléphone et télégrammes	100.00
Frais des délégués et jetons de présence	5,600.00
Assurance et cautionnement	200.00
	\$14,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 3 mai 1947.

18888-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Building Trades, district of Three Rivers, formed under decree number 1658, of April 19, 1940, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 673, of April 24, 1947, section "C", pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from April 27, 1947, to April 27, 1948, and is laid as follows:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages paid to their employees governed by the decree.

b) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of this remuneration.

2. Mode of collection

The professional employers shall collect the assessments of the employees governed by the decree, from the wages paid to them, and remit same, together with their own assessments, every month, to the corporate seat of the Parity Committee, with a special report form supplied by the Parity Committee.

3. Financial report

Pursuant to section 21 of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present to the Minister of Labour, a quarterly report of its financial operations on the following dates: June 30th, September 30th, December 31st, 1947, and March 31st, 1948.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Building Trades, district of Three Rivers for the period between April 27, 1947 and April 27, 1948.

Estimate of the receipts and disbursements for the period between April 27, 1947, and April 27, 1948.

Receipts:

Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%)	
Professional employers	\$7,000.00
Employers	7,000.00
	\$14,000.00

Expenses:

Salaries of employers	\$6,700.00
Travelling expenses: inspectors	400.00
Rent and lighting	600.00
Judicial and professional fees	200.00
Printing and stationery and publicity	200.00
Postage, telephone and telegrams	100.00
Expenses of delegates and Meeting expenses	5,600.00
Insurance and surety-bonds	200.00
	\$14,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour

Department of Labour,
Quebec, May 3rd, 1947.

18888-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire du commerce de détail de la fourrure de Montréal et du district, établi en exécution du décret numéro 2944, du 3 août 1940, et amendements a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 672, du 24 avril 1947, section "B", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er mai 1947 au 1er mai 1948; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels assujettis au décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires payés à leurs employés.

b) Les artisans assujettis au décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour le salarié le moins rémunéré, à savoir \$40.00 par semaine.

c) Les salariés assujettis au décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur salaire.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, les salaires payés au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce Comité a le droit d'exiger l'assermement dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport, accompagné des cotisations, doit être adressé au Comité paritaire dans un délai de 10 jours après l'expiration de la période pour laquelle ledit rapport est exigible.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 30 juin, 30 septembre et 31 décembre 1947 et 31 mars 1948.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire du Commerce de détail de la Fourrure de Montréal et du district, pour la période comprise entre le 1er mai 1947 et le 1er mai 1948.

LE COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE DÉTAIL
DE LA FOURRURE DE MONTRÉAL
ET DU DISTRICT

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Retail Fur Trade of Montreal and District, formed under decree number 2944 of August 3, 1940, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 672, of April 24, 1947, part "B", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from May 1st, 1947, to May 1st, 1948; it is laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages paid to their employees.

b) The artisans governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wage rate established for employees, namely: \$40.00 per week.

c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages.

2. Mode of Collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which the following will be indicated: the hours of labour, the wages paid during any one week and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employer shall see that these reports be filled out and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. This Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee within a delay of 10 days following the expiration of the period for which said report is exigible.

3. Financial Report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial operations on the following dates: June 30th, September 30th, December 31st, 1947, and March 31st, 1948.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Retail Fur Trade of Montreal and District for the period between May 1st, 1947, and May 1st, 1948.

THE JOINT COMMITTEE OF THE RETAIL FUR
TRADE OF MONTREAL AND DISTRICT

État des recettes et déboursés probables pour la période comprise entre le 1er mai 1947 et le 1er mai 1948.

Revenus:

Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	\$3,750.00
Salariés	3,750.00
	\$7,500.00

Déboursés:

Inspecteur, salaire et frais de déplacement	\$3,200.00
Secrétaire	300.00
Secrétariat: bureau, éclairage, téléphone, etc.	1,400.00
Dépenses d'assemblées, timbres, papeterie, etc.	2,100.00
Vérification	200.00
Frais légaux	300.00
	\$7,500.00

Estimate of the receipts and disbursements for the period between May 1, 1947, and May 1, 1948.

Receipts:

Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	\$3,750.00
Employees	3,750.00
	\$7,500.00

Disbursements:

Inspector, salary and travelling expenses	\$3,200.00
Secretary	300.00
Office of the secretary: lighting, telephone, etc.	1,400.00
Meeting expenses, stamps, stationery, etc.	2,100.00
Audition	200.00
Legal fees	300.00
	\$7,500.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 3 mai 1947. 18889-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 3, 1947. 18889-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), qu'une requête lui a été présentée par le Syndicat des Maîtres-Barbiers du district de Saint-François, Inc., le Syndicat patronal de la Coiffure du district de Saint-François et le Syndicat des Employés-Barbiers, Coiffeurs et Coiffeuses du district de Saint-François (cité de Sherbrooke), à l'effet d'apporter les modifications suivantes à la convention collective de travail qu'ils ont négociée, aux fins de remplacer le décret numéro 2163, du 20 août 1941, et amendements, et dont l'avis de requête d'extension a été publié dans la Gazette officielle de Québec, édition du 2 novembre 1946.

Les requérants demandent:

1° Que le paragraphe "a" de l'article I soit remplacé par le suivant:

"a) Le mot "artisan" désigne toute personne qui pratique le métier de barbier, de coiffeur ou de coiffeuse, seule ou en société, et pour son propre bénéfice; de plus, pour les fins de l'article 25 de la Loi de la convention collective, les termes "employeur" et "employeur professionnel" ont la même signification que le mot "artisan".

2° Que les dispositions suivantes soient ajoutées aux paragraphes "a" et "b" de l'article II:

Aux fins d'application du présent décret, la juridiction territoriale est divisée comme suit:

a) Pour le métier de barbier:

Zone I: La cité de Sherbrooke et la ville de Lennoxville avec un rayon de cinq (5) milles de leurs limites.

Zone II: La ville de Bromptonville avec un rayon de cinq (5) milles de ses limites.

Zone III: Les villes d'East Angus, de Cookshire et la municipalité de village de Bury avec un rayon de cinq (5) milles de leurs limites.

Zone IV: La ville de Magog avec un rayon de huit (8) milles de ses limites.

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that a request has been submitted to him by "Le Syndicat des Maîtres-Barbiers du district de Saint-François, Inc.", "Le Syndicat patronal de la Coiffure du district de Saint-François" and "Le Syndicat des Employés-Barbiers, Coiffeurs et Coiffeuses du district de Saint-François" (city of Sherbrooke), for the purpose of amending the collective labour agreement entered into for the purpose of replacing the decree number 2163, of August 20, 1941, and amendments, a notice of which has been published in the issue of November 2, 1946 of the Quebec Official Gazette.

The petitioners request:

1. That subsection "a" of section I be replaced by the following:

"a) The word "artisan" means any person plying the barber or hairdressing trade, alone or in partnership, and for his own benefit; for the purposes of section 25 of the Collective Agreement Act, the words "employer" and "professional employer" have the same significance as that given to the word "artisan".

2. That the following provisions be added to subsections "a" and "b" of section II:

"For the purposes of enforcement of the present decree, the territorial jurisdiction is divided as follows:

a) For the barber trade:

Zone I: The city of Sherbrooke and the town of Lennoxville with a radius of five (5) miles from their limits.

Zone II: The town of Bromptonville with a radius of five (5) miles from its limits.

Zone III: The town of East Angus, Cookshire and the village municipality of Bury with a radius of five (5) miles from its limits.

Zone IV: The town of Magog with a radius of eight (8) miles from its limits.

Zone V : Les villes de Richmond et de Windsor Mills avec un rayon de cinq (5) milles de leurs limites.

Zone VI : La ville d'Asbestos et la municipalité de village de Danville avec un rayon de cinq (5) milles de leurs limites.

Zone VII : Les municipalités de village de Rock Island, Beebe Plain, Stanstead avec un rayon de cinq (5) milles de leurs limites.

Zone VIII : La ville de Coaticook avec un rayon de cinq (5) milles de ses limites.

Zone IX : La municipalité de village de Disraëli avec un rayon de cinq (5) milles de ses limites.

Zone X : La ville de Mégantic avec un rayon de cinq (5) milles de ses limites.

Zone XI : La municipalité de village de Sawyer-ville avec un rayon de cinq (5) milles de ses limites.

b) *Pour le métier de coiffeur ou de coiffeuse :*

Zone A : La cité de Sherbrooke avec un rayon de dix (10) milles de ses limites.

Zone B : La ville de Mégantic avec un rayon de cinq (5) milles de ses limites.

Zone C : La ville de Magog avec un rayon de huit (8) milles de ses limites.

Zone D : La ville de East Angus avec un rayon de cinq (5) milles de ses limites."

3° Que l'article III, relatif à la durée du travail, soit modifié comme suit :

"a) **Zone IV** (corriger les heures de travail du samedi par) : Le samedi : 9.00 a.m. à 6.00 p.m. durant trois mois d'essai à partir de la date de la mise en vigueur du décret.

b) **Zone VI** (remplacer complètement par ce qui suit) : Le lundi : 3.00 p.m. à 6.00 p.m.

Les mardi, mercredi et jeudi : 9.00 a.m. à 6.00 p.m.

Les vendredi et samedi : 9.00 a.m. à 9.00 p.m.

c) **Zone VII** (corriger les heures du jeudi et samedi par) : Les jeudi et samedi : 9.00 a.m. à 9.00 p.m.

d) **Zone XI** (nouveau territoire) : Le lundi : 8.30 a.m. à midi.

Les mardi, jeudi et vendredi : 8.30 a.m. à 7.00 p.m.

Les mercredi, samedi et veilles de fêtes chômées : 8.30 a.m. à 9.00 p.m.

e) Paragraphe "d", *Dispositions spéciales pour les barbiers* : 1. Dans les zones I, IV et V, le Vendredi Saint est chômé toute la journée; cependant les heures de travail sont prolongées jusqu'à 9.00 p.m. les mercredi et jeudi saints.

Dans toutes les autres zones régies par le décret il n'y a pas de travail jusqu'à midi le Vendredi Saint."

4° Que le paragraphe "d" de l'article IV (Prix minima des services) soit remplacé par l'article suivant :

"VI. *Prix minima des services* : Aucun employeur, employeur professionnel, artisan ou salarié ne peut charger moins que les prix minima suivants pour les services ci-dessous énumérés : ces prix sont payables comptant et au complet.

Pour les barbiers -- For barbers

	ZONES										
	1-2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	
Barbe -- Shave25	.25	.25	.25	.25	.25	.25	.25	.25	.25	
Cheveux -- Haircut:											
Hommes et femmes -- Men and women	.50	.45	.50	.50	.50	.50	.40	.35	.50	.50	
Le samedi et veille des fêtes -- Saturday and holiday eves								.40			
Enfants -- Children:											
moins de 14 ans -- under 14 years of age				.35							
moins de 16 ans -- under 16 years of age	.35	.25	.35		.35	.35	.35	.20	.35	.35	

Zone V : The towns of Richmond and Windsor Mills with a radius of five (5) miles from their limits.

Zone VI : The town of Asbestos and the village municipality of Danville with a radius of five (5) miles from their limits.

Zone VII : The village municipalities of Rock Island, Beebe Plain, Stanstead with a radius of five (5) miles from their limits.

Zone VIII : The town of Coaticook with a radius of five (5) miles from its limits.

Zone IX : The village municipality of Disraëli with a radius of five (5) miles from its limits.

Zone X : The town of Mégantic with a radius of five (5) miles from its limits.

Zone XI : The village municipality of Sawyer-ville with a radius of five (5) miles from its limits.

b) *For the hairdressing trade :*

Zone A : The city of Sherbrooke with a radius of ten (10) miles from its limits.

Zone B : The town of Mégantic with a radius of five (5) miles from its limits.

Zone C : The town of Magog with a radius of eight (8) miles from its limits.

Zone D : The town of East Angus with a radius of five (5) miles from its limits."

3. That section III, relating to the duration of labour, be amended as follows :

"a) **Zone IV** (replace the hours of Saturday by) : Saturday : 9.00 a.m. to 6.00 p.m. for a trial period of three months from the date of the coming into force of the decree.

b) **Zone VI** (replace entirely by the following) : Monday : 3.00 p.m. to 6.00 p.m.

Tuesday, Wednesday and Thursday : 9.00 a.m. to 6.00 p.m.

Friday and Saturday : 9.00 a.m. to 9.00 p.m.

c) **Zone VII** (replace the hours of Thursday and Saturday by) : Thursday and Saturday : 9.00 a.m. to 9.00 p.m.

d) **Zone XI** (new territory) : Monday : 8.30 a.m. to 12.00 (noon).

Tuesday, Thursday and Friday : 8.30 a.m. to 7.00 p.m.

Wednesday, Saturday and holiday eves : 8.30 a.m. to 9.00 p.m.

e) Subsection "d", *Special provisions for barbers* : 1. In zones I, IV and V, Good Friday is observed, all day, as a holiday, but the working hours may be extended until 9.00 p.m. on Spy Wednesday and Maunday Thursday.

In all the other zones governed by the decree, no work shall be performed before midday on Good Friday."

4. That subsection "d" of section IV (Minimum prices of services) be replaced by the following section :

"VI. *Minimum prices of services* : No employer, professional employer artisan or employee may charge less than the following minimum prices for the services hereunder enumerated. These prices shall be paid entirely in cash.

Enfants le samedi et veilles de fêtes chômées - Children, Saturday and holiday eves	.40				.50		.25		.50	
Enfants le vendredi et le samedi, les veilles de fêtes chômées, 2 jours avant Noël et 2 jours avant le Jour de l'An - Children, Friday and Saturday, holiday eves, 2 days before Christmas and 2 days before New Year's Day	.50	.50	.50	.50		.40		.50		
Pompadour (brush cut) Hollywood:										
Hommes et enfants - Men and children	.75		.75			.50				
Enfants - Children:										
moins de 16 ans - under 16 years of age				.50	.50				.50	
les vendredi et samedi et veilles de fêtes chômées - Friday, Saturday and holiday eves	.40		.60	.60					.60	
A domicile - Home work:										
Cheveux - Haircut	1.00	1.00	1.00	1.00	.75	1.00	1.00	.50	1.00	.75
Barbe - Shave	1.00	1.00	1.00	1.00	.75	1.00	1.00	.50	.50	.75
Les deux opérations du même trajet - The two operations, same trip	1.50		1.50	1.50	1.25	1.50		1.50		1.00
Rase du cou seulement - Neck shave only	.10	.10	.10	.10	.10	.10	.10	.05	.10	.10
Shampooing - Shampoo	.50	.50	.50	.50	.50	.50	.35	.50	.50	.50
								.50		
Massage:										
ordinaire - ordinary	.50	.50	.50	.50	.50	.50	.50	.35	.50	.50
noir (glaise) - mud-pack				.75	1.00	1.00	.75	.75	1.00	.75
Grillage de cheveux - Singeing of the hair	.25	.25	.25	.25	.25	.25	.25	.20	.15	.25
Lotion - tonique - brillante - "fixum" - Lotion - tonic - brilliantine - "fixum"	.25	.15	.25	.25	.15	.25	.25	.20	.25	.25
					.25			.25		
Lotion parfumée - Perfumed lotion	.35	.25	.35	.25	.25			.20	.35	.25
								.25		
Aiguisage de rasoirs - Sharpening of razors	.50	.45	.50	.50	.50	.50	.50		.50	.50
Aiguisage de ciseaux - Sharpening of scissors	.25	.20	.35	.25	.25	.25	.25		.25	.25
		.25								

Pour les coiffeurs et coiffeuses - For male and female hairdressers:

	ZONES			
	A	B	C	D
Ondulation permanente simple (Shampooing, ondulation ordinaire et coupe de mèches inclus) - Plain permanent wave (Shampoo, ordinary wave and cutting of locks included):				
A la machine - With machine	\$ 4.00	\$ 3.50	\$ 3.50	\$ 3.50
Sachet chimique - Chemical pads	5.00	4.00	5.00	4.50
Permanent à froid - Permanent wave (cold process)	10.00	10.50	10.00	10.00
Coupe de cheveux complète - Complete haircut	.50	.25	.50	.50
Coupe de cheveux au rasoir - Haircut with razor		.75		
Ondulation ordinaire - Ordinary wave	.50		.50	
Ondulation ordinaire à l'eau, Komol, Marcel - Water, Komol and Marcel wave		.75		.75
Ondulation de fantaisie, Komol, Marcel - Fancy Komol or Marcel wave	.75		.75	
Teinture complète des cheveux - Complete dyeing of the hair	7.00	7.00	5.00	7.00
Retouche - Second application		3.50		
Manucure ordinaire pour femmes - Ordinary manucure for women	.50	.50	.50	.50
Manucure pour hommes - Manucure, men	.75	.75		.75
Manucure à l'huile - Oil manucure	.75	.75	.75	.75
Grillage de cheveux - Singeing of the hair	.50	.50	.50	.50
Massage ordinaire - Ordinary massage	1.00	.75	1.00	.75
Décoloration des cheveux - Discoloration of the hair	5.00	5.00	5.00	5.00
Épilation des sourcils - Plucking of the eyebrows	.35	.35	.35	.35
Kera-Lac (traitement) - Kera-Lac treatment		1.00		
Traitement Breck - Breck treatment		2.00		
Traitement ordinaire - Ordinary treatment		.75		
Peigner les cheveux à sec - Dry combing of the hair		.25		.25
Laque - Lacquer				.15

5° Que les paragraphes suivants soient ajoutés à l'article V (Apprentissage):

"g) L'apprentissage des métiers visés par le présent décret doit se faire exclusivement dans les salons de barbier, salon de coiffure ou salon

5. That the following subsections be added to section V (Apprenticeship):

"g) The apprenticeship of the trades governed by the present decree shall be made exclusively in the barber, hairdressing or beauty parlors

de beauté sous la surveillance du Comité paritaire.

h) Personne ne peut obtenir un certificat de qualification sans avoir satisfait au préalable à toutes les exigences du présent règlement d'apprentissage."

6° L'article VIII suivant est ajouté:

"VIII. Dispositions générales:

i) Quiconque tient un salon de barbier, salon de coiffure ou salon de beauté, pour y exercer ou faire exécuter une ou plusieurs des opérations assujetties au présent décret, ne peut louer à un ou à plusieurs salariés une ou plusieurs chaises, du matériel ou de l'espace dans tel salon;

ii) Aucun salarié ne peut louer une ou plusieurs chaises, du matériel ou de l'espace dans un salon de barbier, salon de coiffure ou salon de beauté, ni de celui qui tient ce salon pour y faire exécuter une ou plusieurs opérations assujetties au présent décret, ni d'un salarié ou d'un locataire de ce dernier;

iii) La vente d'obligations ou d'actions, ou toute autre convention qui a pour but d'éluider les dispositions du présent décret ou qui aurait pour effet de nuire à leur mise en exécution, passée entre des employeurs, des employeurs professionnels et des salariés ou entre un employeur ou un employeur professionnel et un ou plusieurs salariés, est défendue et nulle."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,

GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,

Québec, le 3 mai 1947.

18894-o

under the jurisdiction of the Parity Committee.

h) No one may obtain a certificate of competency without having previously complied with the requirements of the present apprenticeship regulation."

6. That the following section VIII be added:

"VIII. General provisions:

i) No one keeping a barber, hairdressing or beauty parlor to perform therein or to have others perform one or more of the operations governed by the present decree may let to one or more employees, one or more chairs, material or a space in such parlor;

ii) No employee may rent one or more chairs, material or a space in a barber, hairdressing or beauty parlor neither from the one keeping the parlor to have one or more operations governed by the present decree performed by others, nor from an employee or a tenant of the latter;

iii) The sale of obligations or bonds, or any other agreement for the purpose of eluding the provisions of the present decree of which might be prejudicial to their enforcement, entered into by employers, professional employers and employees, or by an employer, a professional employer and one or more employees, is prohibited and void."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,

Québec, May 3, 1947.

18894-o

Greffes de notaires

Avis est, par le présent, donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par arrêté ministériel en date du 24 avril 1947, d'inscrire à Monsieur Marc Duguay, notaire, demeurant et pratiquant à Amos, district judiciaire d'Abitibi, la transmission des minutes, répertoire et index de Me Gustave Duguay, notaire décédé, qui pratiquait à Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Québec, 25 avril 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,

JEAN BRUCHÉSI.

18862-o

Notarial Records

Notice is hereby given that pursuant to the Notarial Code, His Honour the Lieutenant-Governor, by Order in Council dated April 24, 1947, has been pleased to grant to Mr. Marc Duguay, notary, residing and practising at Amos, judicial district of Abitibi, the transfer of the minutes, repertory and index of Me Gustave Duguay, deceased notary, who practised at Amos, judicial district of Abitibi.

Québec, April 25, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,

Under Secretary of the Province.

18862

Sièges sociaux

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie Roland Gold and Copper Mines Limited (Libre de responsabilité personnelle), une compagnie constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec le 10 décembre 1946, et ayant son siège social dans la ville de Val d'Or, district d'Abitibi, province de Québec, a établi son siège social en la ville de Val d'Or, à 812, 3ième avenue.

A compter de la date de cet avis, le bureau ci-dessus mentionné sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Val d'Or, le 26 mars 1947.

Le Secrétaire-Trésorier,

LUCIEN CLICHE.

18863

Head offices

Notice is hereby given that Roland Gold and Copper Mines Limited (No Personal Liability) a Company incorporated by Letters Patent issued in virtue of the Quebec Mining Companies Act on the 10th of December 1946, and having its head-office in the Town of Val d'Or, district of Abitibi, Province of Quebec, has established its Head-Office at the Town of Val d'Or, at 812, 3rd Avenue.

From and after the date of this notice, the Office above mentioned shall be considered by the Company as the Head-Office of the Company.

Dated at Val d'Or, this 26th day of March 1947.

LUCIEN CLICHE,

Secretary-Treasurer.

18863-o

FRED DUCLOS COMPANY LIMITED

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie Fred Duclos Company Limited constituée en corporation conformément à la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 19 décembre 1946, et ayant son siège social en la cité de Montréal, province de Québec, établi son bureau à 5420 avenue Papineau, Montréal.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, le 6 janvier 1947.

FRED DUCLOS COMPANY LIMITED,
La Secrétaire-trésorière,
SIMONE LAROSE.

18867

FRED DUCLOS COMPANY LIMITED

Notice is hereby given that Fred Duclos Company Limited incorporated pursuant to The Quebec Companies' Act by Letters Patent dated December 19th, 1946, and having its head office at the city of Montreal, in the Province of Quebec, has established its office at 5420 Papineau Avenue, Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this 6th day of January, 1947.

FRED DUCLOS COMPANY LIMITED,
SIMONE LAROSE,
Secretary-Treasurer.

18867-o

Soumissions

Province of Quebec

VILLE DE COATICOOK

Avis public est, par les présentes, donné que des soumissions cachetées et marquées "Soumission pour obligations" seront reçues par le sous-signé jusqu'au 19 mai 1947 à 3 heures p.m. pour l'achat d'une émission d'obligations au montant de \$50,000. à 15 ans, datée du 1er avril 1947, autorisée par le règlement No. 347 et portant intérêt au taux de 2½% annuellement les premier avril et 1er octobre.

Le capital et les intérêts sont payables à Montréal, Québec et Coaticook.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation au pair, aux dates de l'échéance de l'intérêt, sous l'autorité du chap. 212 des S.R.Q. 1941. Cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les dates les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé, égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou non l'intérêt couru.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue le 19 mai 1947 à l'hôtel de Ville à 7.30 p.m.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute si aucune des soumissions.

Coaticook, le 3 mai 1947.

18880-18-2-o Le secrétaire-trésorier,
ROMUALD DUMONT.

Tenders

Province of Quebec

TOWN OF COATICOOK

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tender for bonds" will be received by the undersigned until May 19th 1947 at 3 o'clock P. M. for the purchase of an issue of bonds totalling \$50,000. at 15 years, dated April 1st 1947, authorized by By-law No. 347 and bearing interest at 2½% per annum the 1st of April and October.

The capital and interest on the said bonds shall be payable at Montreal, Quebec or Coaticook.

The said bonds may be redeemed by anticipation, at par, at any interest payment date, under authority of Chap. 212, of the R.S.Q., 1941. However, if said redemption be partial, it shall be in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque, equal to 1% of the amount of the loan, and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on May 19th 1947 at 7.30 p.m. at the Town Hall.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Coaticook, May 3rd, 1947.

18880-18-2-o ROMUALD DUMONT,
Secretary-Treasurer.

Vente — Loi de faillite

LOI DE FAILLITE

Province de Québec, district de Montréal, N° 241, Cour Supérieure. "En faillite".

AVIS DE VENTE

Dans l'affaire de: Dame Marie-Louise Gauthier Grise, Montréal, cédante autorisée.

Avis public est par les présentes donné que les immeubles suivants, savoir:

Désignation

Un emplacement ayant front à la rue Sherbrooke ouest, dans le quartier Notre-Dame de

Sale — Bankruptcy Act

BANKRUPTCY ACT

Province of Quebec, District of Montreal, No. 241, Superior Court. "Sitting in Bankruptcy".

NOTICE OF SALE

In the matter of: Dame Marie-Louise Gauthier Grise, Montreal, Authorized Assignor.

Public notice is hereby given that the following immovables, to wit:

Description

An emplacement fronting on Sherbrooke Street West, in Notre-Dame de Grâce Ward

Grâce, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant la partie Nord-Ouest du lot N° deux cent trente et un subdivision officielle du lot originaire N° cent quatre-vingts (Ptie N.-O. 180-231) sur le plan et au livre de renvoi officiels de la Municipalité de la Paroisse de Montréal, mesurant ladite partie, vingt-cinq pieds et quatre-dixièmes de pied de largeur par une profondeur de cent cinquante pieds et trois-dixièmes de pied du côté Nord-est le long de l'avenue Prud'homme, et une profondeur de cent trente-neuf pieds et trois-dixièmes de pied dans sa ligne sud-ouest, comprenant une superficie de trois mille six cent soixante-quatre pieds carrés et six-dixièmes de pied carré, mesure anglaise, plus ou moins; bornée, ladite partie, en front vers le sud-est par le résidu de la subdivision deux cent trente et un maintenant faisant partie de la rue Sherbrooke, en arrière, vers le Nord-Ouest par partie du lot N° deux cent quatre-vingt-six subdivision officielle du lot originaire numéro cent quatre-vingts (180-286) étant une ruelle, d'un côté vers le Nord-Est par l'Avenue Prud'homme, et de l'autre côté vers le Sud-Ouest par partie du lot N° deux cent trente-deux ci-après décrit;

Un emplacement ayant front à la rue Sherbrooke Ouest, dans le quartier Notre-Dame de Grâce, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant la partie Nord-Ouest du lot N° deux cent trente-deux subdivision officielle du lot originaire numéro cent quatre-vingts (Ptie N. O. 180-232) sur le plan et au livre de renvoi officiels de la Paroisse de Montréal, mesurant, ladite partie vingt-cinq pieds et quatre-dixièmes de pied de largeur par une profondeur de cent trente-neuf pieds et trois-dixièmes de pied dans sa ligne Nord-Est, et une profondeur de cent vingt-huit pieds et deux dixièmes de pied dans sa ligne Sud-Ouest, comprenant une superficie de trois mille trois cent quatre-vingt-trois pieds carrés et six-dixièmes de pied carré, mesure anglaise, plus ou moins; bornée, ladite partie, en front vers le sud-est, par le résidu du lot N° deux cent trente-deux formant maintenant partie de la rue Sherbrooke, en arrière au Nord-Ouest par partie du lot N° deux cent quatre-vingt-six, subdivision officielle du lot originaire N° cent quatre-vingt (180-286) étant une ruelle, d'un côté au Nord-Est par partie du lot N° deux cent trente-deux, subdivision officielle du lot originaire N° cent quatre-vingts, et de l'autre côté, au Sud-Ouest par partie du lot N° deux cent trente-trois subdivision officielle du lot originaire N° cent quatre-vingts (180-233).

Avec les fondations d'une bâtisse en voie de construction sur les deux lots ci-dessus décrits.

Seront vendus, en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, pour le District de Montréal, (En faillite) rendu le 21 avril 1947, à l'enchère publique, conformément aux dispositions de l'article 45 de la Loi de Faillite de manière à donner à cette vente l'effet du décret, au bureau du Shérif du District de Montréal, Palais de Justice, Montréal, VENDREDI le 30 MAI 1947, à ONZE heures de l'avant-midi, heure avancée.

Conditions: Comptant. En plus du prix d'acquisition, l'acquéreur devra payer les droits du gouvernement de 2½% conformément à la loi.

Pour autres renseignements et cahier des charges, s'adresser aux soussignés.

in the city of Montreal, known and designated as being the Northwest part of lot number two hundred and thirty-one of the official subdivision of original lot number one hundred and eighty (N. W. Pt. 180-231) on the official plan and in the book of reference for the Municipality of the Parish of Montreal, the said part measuring twenty-five feet and four tenths of a foot in width by a depth of one hundred and fifty feet and three tenths of a foot on the Northeast side along Avenue Prud'homme, and a depth of one hundred and thirty-nine feet and three tenths of a foot in its Southwest line, containing a superficial area of three thousand six hundred and sixty-four square feet and six tenths of a square foot, English measure, more or less; bounded, the said part, in front towards the Southeast by the residue of subdivision two hundred and thirty-one now forming part of Sherbrooke Street, in rear, towards the Northwest, by a part of lot number two hundred and eighty-six of the official subdivision of original lot number one hundred and eighty (180-286) being a lane, on one side to the Northeast by Avenue Prud'homme, and on the other side to the southwest by a part of lot number two hundred and thirty-two hereinafter described;

An emplacement fronting on Sherbrooke Street West, in Notre-Dame de Grâce Ward, in the city of Montreal, known and designated as being the Northwest part of lot number two hundred and thirty-two of the official subdivision of original lot number one hundred and eighty (N. W. Pt. 180-232) on the official plan and in the book of reference for the Parish of Montreal the said part measuring, twenty-five feet and four tenths of a foot in width by a depth of one hundred and thirty-nine feet and three tenths of a foot in its Northeast line, and a depth of one hundred and twenty-eight feet and two tenths of a foot in its Southwest line, containing a superficial area of three thousand three hundred and eighty-three square feet and six tenths of a square foot, English measure, more or less; bounded, the said part, in front towards the Southeast, by the residue of lot number two hundred and thirty-two now forming part of Sherbrooke Street, in rear to the Northwest by a part of lot number two hundred and eighty-six, official subdivision of original lot number one hundred and eighty (180-286) being a lane, on one side to the Northeast by a part of lot number two hundred and thirty-two, official subdivision of original lot one hundred and eighty, and on the other side, to the southwest, by a part of lot number two hundred and thirty-three, official subdivision of original lot number one hundred and eighty (180-233).

With the foundations of a building under construction on the two lots above described

Will be sold, in virtue of a judgment of the Superior Court, for the District of Montreal, (Sitting in Bankruptcy), rendered on April 21, 1947, by public auction, pursuant to the provisions of section 45 of the Bankruptcy Act so as to give the said sale the effect of a Sheriff's sale, at the Sheriff's office for the District of Montreal, Court House, Montreal, on FRIDAY the THIRTIETH of MAY, 1947, at ELEVEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

Conditions: Cash. Over and above the purchase price the purchaser must pay the 2½% government tax according to Law.

For further information and list of charges, apply to the undersigned.

Montréal, le 23 avril 1947.
Bureau de: Perras & Perras,
4 est, Notre-Dame,
Montréal.

Les Syndics conjoints,
HERMAS PERRAS,
4 est, rue Notre-Dame,
ALBERT LAMARRE,
10 est, rue St-Jacques,
Montréal.

18773-17-2-o

Montreal, April 23, 1947.
Offices of : Perras & Perras,
4, Notre-Dame East,
Montreal.

HERMAS PERRAS,
4 Notre-Dame Street East.
ALBERT LAMARRE,
10, St. James Street East,
Montreal.

18773-17-2

Vente par licitation

Sale by Licitacion

Canada, province de Québec, district de Pontiac

Canada province of Quebec, district of Pontiac

Cour Supérieure

Superior Court

N° 5078

No. 5078

AVIS DE LICITATION

NOTICE OF LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Campbell's Bay, District de Pontiac, le 8 juin 1946, dans une cause dans laquelle Lloyd Rees Dagg, journalier du Village de Shawville, était demandeur, vs Earl Dagg, de lieux inconnus, Frank Dagg de la Ville de Calgary, province d'Alberta, Lloyd Dagg de la Ville de Truro, de la province de Nouvelle-Écosse, et Walter Dagg de lieux inconnus, étaient défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir: Tout ce terrain consistant dans les lots 139 et 251 des plans et livres de renvoi officiels du Village de Shawville, moins les parties suivantes, savoir: Quatorze acres du dit lot occupé par Reginald Hodgins, borné à l'est par le Chemin Pickanock ou rue Centre, au sud par le terrain de la Compagnie Pacifique Canadien, à l'ouest par une partie du lot numéro 252, au nord par la balance du dit lot no 251, et aussi moins deux lots du Village situés sur le coin sud-ouest du dit lot 251 appartenant à Moreland Hodgins, et qui sont bornés, au sud par la rue Lang, à l'ouest par le lot N° 227 et au nord et à l'est par les autres parties du dit lot 251.

Notice is given that according to a judgment of the Superior Court sitting at Campbell's Bay, District of Pontiac, on the 8th day of June, 1946, in a case in which Lloyd Rees Dagg, labourer of the Village of Shawville, was Plaintiff, vs Earl Dagg, of unknown places, Frank Dagg, of the Town of Calgary, Province of Alberta, Lloyd Dagg, of the Town of Truro, province of Nova Scotia, and Walter Dagg of unknown places, were Defendants, ordering the sale of certain immoveables described as follows, viz: all that parcel of land consisting in lots 139 and 251, according to the Official Plans and Book of References of the Village of Shawville, less the following parts, viz: 14 acres of said lot occupied by Reginald Hodgins, bounded on the East by the Pickanock Road or Centre Street, on the South by the land of the Canadian Pacific Company, on the West by part of lot 252, on the North by the balance of said lot 251, and also less two lots of the village situated on the South-West corner of lot 251 belonging to Moreland Hodgins, and which are bounded, on the South by Land Street, on the West by lot No. 227 and on the North and on the East by other parts of said lots 251.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur le quatrième jour de juin 1947, au bureau du Protonotaire, au Palais de Justice de Campbell's Bay, à onze heures de l'avant-midi, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elle seront forcloses du droit de le faire.

The above mentioned immoveables shall be offered for sale at auction and adjudged to the highest and last bidder on the fourth day of June, 1947, at eleven o'clock in the morning, at the Office of the Prothonotary, at the Court House of Campbell's Bay, subject to charges, clauses and conditions indicated in the Book of Charges deposited at the Office of the Prothonotary of the said Court; and that an opposition to annul, "à fin de charge ou à fin de distraire" to the said licitation, be deposited at the Office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the day set as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition "à fin de conserver" shall be deposited within six days after the adjudication; and in default by the parties to file the said opposition in the time prescribed by these presents, same shall be foreclosed to right of doing so.

Campbell's Bay, le 28 avril 1947.

Campbell's Bay, April 28, 1947.

Les Procureurs du demandeur,
18881-18-2-o STE-MARIE & STE-MARIE.

STE-MARIE & STE-MARIE,
Attorneys for Plaintiff.

Vente pour taxes

Sale for Taxes

Province de Québec
LA VILLE ST-PIERRE

Province of Quebec
TOWN OF ST. PIERRE

Avis public est, par les présentes, donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère, à l'Hôtel de Ville de la Ville St-Pierre, MARDI, le VINGTIÈME jour de MAI 1947, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires, avec intérêt, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the Town Hall of the Town of St. Pierre on TUESDAY, the TWENTIETH day of MAY 1947, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy the payment of the municipal and school taxes, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

Paroisse de Montréal — Parish of Montreal

Nom — Name	Cadastre	Subdivision
Inconnu — Unknown	130	55 ruelle — lane

Paroisse de Lachine — Parish of Lachine

Mme — Mrs L. Meunier, vve de — widow of J. Eugène Hardy	914	28-1
do do	914	28-2
do do	914	28-3
do do	914	28-4

La dite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées aux dits immeubles.

The said sale will be made with all active and passive servitudes, apparent or occult, attached to the said properties.

Donné en la Ville St-Pierre, ce dix-neuvième jour d'avril mil neuf cent quarante-sept.

Given at the Town of St. Pierre, this nineteenth day of April, one thousand nine hundred and forty seven.

(Sceau)
18759-17-2-o

Le Secrétaire-trésorier,
H. FLORIMOND MALO.

(Seal)
18759-17-2-o

H. FLORIMOND MALO,
Secretary-Treasurer.

VENTES PAR SHÉRIFS

SHERIFFS' SALES

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEAUHARNOIS

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Terris et de Bonis

Cour Supérieure, Province de Québec, District de Beauharnois N° 8799. vs JOSEPH DUMOND, Gentilhomme, de la ville de Huntingdon, dit District, défendeur.

Saisie comme appartenant au défendeur, 1° Une partie de terrain à prendre de la partie sud-ouest du lot de terre désigné au cadastre officiel du village de Huntingdon, sous le numéro vingt-cinq (Pt. 25), partie bornée au nord-ouest par une partie dudit lot 25 appartenant à J.-Baptiste Daigneault, qui l'a acquise du Shérif; à l'est par une autre partie du dit lot 25 appartenant à Joseph Dumond; au sud et à l'ouest par la plus grande partie dudit lot 25; partie appartenant à Joseph Dumond, qui l'a acquise par acte de vente enregistré à Huntingdon sous le N° 50581. avec toute construction pouvant s'y trouver;

Fieri Facias de Terris et de Bonis

Superior Court Province of Quebec District of Beauharnois No. 8799. vs JOSEPH DUMOND, gentleman, of the town of Huntingdon, said District, defendant.

Seized as belonging to the defendant: 1. A portion of a lot of land to be taken from the southwest part of the lot of land designated on the official cadastre for the village of Huntingdon, under number twenty-five (Pt. 25) the part bounded on the northwest by a part of said lot 25 belonging to J. Baptiste Daigneault, who acquired it from the Sheriff; on the east by another part of said lot belonging to Joseph Dumond; on the south and west by the greater 25 part of said lot 25; part belonging to Joseph Dumond, who acquired it by deed of sale registered at Huntingdon under No. 50581 — with all buildings thereon erected.

2° Une partie du lot de terre désigné au cadastre officiel du village de Huntingdon sous le Numéro vingt-cinq; partie bornée au nord-ouest par une rue; au nord par une autre du même lot appartenant à J. Baptiste Daigneault, qui l'a acquise du Shérif; au sud et au sud-ouest par la plus grande partie du dit lot 25 appartenant à Urgel Poirier ou représentants; mesurant cinquante pieds de largeur sur cent pieds de profondeur; avec toute construction pouvant s'y trouver;

3° Une partie de terrain à être détachée de la partie nord-est de ce lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du village de Huntingdon, sous le numéro vingt-cinq (Pt. 25.), mesurant cinquante pieds de largeur, par cent pieds de profondeur, et telle que bornée au nord-ouest par Joseph Dumond ou représentants, et sur les trois autres côtés par la balance dudit lot N° 25, laquelle dite partie de terrain est située directement en arrière d'une partie dudit lot appartenant à J. Baptiste Daigneault ou représentants.

Pour être vendu séparément; à la porte de l'Eglise, paroissiale, de la paroisse de St-Joseph de Huntingdon, dans le comté de Huntingdon, District de Beauharnois, le SAMEDI le DIX SEPT (17) MAI 1947 à DIX (10) heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
P. H. REID.

Bureau du Shérif,
Salaberry de Valleyfield, ce deuxième jour d'Avril 1947. 18556-15-2-0

(Première insertion, le 12 Avril 1947)

RIMOUSKI

Fieri facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure

District de Rimouski, { ARSÈNE MI-
N° 8766. } CHAUD, entre-
preneur de pompes funèbres de la ville de Rimouski, demandeur; vs JEAN-BAPTISTE PELLETIER, de St-Robert-Bellarmin, de Rimouski, défendeur.

Savoir:

Un terrain formant partie du lot N° 212 du cadastre de la paroisse de Rimouski, contenant 75 pieds est-ouest de front par 110 nord-sud de profondeur mesure anglaise, borné au Nord à Arsène Michaud, à l'est et à l'ouest au vendeur, au sud à la rue N° 1, avec bâtisses, circonstances et dépendances ci-dessus construites. Cette vente est sujette au paiement de la rente de \$30.00 par année au créancier.

Un autre terrain formant partie du lot 212 du cadastre de la paroisse de Rimouski, contenant 25 pieds de front par environ 105 pieds de profondeur mesure anglaise, borné au nord à Octave Michaud à l'est à l'acquéreur à l'ouest à Téléphore St-Pierre au sud à la rue N° 1. Cette vente est sujette au paiement de la rente de \$10.00 par année au créancier.

Pour être vendu au bureau du shérif le 13 MAI 1947 à DIX heures de l'avant-midi (Heure avancée).

Le Shérif,
CHARLES GARON.
18557-15-2-0
(Première insertion, 12 avril 1947)

2. A portion of the lot of land designated on the official cadastre for the village of Huntingdon under number twenty-five; part bounded on the northwest by a street; on the north by another part of the same lot belonging to J. Baptiste Daigneault, who acquired it from the Sheriff; on the south and southwest by the greater part of said lot 25 belonging to Urgel Poirier or representatives, measuring fifty feet in width by one hundred feet in depth — with all the buildings erected thereon.

3. Another portion of a lot of land to be detached from the northeast part of said lot of land known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference for the village of Huntingdon, under number twenty-five (Pt. 25), measuring fifty feet in width, by one hundred feet in depth, and as bounded on the northwest by Joseph Dumond or representatives, and on the three other sides by the residue of said lot No. 25, the said portion of land being situate directly in rear of a part of said lot belonging to J. Baptiste Daigneault or representatives.

To be sold separately, at the parochial church door of the parish of St-Joseph de Huntingdon, in the county of Huntingdon, District of Beauharnois, on SATURDAY the SEVENTEENTH (17th) day of MAY, 1947, at TEN (10) o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,

Salaberry de Valleyfield, this second day of April, 1947. 18556-15-2

P. H. REID,
Sheriff.

(First insertion, April 12, 1947)

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court

District of Rimouski, { ARSÈNE MI-
No. 8766 } CHAUD, funeral
undertaker, of the town of Rimouski, plaintiff
vs JEAN-BAPTISTE PELLETIER, of St-Robert-Bellarmin, of Rimouski, defendant.

To wit:

A lot of land forming part of lot No. 212 of the cadastre for the parish of Rimouski, measuring 75 feet from east to west in front, by 110 feet from north to south in depth, English measure, bounded on the north by Arsène Michaud, on the east and west by the vendor, on the south by the Street No. 1 — with buildings, circumstances and dependencies thereon erected. This sale is subject to payment of the rental of \$30 per annum to the creditor.

Another lot of land forming part of lot 212 of the cadastre for the parish of Rimouski, measuring 25 feet in front by about 105 feet in depth, English measure, bounded on the north by Octave Michaud, on the east by the purchaser on the west by Téléphore St-Pierre, on the south by the Street No. 1. This sale is subject to payment of the rental of \$10 per annum to the creditor.

To be sold at the Sheriff's office, on the THIRTEENTH of MAY, 1947, at TEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

CHARLES GARON,
Sheriff.

18557-15-2
(First insertion, April 12, 1947)

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 18

Index of the Quebec Official Gazette, No. 18

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

Jobin vs Lessard. 1294

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

615, section "C" — Employés de garages dans les Iles de Montréal et de Jésus. 1294
 673, section "A" — Comité paritaire des barbiers coiffeurs de Montréal. 1295
 673, section "B" — Comité conjoint de l'industrie de la construction de Québec. 1295
 674, section "A" — Industrie de la construction dans la région de Québec. 1295
 674, section "B" — Employés de laiteries dans la région de Québec. 1296
 674, section "C" — Débardeurs du port de Sorel. 1296

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

AVIS DIVERS:

Commodore Boating and Racing Association (Règlements) 1290
 Laberge, Emile (Président d'élection) 1292
 La Canadienne Coopérative Consommation (Fondation) 1293
 Lake St. Louis Anglers' Inc.— Les Pêcheurs Sportifs du Lac St-Louis Inc. (Règlements) 1291
 L'Association des Barbiers-Coiffeuses des Bois-Francis Incorporé (Formation) 1293
 Les Brassières Bégin Inc. (Distribution de l'actif) 1291
 Les Pionniers de Guyenne (Fondation) 1293
 Le Syndicat des Commis-Épiciers de Montréal (Formation) 1293
 L'Institut du Rhumatisme — Institute of Rheumatism (Directeurs) 1292
 L'Institut du Rhumatisme — Institute of Rheumatism (Règlements) 1292
 Montreal Tramways Company (Avis d'assemblée spéciale) 1291
 Syndicat Coopératif du Tracteur Notre-Dame-de-la-Doré (Fondation) 1294
 The Family Cooperative Union (Fondation) 1293
 Universal Chemicals Inc. (Distribution de l'actif) 1292

CHARTRE — ABANDON DE:

Edlington's Limited. 1298

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AFFAIRES MUNICIPALES:

Roxton Falls, village de 1298

AGRICULTURE:

Dissolution de cercles agricoles dans le comté de Matapédia 1298

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Aguanish, munic. scolaire de 1299
 Ayers Cliff, munic. scolaire catholique de 1300

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Jobin vs Lessard. 1294

ORDERS IN COUNCIL:

615, part "C" — Garage employees in Montreal and Jesus Islands 1294
 673, part "A" — Parity Committee of barbers and men's hairdressers of Montreal 1295
 673, part "B" — Joint Committee of the construction industry of Quebec 1295
 674, part "A" — Construction industry in the district of Quebec 1295
 674, part "B" — Dairy employees of the district of Quebec 1296
 674, part "C" — Longshoremen of the harbour of Sorel 1296

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

MISCELLANEOUS NOTICES:

Commodore Boating and Racing Association (By-laws) 1290
 Laberge, Emile (Returning-Officer) 1292
 La Canadienne Coopérative Consommation (Fondation) 1293
 Lake St. Louis Anglers' Inc.— Les Pêcheurs Sportifs du Lac St-Louis Inc. (By-Laws) 1291
 L'Association des Barbiers-Coiffeuses des Bois-Francis Incorporé (Formation) 1293
 Les Brassières Bégin Inc. (Distribution of the assets) 1291
 Les Pionniers de Guyenne (Fondation) 1293
 Le Syndicat des Commis-Épiciers de Montréal (Formation) 1293
 L'Institut du Rhumatisme — Institute of Rheumatism (Directors) 1292
 L'Institut du Rhumatisme — Institute of Rheumatism (By-Laws) 1292
 Montreal Tramways Company (Notice of special meeting) 1291
 Syndicat Coopératif du Tracteur Notre-Dame-de-la-Doré (Fondation) 1294
 The Family Cooperative Union (Fondation) 1293
 Universal Chemicals Inc. (Distribution of the assets) 1292

CHARTER — SURRENDER OF:

Edlington's Limited. 1298

DEPARTMENTAL NOTICES:

MUNICIPAL AFFAIRS:

Roxton Falls, village of 1298

AGRICULTURE:

Dissolution of farmers' clubs in the county of Matapédia 1298

EDUCATION:

Aguanish, school munic. of 1299
 Ayers Cliff, catholic school munic. of 1300

Barachois, munic. scolaire de	1299	Barachois, school munic. of	1299
Barachois, munic. scolaire catholique de	1299	Barachois, catholic school munic. of	1299
Champneuf, munic. scolaire de	1300	Champneuf, school munic. of	1300
Dubuisson, munic. scolaire de	1299	Dubuisson, school munic. of	1299
Gaspé-Baie-Nord, munic. scolaire protestante de	1299	Gaspé Bay-North, protestant school munic. of	1299
La Rivière-Pentecôte, munic. scolaire de	1300	La Rivière-Pentecôte, school munic. of	1300

TERRES ET FORÊTS:

LANDS AND FORESTS:

Ste-Anne, paroisse de	1301	Ste-Anne, parish of	1301
---------------------------------	------	-------------------------------	------

TRAVAIL:

LABOUR:

Comité conjoint du commerce des taverniers de Québec (Prélèvement)	1304	Parity Committee of the tavern keepers of Québec (Levy)	1304
Comité paritaire des épiciers et bouchers de Joliette (Prélèvement)	1303	Comité paritaire des épiciers et bouchers de Joliette (Levy)	1303
Comité paritaire des métiers du bâtiment du district des Trois-Rivières (Prélèvement)	1307	Joint Committee of the building trades, district of Trois-Rivières (Levy)	1307
Comité paritaire du commerce de détail de la fourrure de Montréal et du district (Prélèvement)	1308	Joint Committee of the retail fur trade of Montreal and district (Levy)	1308
Comité paritaire du commerce de l'alimentation en gros de Québec (Prélèvement)	1302	Quebec wholesale food trade Parity Committee (Levy)	1302
Industrie de la fabrication des boîtes de carton dans la Province (Avis)	1301	Manufacturing of paper boxes in the Province (Notice)	1301
Le Syndicat des maîtres-barbiers du district de St-François Inc. et al (Modification)	1309	Le Syndicat des maîtres-barbiers du district de St-François Inc. et al (Amendment)	1309
Métiers du bâtiment dans les comtés de Chicoutimi, Charlevoix, Lac St-Jean, Roberval, Saguenay, Abitibi-est, Abitibi-ouest et Rouyn-Noranda (Modification)	1306	Building trades in the counties of Chicoutimi, Charlevoix, Lake St. John, Roberval, Saguenay, Abitibi-est, Abitibi-ouest and Rouyn-Noranda (Amendment)	1306

GREFFES DE NOTAIRES:

NOTARIAL RECORDS:

Duguay, Marc, en faveur de	1312	Duguay, Marc, in favour of	1312
--------------------------------------	------	--------------------------------------	------

LETTRES PATENTES:

LETTERS PATENT:

Abe Cycle & Sports Ltd.	1262	Abe Cycle & Sports Ltd.	1262
Abitibi Tire Rubber & Supply Company	1263	Abitibi Tire Rubber & Supply Company	1263
Aero Photo Inc.	1263	Aero Photo Inc.	1263
Aircraft Overhaul and Repairs Limited	1264	Aircraft Overhaul and Repairs Limited	1264
Ambrian Textiles Corporation	1264	Ambrian Textiles Corporation	1264
Arnold Corp.	1264	Arnold Corp.	1264
Artes Limitée	1265	Artes Limitée	1265
Automat Machines Inc.	1265	Automat Machines Inc.	1265
Barbara Brent Inc.	1266	Barbara Brent Inc.	1266
Bellavance & Sons Ltd.	1266	Bellavance & Sons Ltd.	1266
Bernard Fur Co.	1266	Bernard Fur Co.	1266
Brian Corp.	1267	Brian Corp.	1267
Centre Culturel de Saint-Casimir	1267	Centre Culturel de Saint-Casimir	1267
Charbonneau-Saucier Limitée	1268	Charbonneau-Saucier Limitée	1268
C. Lamoureux et Cie, Ltée.	1268	C. Lamoureux et Cie, Ltée.	1268
Cliffside Auto Repairs Ltd.	1269	Cliffside Auto Repairs Ltd.	1269
Commodore Boating and Racing Association	1269	Commodore Boating and Racing Association	1269
Compagnie de dragage Restigouche — (Restigouche Dredging Company)	1269	Compagnie de dragage Restigouche — (Restigouche Dredging Company)	1269
Consumers Products Limited.	1270	Consumers Products Limited.	1270
Decarie Boulevard Holding Co.	1270	Decarie Boulevard Holding Co.	1270
Douville & Cyr Diamond Drilling Ltd.	1271	Douville & Cyr Diamond Drilling Ltd.	1271
Duro Lam Limited.	1271	Duro Lam Limited.	1271
El Morocco Company Ltd.	1271	El Morocco Company Ltd.	1271
Firestone Sportswear Ltd.	1272	Firestone Sportswear Ltd.	1272
Fraser Enterprises Ltd.	1272	Fraser Enterprises Ltd.	1272
Garage Tétreault Ltée.	1273	Garage Tétreault Ltée.	1273
General Laboratories Limited	1273	General Laboratories Limited	1273
Gobeil Lumber Limited.	1274	Gobeil Lumber Limited.	1274
Golden Drive Yourself Ltd.	1274	Golden Drive Yourself Ltd.	1274
Granby Express Limited.	1275	Granby Express Limited.	1275
Greene Lingerie Shop Inc.	1275	Greene Lingerie Shop Inc.	1275
Heather Sportswear Inc.	1276	Heather Sportswear Inc.	1276

Ideal Specialcraft Ltd.	1276	Ideal Specialcraft Ltd.	1276
Ideal Trading Corporation.	1276	Ideal Trading Corporation.	1276
Ima Gold Mines Limited	1277	Ima Gold Mines Limited	1277
J.-J. Simard Ltée	1277	J.-J. Simard Ltée	1277
Jos. Emond & Fils, Inc.	1278	Jos. Emond & Fils, Inc.	1278
La Chambre de Commerce des Jeunes de Chicoutimi — (The Junior Chamber of Commerce of Chicoutimi)	1278	La Chambre de Commerce des Jeunes de Chicoutimi — (The Junior Chamber of Commerce of Chicoutimi)	1278
La Compagnie Fagnan Drive Yourself Limitée — The Fagnan Drive Yourself Company Limited.	1279	La Compagnie Fagnan Drive Yourself Limitée — The Fagnan Drive Yourself Company Limited.	1279
Lalonde Automobile Limitée	1279	Lalonde Automobile Limitée	1279
La Société Médicale du Faubourg Saint-Jean-Baptiste de Québec.	1279	La Société Médicale du Faubourg Saint-Jean-Baptiste de Québec.	1279
Le Centre des Chevaliers de Colomb de Jonquière Inc.	1280	Le Centre des Chevaliers de Colomb de Jonquière Inc.	1280
Leco Inc.	1280	Leco Inc.	1280
Les Compagnons de l'Art.	1280	Les Compagnons de l'Art.	1280
Les Immeubles Richelieu Limitée — Richelieu Realities Limited.	1281	Les Immeubles Richelieu Limitée — Richelieu Realities Limited.	1281
Les Manufacturiers de Portes et Châssis d'Arvida Ltée	1281	Les Manufacturiers de Portes et Châssis d'Arvida Ltée	1281
Lucky Lady Ltd.	1282	Lucky Lady Ltd.	1282
Melson Mfg. Co. Inc.	1282	Melson Mfg. Co. Inc.	1282
Northern Steel Industries Ltd.	1283	Northern Steel Industries Ltd.	1283
Presto Oil Company, Limited	1283	Presto Oil Company, Limited	1283
Routledge Tool & Die Co. Ltd.	1284	Routledge Tool & Die Co. Ltd.	1284
Rouville Textiles Corporation	1284	Rouville Textiles Corporation	1284
Sendel Automotive Corporation	1284	Sendel Automotive Corporation	1284
Studio Albert Dumas, Limitée.	1285	Studio Albert Dumas, Limitée.	1285
The Victor Oil Burner Mfg. Co. Ltd.	1285	The Victor Oil Burner Mfg. Co. Ltd.	1285
The Yardstick Inc.	1286	The Yardstick Inc.	1286
Touristaide Inc.	1286	Touristaide Inc.	1286
Women's Voluntary Services (Montreal) Services Volontaires Féminins, Inc.	1287	Women's Voluntary Services (Montreal) Services Volontaires Féminins, Inc.	1287
Wooltex Ltd.	1287	Wooltex Ltd.	1287

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Centremaque Gold Mines Limited	1287
Consolidated Optical Company 1947 (Limited)	1288
Emery Talbot Limitée — (Emery Talbot Limited)	1288
Institution Agricole Sainte-Germaine du Lac Etchemin, Inc.	1288
Interprovincial Properties Corporation.	1289
La Compagnie Canadienne de Téléphone	1289
L'Aqueduc de St-Mathias (Limitée)	1289
La Traverse Rivière-du-Loup-St-Siméon Limitée.	1290
L. E. Martel Limitée — L. E. Martel Limited	1290
Richmond Development Company, Limited	1290

SIÈGES SOCIAUX:

Fred Duclos Company Limited.	1313
Roland Gold and Copper Mines Limited.	1312

SOUMISSIONS:

Coaticook, ville de.	1313
----------------------	------

VENTE, LOI DE FAILLITE:

Grisé, Dame Marie-Louise Gauthier.	1313
------------------------------------	------

VENTE PAR LICITATION:

Dagg vs Dagg <i>et al.</i>	1315
----------------------------	------

VENTE POUR TAXES:

St-Pierre, ville de.	1316
----------------------	------

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Centremaque Gold Mines Limited	1287
Consolidated Optical Company 1947 (Limited)	1288
Emery Talbot Limitée — (Emery Talbot Limited)	1288
Institution Agricole Sainte-Germaine du Lac Etchemin, Inc.	1288
Interprovincial Properties Corporation.	1289
La Compagnie Canadienne de Téléphone	1289
L'Aqueduc de St-Mathias (Limitée)	1289
La Traverse Rivière-du-Loup-St-Siméon Limitée.	1290
L. E. Martel Limitée — L. E. Martel Limited	1290
Richmond Development Company, Limited	1290

HEAD OFFICES:

Fred Duclos Company Limited.	1313
Roland Gold and Copper Mines Limited	1312

TENDERS:

Coaticook, town of.	1313
---------------------	------

SALE, BANKRUPTCY ACT:

Grisé, Dame Marie-Louise Gauthier.	1313
------------------------------------	------

SALE BY LICITATION:

Dagg vs Dagg <i>et al.</i>	1315
----------------------------	------

SALE FOR TAXES:

St-Pierre, town of.	1316
---------------------	------

VENTES PAR SHÉRIFS:

SHERIFFS' SALES:

BEAUHARNOIS:

BEAUHARNOIS:

Legault vs Dumond. 1316

Legault vs Dumond. 1316

RIMOUSKI:

RIMOUSKI:

Michaud vs Pelletier 1317

Michaud vs Pelletier 1317

18896-o

18896-o

